

Confrontation des thèses soviétiques et occidentales

LA DIXIEME DIVISION D'INFANTERIE ET L'AVIATION ETHIOPIENNES ont participé, le 29 juin, à d'importantes manœuvres aux frontières de la Somalie et du Territoire français des Aars et de Issas. Radio-Addis-Abeba a précisé que le ministre éthiopien de la défense, M. Ayalew Mendafo, et le général Gysaw Belayneh, chef d'état-major des forces armées, ont assisté à ces manœuvres, qui se sont déroulées près d'Aysba. (Reuter)

DIPLOMATIE

AVANT DE QUITTER PARIS

M. Kreisky s'entretient avec M. Mitterrand

Après s'être entretenu avec M. François Mitterrand, qu'il reçoit à l'hôtel Crillon dans l'après-midi, le chancelier Kreisky doit quitter Paris dans la soirée de mercredi 30 juin. Il donne, en fin de matinée, une conférence de presse et est l'hôte à déjeuner de la chambre de commerce de Paris.

Mardi 29 juin, le chef du gouvernement autrichien s'est entretenu avec le président de la République, après un déjeuner donné à l'Élysée en son honneur. Il a ensuite rencontré de nouveau M. Chirac. M. Kreisky s'est déclaré très satisfait de ces conversations qui ont porté notamment sur les problèmes de la dette et la coopération, dans le cadre du Conseil de l'Europe, d'une conférence à destination de préparer la réunion pan-européenne de Belgrade. La collaboration franco-autrichienne en Afrique et la situation au Proche-Orient ont également été évoquées.

En ce qui concerne les questions culturelles, le doublement du lycée français de Vienne a été envisagé, ainsi que la création d'une école des affaires, en Autriche, avec la participation de l'école du même type existant à Fontainebleau. Mais rien n'a été décidé quant au financement des deux projets.

Le chancelier Kreisky a invité M. Jacques Chirac à se rendre en visite officielle en Autriche en février 1977.

TOUT EN DEMEURANT MODESTES

Les échanges commerciaux entre Paris et Vienne ont évolué favorablement

De notre correspondante

Vienne. — La France n'est pas l'un des grands partenaires économiques de l'Autriche. Néanmoins, après plusieurs années de stagnation et même de régression, sa part dans les échanges commerciaux de ce pays a connu en 1975 une progression assez appréciable : globalement, ses exportations vers l'Autriche ont augmenté de 7,8 % et ses importations de 8,6 %. Le fait est d'autant plus intéressant que, durant cette période de récession générale, la France a été, parmi les principaux partenaires commerciaux de l'Autriche, le seul pays pour lequel les échanges ont évolué positivement dans les deux sens.

Devantant d'une courte tête la Grande-Bretagne, la France est ainsi passée du cinquième au quatrième rang des fournisseurs de l'Autriche, avec 1 milliard 900 millions de francs d'exportations en 1975. Ce succès reste relatif car notre pays n'occupe qu'une part modeste du marché autrichien (4,1 %), loin derrière la République fédérale d'Allemagne (40 %), venant aussi après l'Italie (31 %) et la Suisse (16,7 %). Ses ventes portent essentiellement sur les biens de consommation, notamment les voitures de tourisme. En 1975, ce secteur a représenté 30 % du montant global des exportations, continuant à lui garantir la moitié de l'augmentation des ventes vers l'Autriche. Ce manque de diversité représente un risque pour notre position commerciale, la rendant particulièrement fragile.

triels multiplient les contacts directs et personnels avec les importateurs autrichiens. Il est curieux que la R.F.A., qui n'est pas un pays à vocation agricole, vende à l'Autriche des quantités importantes de produits alimentaires et même plus de fromages que la France. Dans un autre domaine, celui des vins et spiritueux, les Italiens et les Allemands nous devançant nettement.

Vendre à la France plus de produits industriels est, en revanche, l'un des souhaits de l'Autriche. Un autre serait de voir progresser la coopération entre les deux pays, notamment sous forme d'association avec des entreprises françaises sur place, mais aussi là où ces dernières sont mieux implantées (pays francophones en particulier). La visite du chancelier Kreisky en France pourrait favoriser la coopération franco-autrichienne pour la construction d'un métro au Caire.

Enfin, l'Autriche regrette que la Communauté économique européenne ait pris des mesures aussi strictes à son égard, en particulier pour la vente du bétail sur pied. Elle ne cache pas quelle amertume se voit accorder des facilités en ce domaine et souhaite peut-être secrètement que la France soit plus compréhensive à cet égard.

ANITA RIND.

En visite privée

LE PRÉSIDENT NEMEJY EST REÇU PAR M. GISCARD D'ESTAING

Le général Nemejy, président de la République du Soudan, qui est attendu ce mercredi 30 juin en visite privée à Paris, est l'hôte à dîner de M. Giscard d'Estaing. Il devait être reçu auparavant à l'UNESCO par le directeur général de l'Organisation, M. Amadou-Mahtar M'Bow, et s'entretenait également avec des représentants de l'industrie française du rôle que la France pourrait jouer dans le développement de son pays.

C'est la première visite en France du chef de l'État soudanais.

Né à Omdurman en 1930, et entré en 1950 à l'école militaire de Khartoum comme élève officier, le général Nemejy, qui a accédé au pouvoir après le coup d'État du 25 mai 1969, a attaché son nom à la pacification des trois provinces du Sud, en rébellion depuis dix-sept ans contre le gouvernement central. Après les accords d'Addis-Abeba (27 février 1974), le chef de l'État a rallié les rebelles, et même intégré d'anciens guerriers anas-nya dans l'armée et la police.

Cette victoire, bien qu'elle ait pu paraître un moment remise en question, à la fin 1974, assure au président Nemejy l'appui de la plus grande partie de l'armée. Grâce à cet appui, il a pu venir à bout, d'abord, de l'opposition religieuse d'extrême droite (soulèvement des Anas) en 1970, puis de celle d'extrême gauche (tentative de coup d'État communiste de juillet 1971).

La répression contre les communistes a conduit le président Nemejy à se rapprocher de l'Occident. En président de la République en 1971, il a établi, en juillet 1972, les relations diplomatiques avec les États-Unis, où il vient de faire un séjour.

Tout en maintenant ses liens avec le monde arabe, dont il fait partie, et en améliorant ses relations avec l'Égypte, le chef de l'État soudanais a adopté dans le conflit du Proche-Orient une position modérée.

Cette position modérée est-elle approuvée aussi par toute la jeunesse, et n'y a-t-il pas encore une opposition dans l'armée ? En 1973, le président Nemejy a dû faire face à de graves désordres à l'université de Khartoum, et, en septembre 1974, à une nouvelle tentative de coup d'État contre son régime, fomentée notamment par des officiers, qui a été réprimée.

R.D.

PROCHE-ORIENT

LA GUERRE CIVILE

M. Jalloud dénonce « le massacre de la résistance palestinienne »

A l'issue de huit jours de combats acharnés, les forces chrétiennes de droite semblent avoir réussi à s'emparer du camp palestinien de Jir-Ei-Bacha. La radio phalangiste a, en effet, affirmé, ce mercredi matin 30 juin, que « les milices chrétiennes avaient achevé le nettoyage de la région de Jir-Ei-Bacha mardi à 15 heures ». Cette information a été partiellement confirmée par la radio progressiste, qui a reconnu que ses forces de droite étaient parvenues à pénétrer dans le camp palestinien. Mardi soir déjà, M. Salah Khalaf, chef du commandement central unifié de la résistance palestinienne, avait admis que les milices chrétiennes s'étaient emparées d'une « petite portion » de Jir-Ei-Bacha. Il avait ajouté : « Je déclare solennellement devant la presse arabe et internationale qu'elles « porteront l'entière responsabilité » des conséquences qui « en résulteront ».

Le leader de la gauche libanaise, M. Kamal Joumblatt, avait pour sa part déclaré mardi soir aux ambassadeurs des pays arabes qu'il n'aurait « jamais de paix » au Liban si Tell-Ei-Zaatar et Jir-Ei-Bacha tombaient. Le dirigeant socialiste avait demandé que les pays arabes envoient immédiatement des avions et des parachutistes pour briser le siège des deux camps. « La chute de Tell-Ei-Bacha et de Jir-Ei-Bacha », avait-il précisé, « rendrait impos-

sible tout règlement politique. Elle signifierait la poursuite de la guerre populaire avec pour objectif la vietnamisation du Liban, quoi qu'il puisse nous en coûter ».

M. Abdel Salam Jalloud, premier ministre libyen, avait — avant son départ pour Damas, puis Tripoli — abondé dans le même sens, en affirmant que son pays était prêt à « combattre jusqu'au suicide » pour empêcher la partition du Liban et la liquidation de la résistance palestinienne. M. Jalloud avait dénoncé l'existence au Liban d'un « complot international auquel participent tous les Arabes », et après quinze mois de combats, avait-il dit, il s'avère que le problème n'est pas celui de réformes politiques internes libanaises, mais celui du massacre de la résistance palestinienne. Le Liban a été choisi pour être le théâtre de l'exécution du complot, et l'armée syrienne a été invitée, pour l'exterminer après que les isolationnistes (conservateurs chrétiens) eurent échoué.

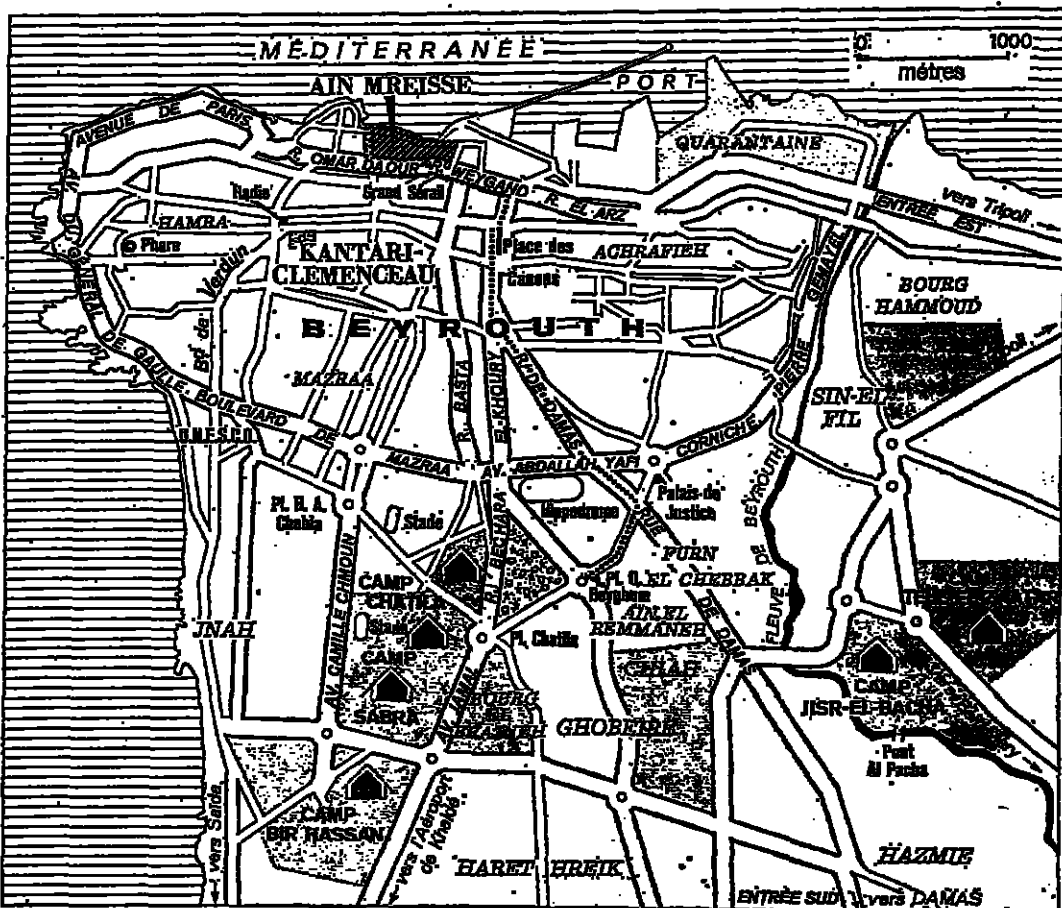
Le premier ministre libyen avait poursuivi : « La position géographique de la Libye ne lui permet pas de faire face matériellement à ce complot. C'est pourquoi j'ai décidé de rentrer à Tripoli. Toutefois, nous ne pouvons pas garder la silence devant le massacre de la résistance palestinienne. Si le camp de Tell-Ei-Zaatar tombe aux mains des isolationnistes, la région libanaise sera très vite envahie. Nous serons alors obligés

de prendre une attitude que nous ne désirons pas devoir prendre. J'ai informé la fois de l'jour [qui regroupe les principaux dirigeants maronites. — N.D.R.] qu'il creusait sa propre tombe en attaquant Tell-Ei-Zaatar ».

Offensive syrienne contre Saïda

Les Palestiniens ont accusé, les Syriens d'avoir lancé une attaque contre le port de Saïda. Selon le communiqué palestinien, les Syriens sont passés à l'action après une nuit de bombardements, qui ont incendié plusieurs quartiers de la ville, située à 40 kilomètres au sud de Beyrouth. Le communiqué affirme que les Palestiniens et leurs alliés islamiques progressistes sont engagés dans de violents combats, aux abords montagneux de Saïda, pour repousser l'assaut syrien.

À Beyrouth, où les habitants sont privés d'eau courante depuis une semaine, les conditions de vie sont devenues presque insupportables. Une vingtaine de cas de typhoïde ont été enregistrés à Beyrouth-Ouest. Les médecins ont appelé la population à se faire vacciner. Les Britanniques, qui ont déjà évacué quatre cents de leurs ressortissants, sont en train d'organiser un nouveau convoi. Enfin, un convoi de plus de vingt voitures, organisé par l'ambassade de France, transportant des étrangers et des Libanais à quai à Beyrouth pour Damas mercredi matin — (A.F.P., Reuters, U.P.I., A.P.)



La rue de Damas coupe Beyrouth en deux. À l'ouest de cette ligne, les quartiers sont entièrement contrôlés par les forces palestiniennes et la gauche libanaise. Dans la zone est, qui est aux mains des forces conservatrices chrétiennes, trois enclaves demeurent encore, jusqu'à mardi soir, sous le contrôle des Palestiniens et des islamistes progressistes : le camp de Jir-Ei-Bacha (six mille palestiniens, pour la plupart des chrétiens), Tell-Ei-Zaatar (quatre mille réfugiés palestiniens) et le quartier populaire de Nabaa, à majorité musulmane chiite. Le quartier de la Quarantaine avait été occupé en janvier par les phalangistes, qui l'avaient rasé.

ON NE COMPTE PLUS LES VICTIMES...

(Suite de la première page.)

Toutefois, les troupes de Damas se trouvent toujours dans la montagne libanaise. Et, de sources palestiniennes, on a appris que de nouvelles unités étaient entrées au Liban et avaient progressé dans la région de Baalbeck et de Hama, dans le nord du pays. Du côté progressiste, on affirme que des soldats syriens ont participé à l'assaut de Tell-Ei-Zaatar. La radio des Kistab (phalangistes) assure pour sa part que des « casques verts » libyens combattent avec les Palestiniens.

M. Jalloud a quitté Beyrouth mardi après-midi pour Damas. Il s'est montré très pessimiste pour les jours à venir.

Il s'est exprimé en déclarant : « Nous empêcherons par la force la partition et l'interdiction des forces du camp progressiste par les isolationnistes (partis de droite) ». Dans un communiqué, le commandement central de la Résistance palestinienne et du mouvement national (partis musulmans et progressistes) a affirmé que la poursuite des attaques contre les camps palestiniens risquait de provoquer une « explosion généralisée ».

C'est dans ces conditions que sont arrivés à Beyrouth, le 29 juin, M. Mohamed Sabri El-Khail, adjoint au secrétaire général de la Ligue arabe, et le général Ghomel, commandant la force de paix arabe au Liban. On doute qu'ils puissent obtenir un cessez-le-feu et qu'ils réussissent à convaincre les diverses parties de l'arabisation d'une « table ronde », alors que les combats ne cessent de s'intensifier.

FRANCIS CORNU.

Peu d'entreprises françaises

En tant que client, la France a également progressé d'un rang, mais elle ne se situe encore qu'en onzième position (185 millions de francs d'importations en 1975, soit 2,5 % du marché autrichien contre 21,9 % pour la R.F.A.). Ses acquisitions portent surtout sur les produits finis et semi-finis (produits réfractaires, papier, carton et demi-produits en acier), les machines et matériels mécaniques et électriques, les produits chimiques et des biens de consommation. Au total, si la balance commerciale de l'Autriche s'est un peu améliorée, ses ventes en France couvrent la moitié à peine de ses achats.

Comment la position commerciale de la France pourrait-elle s'améliorer ? Les spécialistes estiment que les exportateurs français devraient s'attacher à maintenir au maximum la stabilité des prix, surtout face à des concurrents comme la R.F.A. et la Suisse, qui connaissent des taux d'inflation particulièrement bas. Il faudrait également que nos indus-

AMÉRIQUES

Chili

« L'identité du jeune homme qui aurait tenté d'assassiner l'ambassadeur du Chili à Paris, M. Jorge Errazuriz (nos dernières éditions), a été révélée mardi 29 juin par les policiers chargés de l'enquête : il s'agit d'un employé de la R.A.T.P., M. Jean-Luc Leblanc, âgé de vingt-trois ans, qui avait été interpellé dans la nuit du 24 au 25 juin, alors qu'il rôdait autour de l'ambassade. « Je veux tuer l'ambassadeur », avait-il dit aux agents qui l'interpellaient. Il était porteur d'une carabine 22 long rifle.

LISEZ

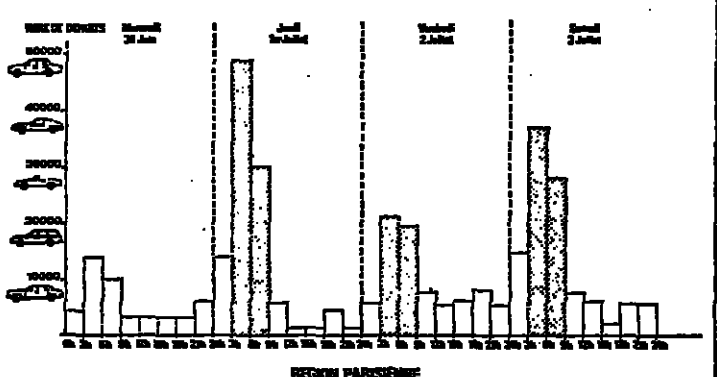
Le Monde des Philatélistes

VACANCES 76

PARTIR A LA BONNE HEURE !

Ca y est ! C'est le jour du grand départ ! Mais avant d'arriver vers son lieu de détente, pour l'automobiliste, il faut à la bonne heure et la seule solution. A deux reprises, nous avons publié le schéma ci-dessous pour vous aider à choisir votre heure de départ. Ne pensez pas c'est bon pour les autres. Cette année, fin juin, fin juillet, les Français n'ont pas leur départ, il y aura sur tout le pays 230 000 voitures au total qui vont être bloquées.

Les enquêtes, réalisées par la Direction des Routes, qui ont permis d'établir ce graphique, sont les plus vastes sondages jamais réalisés. Les automobilistes qui feront confiance à cette information pour choisir leur heure de départ, sont assurés de trouver des routes plus libres dans leur région et sur les grands axes qui mènent aux vacances.



COMMENT LIRE LE SCHEMA ?

C'est très simple. Il vous suffit de vérifier que votre heure de départ durant l'un des quatre jours se correspond pas à une colonne hachurée. Si vous êtes dans une des colonnes hachurées, changez votre heure de départ, il y a des risques importants de bouchons. Si votre heure de départ correspond à une colonne blanche, maintenez votre heure de départ. N'ayez aucune inquiétude si vous changez d'heure, tout le monde ne choisira pas la même heure que vous. C'est prouvé statistiquement et par les premières expériences d'été de la route. Pour connaître le détail de la situation de votre région et des régions vers lesquelles vous vous dirigez, reportez-vous à la suite du texte.

LA SITUATION DANS LA RÉGION PARISIENNE

Dans la Région Parisienne, les quatre jours de départ en vacances (30-4, 1-7, 2-7 et 3-7) seront des jours de circulation particulièrement chargés. En tenant compte des prévisions sur les routes du Sud, nous conseillons de partir avant midi. Les routes du Sud, nous les conseillons de partir avant midi. Si vous partez vers le Sud, l'autoroute du Soleil est encombrée jeudi de 3 heures à 9 heures du matin et samedi de 3 heures à midi. Si vous partez par l'autoroute Aquitaine, les bouchons sont attendus au sud de Tours de 6 heures à 13 heures le jeudi, de 6 heures à 12 heures le vendredi et de 6 heures à 15 heures le samedi. Si vous partez en direction du Massif, les encombrements vous attendent de 3 heures à 9 heures du matin durant ces deux jours. Alors, suivez bien nos conseils pour trouver des heures moins encombrées.

Le Monde publie, en langue anglaise, un numéro spécial de 18 pages

AMERICA'S FIRST TWO CENTURIES: A TALE OF TWO WORLDS

Ce cahier de la série « Dossiers et Documents », regroupe l'ensemble des articles publiés à l'occasion du Bicentenaire des États-Unis d'Amérique.

Au sommaire :

- Pages 1 à 9 : Politique et histoire avec la collaboration d'Ulrich Bonnell, Jeanine Bruy, Alain Clément, Marcus Cunliffe, Roger Errera, André Fontaine, Jack P. Greene, Jean-Jacques Lertz, René Rémont, John Shy et Edmond Wright.
- Pages 10 à 14 : Arts et Spectacles. Théâtre : Collette Godard et Guy Scarpetta. Cinéma : Louis Marcorelles et Jacques Siclier. Musique : Yves Bourde. Arts : André Chastel.
- Pages 15 à 18 : Littérature américaine contemporaine. Avec la collaboration de Carlos Fuentes, Pierre Kyria, Kate Millet, Pierre-Yves Pétillon et Françoise Wagener.

Ce dossier est disponible au « Monde », 5, rue des Italiens, 75427 Paris cedex 09. Prix de vente en France : 5 F.

شكرا من الأهل

PROCHE-ORIENT

A GUERRE CIVILE à résistance palestinienne

AU LIBAN

RÉUNI A BAGDAD

Un « congrès populaire arabe » condamne « l'invasion syrienne »

De notre envoyé spécial

Bagdad. — Tandis que des informations alarmantes sur la situation au Liban parviennent à Bagdad, où les milieux officiels s'attendent à la conquête imminente par les forces conservatrices des camps palestiniens assiégés à Beyrouth, un « congrès populaire arabe » adoptait, mardi 29 juin, après quatre jours de débats, une série de résolutions destinées à venir en aide aux Palestiniens et aux progressistes.

La conférence, qui regroupait quelques deux cents représentants de partis, de mouvements de gauche, d'associations professionnelles de dix-neuf pays arabes (à l'exception de la Syrie), a adopté à l'unanimité (1) une résolution condamnant, en des termes particulièrement violents, « l'invasion syrienne » du Liban et exigeant le retrait « total, immédiat et inconditionnel » de l'armée de Damas.

Neuf États étaient représentés : l'Algérie, l'Égypte, l'Irak, la Libye, la Mauritanie, la République démocratique du Yémen (du Sud), la Somalie, le Soudan et la Tunisie. Tous les partis communistes du monde arabe (à l'exception de celui de Syrie, qui soutient le régime du président Assad) étaient également présents aux côtés des formations basistes, nassériennes, etc., ainsi que les organisations palestiniennes de toutes tendances, y compris celles du « Front du refus ».

En dépit de divergences, parfois fondamentales, qui ont suscité de vifs débats, un consensus s'est dégagé devant le péril qui menace le camp palestinien-progressiste. La chute des camps de Tel-El-Zaatar et de Jisr-El-Bachâ, estime-t-on ici, risque de constituer un tournant capital

Un appel de l'O.L.P. à l'Irak

Le gouvernement irakien, apprenant-nous de bonne source, a reçu mardi soir — ainsi que d'autres gouvernements arabes — un appel pressant de la résistance palestinienne l'invitant à intervenir militairement au Liban. Le message, qui a été transmis à l'ambassadeur d'Irak à Beyrouth, suggère que Bagdad tente de briser le blocus maritime auquel est soumise le Liban, afin de débarrasser des armes et, éventuellement, des troupes. Un délégué égyptien à la « conférence populaire », membre dirigeant de l'Union socialiste arabe, M. Loutfi El Khoul, a fait sensation en révélant publiquement qu'un navire égyptien transportant des armes a dû rebrousser chemin, il y a quelques jours, après s'être heurté, à proximité des côtes libanaises, à des unités

des flottes israélienne et syrienne. L'opération, a-t-il précisé, avait été pourtant menée sous la supervision personnelle du ministre de la guerre, le général Gamassi.

Selon le message adressé au gouvernement de Bagdad par M. Farouk Kaddoumi, chef du département politique de l'O.L.P., la résistance palestinienne estime que l'agression syrienne contre le Liban justifie une intervention militaire des pays arabes, laquelle serait conforme aux résolutions du « sommet » de Rabat de septembre 1974.

L'appel de l'O.L.P. indique-t-on de bonne source, est actuellement à l'étude. Cependant, nous croyons savoir que les dirigeants irakiens ne veulent prendre aucune initiative qui ouvrirait la voie à une internationalisation du conflit, et peut-être même à une crise mondiale. Leur stratégie, pour l'instant, consiste à isoler davantage le régime syrien, dont les jours, selon eux, seraient comptés.

Informations en leur possession font état de fébriles préparatifs de divers groupes d'officiers au sein de l'armée de Damas, pour renverser le régime du président Assad. Certains de ces groupes, venant d'horizons politiques très différents, agiraient séparément et chercheraient à prendre de vitesse leurs concurrents.

Les résolutions adoptées

Que ces informations soient fondées ou non, les responsables irakiens sont parvenus à faire adopter par le « congrès populaire arabe », qui s'est tenu à Bagdad du 26 au 29 juin, l'essentiel de la résolution concernant le conflit libanais. Parmi les trois résolutions contenues dans la déclaration finale, on relève les points suivants :

- Soutien à la souveraineté nationale du peuple libanais, son habilité à définir librement et en dehors de toute pression étrangère, les moyens de parvenir à un règlement politique entre les parties belligères ;
- Rejet de toute intervention étrangère au Liban et de l'internationalisation du conflit ;
- Garantie de la présence et de la liberté d'action de la résistance palestinienne au Liban et dans tous les autres pays arabes pour favoriser sa lutte en faveur de la libération de l'ensemble des territoires occupés ;
- Mise en échec des tentatives de certains régimes arabes pour placer sous leur tutelle le mouvement palestinien, afin de l'amener à accepter un règlement du conflit libano-arabe sur des bases « capitalistes » ;
- Lutte aux côtés des forces patriotiques jordanaises pour favoriser l'instauration à Amman d'un pouvoir national et démocratique, et l'intégration de ce pays dans le « camp de la libération », face à l'« entité sioniste » ;
- Création d'un large front à l'échelle du monde arabe, regroupant les formations patriotiques et progressistes, en vue de la lutte contre le complot fomenté par « l'impérialisme, le sionisme et la réaction arabe », dont le régime syrien est le docile exécutant. Ce « front » est chargé de coordonner son action avec tous les mouvements de libération nationale, avec les partis progressistes à travers le monde arabe, qu'avec le camp socialiste. Le secrétariat permanent de ce front a élu domicile à Bagdad ;
- Intensification de la lutte armée et de l'action des masses en « Palestine occupée » ;
- Condamnation de la diplomatie de M. Kissinger, dite du pas à pas, des solutions partielles et des accords de dégellement militaire sur des divers fronts israélo-arabes (la conférence a évité de condamner nommément l'accord du Sinai, afin de ne pas heurter de front l'Égypte, que l'on espère encore séparer du camp conservateur arabe et, en particulier, de la Syrie).

Accroissement de l'aide matérielle, politique et diplomatique au camp palestinien-progressiste au Liban. Des délégations seront envoyées dans divers pays du tiers-monde, ainsi qu'en Europe, pour dynamiser le rôle « criminel » assumé par la Syrie au Liban.

A propos de ce dernier point, le Kremlin — apprenons-nous de bonne source irakienne — vient d'informer M. Kaddoumi, leader de la gauche libanaise, que des bateaux soviétiques transportant de la farine, des produits alimentaires et pharmaceutiques (au total une dizaine de milliers de tonnes) destinés aux sinistrés du Liban, ont dû rebrousser chemin après avoir essuyé un refus des autorités syriennes de prendre livraison des cargaisons. Un premier chargement avait déjà été déposé la semaine dernière dans le port de Lattaquié. Le gouvernement de Damas aurait justifié son attitude en faisant valoir que M. Camille Chamoun, vice-président du conseil et des affaires étrangères du Liban, s'oppose à toute assistance humanitaire en provenance des pays communistes.

ERIC ROULEAU.

Au Conseil de sécurité de l'O.N.U.

Les Américains opposent leur veto à un projet de résolution favorable aux Palestiniens

De notre correspondant

Nations unies (New-York). — Un projet de résolution soumis par le comité sur les droits des Palestiniens (créé par la dernière Assemblée générale et aussi appelé « comité des Vingt ») a été rejeté mardi 29 juin par le Conseil de sécurité en raison du veto américain. Il avait recueilli 10 voix et enregistré 4 abstentions (France, Royaume-Uni, Suède et Italie).

Ce projet invitait le Conseil à prendre note des recommandations contenues dans le rapport du comité des Vingt et à réaffirmer les droits inaliénables du peuple palestinien à l'autodétermination, à l'indépendance nationale et à la souveraineté en Palestine. Dans ses grandes lignes, ce rapport traduisait les propositions formulées par le représentant de l'O.L.P. M. Fatah pendant les travaux du comité, en mars et avril. Il prévoyait le retour immédiat des réfugiés d'après 1967 et établissait un délai d'un an pour le retrait des troupes israéliennes des territoires occupés. Une entité palestinienne devait être créée en Cisjordanie et à Gaza, qui serait chargée de gouverner, sous les auspices de l'O.N.U., les réfugiés d'avant 1967, la question des frontières et l'existence d'Israël.

La position de la France a été définie par M. de Guiringaud, « Les composantes du règlement

Iran

ONZE « TERRORISTES » TUÉS À TÉHÉRAN AU COURS D'OPÉRATIONS DE POLICE

Téhéran (A.P.F.). — Onze « terroristes », dont le chef d'un important groupe, ont été tués ces derniers jours à Téhéran, au cours de deux opérations de police, 8-9 juin, après mardi 29 juin, de source officielle.

Dix « terroristes », dont deux femmes, ont été tués mardi près de l'aéroport. Cernés à l'aube dans leur retraite par la police, les « terroristes » ont, selon la version officielle, ouvert le feu sur les forces de l'ordre qui les ont tués après quatre heures de combats. Parmi les victimes, la police a identifié Ahmad Achraf, qui aurait été le chef d'un des plus importants groupes « terroristes » d'Iran.

Une femme a d'autre part été tuée samedi dans une rue de Téhéran, après avoir ouvert le feu sur les forces de l'ordre qui tentaient de l'arrêter, indique un communiqué officiel. Au cours des échanges de tirs, quatre policiers et trois passants ont été blessés.

Ces deux derniers affrontements portent à quarante-neuf le nombre des « terroristes » officiellement tués depuis le début de l'année.

Ahmad Achraf, présenté officiellement comme le chef du groupe, était recherché par la police iranienne depuis 1971 après pendant laquelle la guérilla a été portée dans les villes.

La radio iranienne a repris à l'occasion du dernier affrontement ses accusations contre la Libye et affirmé qu'une somme de 20 000 dollars avait été trouvée dans le repaire des « terroristes », qui représenterait « le solde de l'argent donné aux terroristes par la Libye ». Dans ses déclarations au « Monde » (28 mai 1976), le premier ministre iranien, M. Hoveyda, avait accusé la Libye de « séduire » les groupes de « terroristes » en Iran.

LOUIS WIZNITZER.

AFRIQUE

Les ministres de l'O.U.A. dénoncent l'« occupation » de Mayotte par la France

De notre envoyé spécial

Port-Louis. — Le conseil des ministres de l'O.U.A. s'est réuni à Port-Louis (île Maurice) à 10 h, mardi 29 juin, du rapport d'une commission d'enquête dépechée aux Comores au début du mois. Les enquêteurs ont dressé une liste des « atrocités » dues à l'« occupation française » de Mayotte, et mentionnent, en particulier : les mariages forcés de femmes mahoraises avec des soldats français ; l'expulsion de citoyens des Comores qui refusent l'« occupation illégale » de Mayotte ; l'existence d'une base militaire française (1).

Selon le même rapport, l'éventuelle départementalisation de Mayotte ne serait pas le résultat d'un choix populaire, mais celui des « machinations » de politiciens français en quête, « comme M. Michel Debré à la Réunion », d'un siège au Palais-Bourbon. Le rapport cite « l'un des cousins » de M. Fohrer, cousin demeuré jusqu'ici anonyme.

Les ministres ont également pris note « avec indignation » du « sabotage économique » des autres îles de l'archipel par les Français, qui y ont suspendu, selon le rapport, tous les projets de développement en cours.

Le « contentieux » entre la France et l'O.U.A. est particulièrement lourd en ce moment : Djibouti, le projet de vente de centrales nucléaires à l'Afrique du Sud, Mayotte. Le gouvernement mauricien a été contraint de démentir les informations selon lesquelles le représentant de la France aurait été convoqué pour émettre une protestation contre les ventes d'armes françaises au gouvernement de Pretoria. Ce démenti est intervenu après que

la presse locale se fut faite l'écho de la présence, dans les couloirs de l'O.U.A. d'un Français chargé de faire des démarches auprès de délégations africaines. En fait, il s'agit d'un diplomate en poste à Addis-Abeba venu assister au « sommet » de l'O.U.A. qui se réunit vendredi à l'île Maurice.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

SOS-MATH

Établissement d'enseignement privé
• Cours de vacances
DE LA 3^e AUX TERMINALES
• Recyclage
MATH-
PHYSIQUE (entrée en Fac)
87, bd Saint-Michel (5^e)
326-53-54 ou 326-30-75

RENÉ-VICTOR PILHES La Bête

« Tel est le talent particulier de Pilhes. Quand il écrit, il ne perd jamais contact avec le réel. C'est un enquêteur minutieux et un reporter fidèle... La Bête n'est pas morte, même si elle se rase de près quand elle passe à la télévision. »
YVAN AUDOUARD / LE CANARD ENCHAÎNÉ

« Page à page, construite comme un suspense à la Hitchcock, mais bruisant de résonances contemporaines dans notre cœur et notre raison, l'action se noue et passe à travers cet homme de bonne volonté, donc casseur et gacheur comme il n'est pas permis... Le style est clair et pur comme une eau de source. Tout est vie dans ce livre. »
CLAUDE MANCERON / LES NOUVELLES LITTÉRAIRES

« Mais, derrière l'excès et le schématisme de son exemple imaginaire, s'il y avait un peu de vrai ? Si nous n'étions pas aussi « civilisés » que nous le croyons ? Derrière la fable — crasse — il y a un appel. A la raison. »
ANNIE COPPERMANN / LES ÉCHOS

« C'est de la fiction, mais la question que pose René-Victor Pilhes est simple : jusqu'où peut aller la volonté d'un ordre scientifique, économique et industriel ? Jusqu'où peut aller l'Ordre ? »
LE QUOTIDIEN DE PARIS

« On peut légitimement reprocher à René-Victor Pilhes d'avoir mis d'un côté les bons, de l'autre les mauvais... Mais tout compte bien se produire un jour. Les prophètes sont là pour nous alerter. »
KLÉBER HAEDENS / LE JOURNAL DU DIMANCHE

« Qui croit encore que la barbarie est morte ? Qui croit encore que cela ne peut pas arriver ? Pilhes a su nous montrer du doigt les vrais dangers, ceux qui ne sont pas évidents ; là est le mérite et le talent. »
E. SCHLEGEL / L'APPEL

« Le ne m'étonne guère que René-Victor Pilhes soit angoissé au point d'écrire ce livre... Il y a du parti pris, des simplifications qu'on jugera abusives, des outrances délabrées. Mais vous, moi, n'est-ce pas cela que nous entendons et voyons tous les jours ? »
MICHEL JOBERT dans LA DÉPÊCHE DU MIDI

« La Bête est un roman d'alarme : il faut à notre société des gendarmes aux yeux grands ouverts, au cri perçant. Un écrivain peut remplir ce rôle. René-Victor Pilhes y réussit en un langage clair et fort qui nous devrions écouter. »
MAURICE CHAVARDÈS / TÉMOIGNAGE CHRÉTIEN

« Le roman noir du libéralisme »
LES NOUVELLES LITTÉRAIRES
Roman 160 pages 25 F
Par l'auteur de l'Impécateur (Prix Femina 1974)
SEUIL

William H. Hinton

FANSHEN

LA REVOLUTION COMMUNISTE DANS UN VILLAGE CHINOIS

« Fanshen, l'un des livres les plus extraordinaires jamais écrits sur la Chine et au-delà même l'un des documents les plus fantastiques qu'il m'ait été donné de lire depuis très longtemps. »
MARC KRAVETZ
« LE MAGAZINE LITTÉRAIRE »



Don C. Talayesva

SOLEIL HOPI

L'AUTOBIOGRAPHIE D'UN INDIEN HOPI

« Je ne vois guère de grands personnages dont les mémoires soient préférables à ceux de ce modeste héros. »
ANDRÉ PIETRE DE MANDIARGUES « N.R.F. »



« Par quelle grâce, cette collection Terre Humaine ne publie-t-elle rien de médiocre et si souvent des chefs-d'œuvre ? »
GILLES LAPOUGE « LE MONDE »

TERRE HUMAINE
Collection dirigée par Jean Malaurie
PLON

ANGLETERRE spécial étudiants

2 semaines 750 F.
3 semaines 1100 F.
Pension complète.
Audio-visuel : anglais
gén. 4 1/2 h de cours
par jour, intensive
drills, anglais
commercial, Activités
variées, club,
discothèque, etc.
British European Centre
5, rue Richemont,
Paris 8e
260.18.34

Don à décaquer
Avec son
Cadeaux
Indiqué sur la liste de propositions

POLITIQUE

Révolution et la Gauche ouvrière et populaire vont fusionner

La Gauche ouvrière et populaire et Révolution ont décidé de réaliser leur fusion, dont le principe avait été arrêté au cours des récents congrès des deux formations d'extrême gauche les 19 et 20 juin à Lyon, et les 26 et 27 juin à Paris. Un congrès commun aura lieu en novembre pour arrêter les modalités de cette fusion et préciser les structures de la nouvelle formation.

Ainsi se trouve confirmée la tendance actuelle de l'extrême gau-

che au regroupement (ou, selon le terme en usage dans cette famille de pensée, à la « recombinaison »). Tout particulièrement, parmi les marxistes-léninistes, dans la mouvance desquels se situent désormais explicitement Révolution et la G.O.P. Cette dernière était déjà le fruit d'un premier regroupement : celui de Pour le communisme et du Parti d'unité populaire (P.U.P.), avant du P.S.U. maintenu en octobre 1975.

Il est peu probable, cependant, que ce processus de réunification du courant marxiste puisse être étendu aux deux autres principales formations marxistes-léninistes : le parti communiste révolutionnaire et l'Humanité rouge. Avec le premier, les contacts déjà existants seront poursuivis, mais sans intention de fusionner. Avec la seconde existent trop de divergences (sur l'antimilitarisme et le degré d'hostilité au P.C., en particulier) pour que la nouvelle organisation puisse, estiment les dirigeants de Révolution et de la G.O.P., entamer un dialogue ayant la moindre chance d'aboutir.

Au cours d'une conférence de presse commune, réunie mardi 29 juin, Révolution et la Gauche ouvrière et populaire ont rendu publique une déclaration dans laquelle on lit notamment :

« Au-delà de leurs histoires différentes, nos deux organisations sont les seules forces organisées de l'extrême gauche à avoir compris que la gauche ouvrière doit occuper une place centrale dans la construction du parti révolutionnaire (...). et que l'intervention d'une organisation centralisée, fondée sur le marxisme, le léninisme et les acquis de la révolution chinoise, capable de contribuer à l'organisation et à l'unité de la gauche, est indispensable pour que celle-ci prenne dans la direction des luttes et la construction du parti la place fondamentale qui est la sienne. (...)

« Les prochaines échéances électorales seront marquées par la possibilité de chasser la droite au pouvoir. (...) Nous n'hésiterons pas à appeler à l'union de la gauche au second tour, dans la mesure où cela peut permettre une défaite du quart général actuel de la bourgeoisie, une aggrégation de la gauche et l'avènement d'une gauche nouvelle. (...) »

LE P.C.F. APPELE AU BOYCOTTAGE D'EUROPE 1 PENDANT UNE SEMAINE

Le bureau politique du P.C.F., qui a siégé mardi 29 juin, s'est félicité de l'accord électoral intervenu la veille lors du « sommet » des dirigeants de l'union de la gauche. Il estime que cette décision « constitue un succès de la politique d'union du parti communiste français ».

Le bureau politique a, d'autre part, protesté « contre l'incertitude et les tergiversations de l'Union européenne — en particulier l'A.F.P. et Europe 1 — ont rendu compte des discussions du 28 juin. Il dénonce « des campagnes mensongères qui constituent de véritables tentatives de manipulation de l'opinion, dont la multiplication est maladroite, dangereuse pour la vie démocratique du pays ».

En conséquence, le P.C.F. a décidé d'appeler à la direction de l'A.F.P. et d'appeler « les travailleurs à signifier leur indignation à Europe 1 en se dévouant de l'élection de ce parti dans la semaine du 5 au 15 juillet ».

● M. François Billoux, député communiste des Bouches-du-Rhône, a été, mardi 29 juin, son quarante ans de mandat parlementaire. Une réception avait été organisée par le groupe communiste de l'Assemblée nationale, et M. Georges Marchais, président du P.C.F., a adressé un message de félicitation.

Les sénateurs protestent contre l'absence d'une réforme du régime fiscal de la presse

Prenant connaissance du décret de convocation du Parlement à la session extraordinaire, M. MONORY (Union centr.), rapporteur général de la commission des finances, a élevé une vive protestation, mardi 29 juin, au cours de la séance publique du Sénat, en constatant que la réforme du régime fiscal de la presse ne figure pas dans l'ordre du jour.

« Ce texte, a-t-il ajouté, aurait dû venir en discussion dès le début de la session ordinaire, comme la

loi en faisait obligation au gouvernement, lequel s'y était d'ailleurs solennellement engagé. »

Les sénateurs ont ensuite examiné plusieurs conventions internationales, et définitivement adopté, dans la même séance, la loi relative à la construction des pontons de la commission mixte paritaire concernant la lutte contre le tabagisme. Ce texte (Le Monde du 30 juin) prend donc forme de loi.

De ont enfin voté le projet de loi sur le financement de la formation professionnelle continue (avec plusieurs modifications) et le projet tendant à proroger certaines dispositions concernant l'apprentissage. M. BECKOUTTE (P.S., Haute-Garonne) était le rapporteur de ces deux textes.

Le premier tend à faire participer financièrement les entreprises aux actions de formation organisées en faveur des travailleurs privés d'emploi. Il offre aux entreprises la possibilité juridique de participer à des actions concernant des travailleurs qui leur sont étrangers. Le Sénat a voté des amendements visant à simplifier le mécanisme proposé et à renforcer le contrôle de l'utilisation des fonds.

Le second projet de loi ne vise qu'à prolonger la période transitoire prévue par la loi de 1971 pour mettre en œuvre une réforme de l'apprentissage.

« Déjà, a précisé le ministre M. RABRY, 35 % des centres de formation pour adultes fonctionnent sur les bases prévues par la loi de 1971. Les commissions professionnelles consultatives examinent le contenu des diplômes pour conférer une valeur identique à ceux-ci, quel que soit le mode de formation. Ce travail est avancé, mais nous n'avons pas voulu le hâter davantage. Un délai plus mettra de le parachever. » — A. G.

Polynésie française

M. SANFORD S'EST DÉMIS DE SON MANDAT DE DÉPUTÉ

Afin de « provoquer de nouvelles élections législatives qui auront valeur de référendum sur la volonté de la Polynésie d'être autonome », M. Francis Sanford, député représentant de la Polynésie française, a décidé de maintenir sa décision, rendue publique le 8 juin, d'abandonner son mandat parlementaire.

La démission, qui entrainera une élection partielle dans la circonscription, a été annoncée mardi 29 juin à l'Assemblée nationale.

Après l'annonce par M. Stiri, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, de l'abandon d'un nouveau projet pour la Polynésie française, M. Sanford a consulté ses amis politiques pour savoir s'il devait revenir sur sa décision (« le Monde » du 29 juin).

Le député réformateur a expliqué, lundi 28 juin à Paris, les raisons de sa décision : « Je n'ai plus confiance en M. Stiri, a-t-il déclaré au cours d'une conférence de presse. Il a trop varié dans les différents projets de statut, qu'il voulait à chaque fois à notre mesure. »

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

L'Assemblée nationale

La séance de l'Assemblée nationale, sous la présidence de M. Le Douarin (U.D.R., Ille-et-Vilaine), a poursuivi, le mardi matin 29 juin, la discussion générale sur le projet de loi portant approbation du VII^e Plan.

M. SCHLOSSER (Raf., Lot-et-Garonne) présente des mesures d'aides aux agriculteurs, à la création d'emplois, aux industries et aux industries traditionnelles de la région de l'Aquitaine. M. FRELAUD (P.C., Haute-Seine) relève parmi les faiblesses du Plan « l'absence de mesures tendant à fournir des ressources nouvelles aux collectivités locales » dont le déficit, en 1980, atteindra 15 milliards de francs.

Pour M. SEBEC MATHEU (Raf., Rhône), l'aménagement du canal du Rhin au Rhône est d'un intérêt capital. Il souhaite que la date de 1977 soit respectée pour la déclaration d'utilité publique et que soient débloqués chaque année des tranches de financement de 500 à 600 millions de francs.

M. CLAUDI WEBER (P.C., Val-d'Oise), traite de la situation outre-mer, notamment à La Réunion. Il déclare que « la situation ne réside pas dans des mesures économiques et sociales, mais politiques, qui passent par l'autonomie ».

Après, M. DENIAU (app. U.D.R., Loiret), qui souligne l'indivert de certains élus locaux, il évoque la répartition des dépenses, abandonnée, M. HASEBROECK (P.S., Nord) évoque le retard pris au cours des V^e et VI^e Plans régionaux, notamment en ce qui concerne la région du Nord. Il insiste notamment sur la nécessité de la liaison Lille-Bruxelles, par la vallée de la Scheldt, et de l'achèvement du canal à grand gabarit Dunkerque-Escaut.

M. COUDERC (Raf., Lozère) met l'accent sur la nécessité du développement de l'hospitalité, notamment par l'amélioration des liaisons routières et ferroviaires. M. GAU (P.S., Isère) note que rien dans le VII^e Plan « n'offre une perspective cohérente à propos de la sécurité sociale ».

Il faut, selon lui, s'attaquer « aux privilèges » de l'industrie pharmaceutique, de l'hospitalité, de la construction, de la distribution des soins.

M. CORNETTE (U.D.R., Nord) souhaite obtenir des précisions sur la traduction pratique de la priorité donnée au secteur agro-alimentaire dans le Plan.

Pour M. CABANEL (Raf., Isère), le VII^e Plan restera, « dans l'histoire de la planification française, comme le Plan du téléphone ». Ce sera aussi celui « de la continuité dans les intentions, mais également de l'insécurité » que suscite la situation économique.

Pour M. HAMEL (Raf., Rhône), « le Plan, si par lui-même, conduit à l'échec si l'ensemble de la population ne croit pas aux objectifs qui lui sont proposés ». L'orateur regrette ensuite qu'un meilleur sort ne soit pas fait aux collectivités locales. Il considère aussi que « c'est une erreur de ne pas inscrire au rang des priorités de la politique familiale ».

Avant de critiquer l'insuffisance des dispositions concernant les collectivités locales, M. MULLER (Raf., Haut-Rhin) note l'intérêt que représente pour le sud de cette

Le VII^e Plan est adopté

Après avoir assuré que « la bataille de l'emploi peut être gagnée à condition de ne pas la perdre sur un autre terrain, celui de l'inflation — dont on a tendance à trop s'accommoder », il rappelle que l'U.D.R. réclame « une politique globale de la famille ».

Après avoir assuré que « la bataille de l'emploi peut être gagnée à condition de ne pas la perdre sur un autre terrain, celui de l'inflation — dont on a tendance à trop s'accommoder », il rappelle que l'U.D.R. réclame « une politique globale de la famille ».

M. BOULLOCHE : la dégradation de la notion de Plan.

M. BOULLOCHE (P.S., Douba) relève dans le Plan la trace de l'implacable dégradation de la notion même de Plan, qui conduisit les gouvernements successifs de l'« ardente obligation » à l'« effigie démentie » de la « volonté contradictoire ».

En matière d'inflation, M. Boulluche estime que le gouvernement compte « sur une autodiscipline des Français » ; selon lui cette expression recouvre pudiquement une « police des salaires ».

En conclusion, M. Boulluche déclare : « Nous continuerons à opposer notre proposition d'un Plan démocratique, élaboré par les Français, à la détermination nationale à un autre Plan qui, sous couvert de libéralisme, avance, est établi loin de tout contrôle démocratique. Les budgets sophistiqués des grandes entreprises multinationales. »

Dernier orateur inscrit, avant la suspension de séance à 13 h 10, M. RICHARD (U.D.R., Bas-Rhin) déplore l'absence de plan d'action prioritaire en faveur du

sport, et notamment en faveur de l'équipement sportif. — A. G.

Mardi après-midi, sous la présidence de M. LEENHARDT (P.S.), l'Assemblée poursuit l'examen du projet.

M. FOURCADE répond tout d'abord, en présence de M. Mitterrand, mais en l'absence de M. Debré et Marchais, aux

soixante-dix-huit orateurs qui ont intervenus dans la discussion générale.

Pour le ministre de l'économie et des finances, « les Français attendent du Plan qu'il permette de conduire le changement ». Des interventions entendues il retient trois impressions :

1) Une assez grande convergence des objectifs : retour au plein emploi, rétablissement de l'équilibre extérieur, réduction des inégalités, amélioration de la qualité de la vie. Après avoir relevé le désaccord entre M. Marchais et Mitterrand, ce dernier jugeant ces objectifs « louables et ambitieux », il constate que « la frontière passe désormais non entre la majorité et l'opposition, mais à l'intérieur même de cette dernière ».

2) Une inquiétude sur les conditions de réalisation du Plan. A ce sujet, il évoque successivement : le réajustement du système monétaire international ; « Face aux risques de rupture, la position de la France est ferme en ce qui concerne le retour à des parités fixes, ce qui n'exclut pas des politiques concertées, auxquelles l'on doit la reprise économique mondiale qui se confirme » ;

— La hausse du prix de l'énergie.

— L'inflation. Il rappelle la double réponse du Plan : une politique de régulation de la demande globale ; une progression moins rapide (9 %) des revenus nominaux, l'objectif final étant toujours de retomber à un taux de 6 % par an.

3) Un certain scepticisme sur les moyens mis en œuvre. Il évoque le réajustement du système monétaire international ; « Face aux risques de rupture, la position de la France est ferme en ce qui concerne le retour à des parités fixes, ce qui n'exclut pas des politiques concertées, auxquelles l'on doit la reprise économique mondiale qui se confirme » ;

— La hausse du prix de l'énergie.

— L'inflation. Il rappelle la double réponse du Plan : une politique de régulation de la demande globale ; une progression moins rapide (9 %) des revenus nominaux, l'objectif final étant toujours de retomber à un taux de 6 % par an.

3) Un certain scepticisme sur les moyens mis en œuvre. Il évoque le réajustement du système monétaire international ; « Face aux risques de rupture, la position de la France est ferme en ce qui concerne le retour à des parités fixes, ce qui n'exclut pas des politiques concertées, auxquelles l'on doit la reprise économique mondiale qui se confirme » ;

— La hausse du prix de l'énergie.

— L'inflation. Il rappelle la double réponse du Plan : une politique de régulation de la demande globale ; une progression moins rapide (9 %) des revenus nominaux, l'objectif final étant toujours de retomber à un taux de 6 % par an.

3) Un certain scepticisme sur les moyens mis en œuvre. Il évoque le réajustement du système monétaire international ; « Face aux risques de rupture, la position de la France est ferme en ce qui concerne le retour à des parités fixes, ce qui n'exclut pas des politiques concertées, auxquelles l'on doit la reprise économique mondiale qui se confirme » ;

— La hausse du prix de l'énergie.

— L'inflation. Il rappelle la double réponse du Plan : une politique de régulation de la demande globale ; une progression moins rapide (9 %) des revenus nominaux, l'objectif final étant toujours de retomber à un taux de 6 % par an.

l'ion de chômeurs en 1980. « Le gouvernement, rappelle-t-il, a retenu un seul objectif : assurer le plein emploi. » Le ministre plaide ensuite en faveur d'une croissance forte le II^e est facile de mettre deux travailleurs là où il n'en faudrait qu'un mais l'important est de créer deux emplois, mais différents. « Je ne crois pas opportune, précise-t-il, une réduction brutale de la durée du travail ; notre objectif est de ramener au-dessous de quarante heures la durée hebdomadaire moyenne. » « Je ne crois pas souhaitable d'ajouter à l'effort de façon significative l'âge de la retraite. Des formules plus souples devront être recherchées, étant entendu que priorité sera donnée aux travailleurs manuels. »

Evolution des dépenses sociales. Les dépenses sociales ont augmenté de 10 % en 1975, et les dépenses de santé ont pris en charge, et les soins hospitaliers le sont à 8 %. En 1976, plus d'un quart des dépenses nationales sera consacré au budget social de la nation dans lequel la sécurité sociale représente 80 % des dépenses.

Réaffirmant le respect des droits acquis par les assurés, il indique que l'effort doit s'orienter vers la maîtrise des dépenses d'hospitalisation ; une réforme de la tarification est indispensable. Quant à la situation financière de la Sécurité sociale, elle impose une nouvelle définition des responsabilités respectives de l'Etat et de cette dernière. Il précise qu'un projet sera déposé cet automne pour aménager l'assiette des cotisations de Sécurité sociale afin de diminuer les charges des entreprises de main-d'œuvre.

Avant la discussion de l'article unique du texte M. Durafour note que le contenu du projet de loi forme un ensemble cohérent ; aussi le gouvernement demande-t-il à l'Assemblée de se prononcer par un vote unique. Décidé cependant à tenir compte des avis exprimés par les députés, a déposé une lettre rectificative dans laquelle il retient un certain nombre de propositions. (Voir ci-contre.)

M. BOULLOCHE (P.S.) proteste contre « ce vote bloqué qui exprime (à son avis) le refus d'un dialogue démocratique ».

Plusieurs amendements sont ensuite discutés avant d'être réservés :

— Un amendement de la commission de la production demandant que la production de charbon soit maintenue au niveau de 22 millions de tonnes en 1980. Le projet indique qu'elle sera de l'ordre de 20 millions. M. Durafour observe que le gouvernement a déjà révisé ses prévisions en hausse.

— Des amendements de la commission de la production souhaitant une action spécifique dans les branches du machinisme agricole et de la machine-outil. M. Durafour retient ce dernier point.

— Des amendements socialistes proposant la création d'une banque nationale d'investissement qui orienterait les investissements industriels et généraux (M. DURAFOUR estime qu'il n'appartient pas à l'Etat d'orienter les investissements privés).

— L'adaptation des garanties bancaires afin d'assurer aux petites et moyennes entreprises un accès plus facile au crédit (M. PAPON, U.D.R., s'y déclare favorable).

M. DURAFOUR préfère s'attaquer à l'insuffisance de fonds propres ; le réajustement de l'assiette des cotisations sociales supportées par les entreprises, afin d'alléger les charges de celles qui emploient une main-d'œuvre nombreuse (M. Durafour indique

« LA RÉFLEXION SUR LA STRUCTURE DE LA FISCALITÉ DOIT SE POURSUIVRE » estime M. Labbé

Le bureau du groupe U.D.R. de l'Assemblée nationale réuni mardi 29 juin a approuvé les modifications apportées par la commission des lois au projet de réforme du code électoral dont la discussion doit avoir lieu durant la session extraordinaire du Parlement.

La commission a estimé, en le sait, que les candidats au second tour des élections devraient avoir recueilli au premier 10 % des inscrits — et non 15 % comme le demandait le gouvernement — pour se maintenir au second.

M. Labbé, président du groupe, a indiqué que la réunion extraordinaire du groupe U.D.R. le 7 juillet au Pré-Castell dans le Bois de Boulogne, permettrait de tirer les conséquences du vote de la taxation des plus-values. Il a déclaré notamment :

« Les problèmes, après ce vote, ne sont pas réglés. Nous restons insatisfaits et nous demandons que se poursuive la réflexion sur la structure de la fiscalité. » M. Chirac participera au déjeuner des députés U.D.R. et à la fin de leurs travaux, à huis clos, l'après-midi.

Enfin, du 29 septembre au 1^{er} octobre, les élus U.D.R. réuniront leurs journées d'études parlementaires à Rocamadour, dans le Lot.

canapé 3 places + 2 fauteuils en cuir à partir de

5740 F

20 modèles - 16 coloris - crédit possible

La Boutique du Brésil

PARIS - 43 av. Friedland (métro Etoile) - Tél. 359.22.10
NICE - 5 promenade des Anglaises - Tél. 87.16.07

la chauffeuse cuir: 1680 F TTC

l'ensemble 5 places cuir: 5740 F TTC

هنا من العمل

par 289 voix contre 181

tous les jours
 dimanche
 ALM. 98-98.

Une nouvelle politique de la famille pour enrayer notamment la baisse de la natalité

Nom et Prénom : _____
 Adresse complète : _____
 Date : _____ Signature : _____
 Bon à envoyer à JEAN L.

ne me conviendrait pas, je vous le retournerai dans
un bref délai. Vous réglez son prix spécial de lancement
à 10 francs. Vous m'envoyez dans ce cas, les 59 volumes sur
un seul envoi par colis et au même prix. Il est bien en-
tendu que vous m'indiquerez la date de la livraison
de cette collection. La liste des œuvres de Victor
Hugo est en annexe.

Signature : (pour les mineurs signature des
parents)

10 rue de la République, 75001 Paris
Tél. 01 42 78 10 10

LE BONNET 7, faubourg Saint-Honoré
Tél. 01 47 33 10 10

en emballage et à vos frais. Si je
soit 63,90 F seulement (÷ 4,60 F
vants de cette splendide collection
de que je pourrai à tout moment
Hugo sera jointe au tome I.

the 1990s, the number of people in the world who are illiterate has increased from 1.2 billion to 1.5 billion. The number of illiterate people in the world is projected to reach 1.7 billion by the year 2015. The number of illiterate people in the world is projected to reach 1.7 billion by the year 2015.

SOCIÉTÉ

LE COLLOQUE DE LA PORTE MAILLOT

L'automobile de toujours

Rassemblement pendant deux jours au Palais des congrès de la porte Maillot le plus grand nombre possible de spécialistes pour discuter de l'avenir de l'automobile. N'était pas une mauvaise idée. Ce moyen de transport moderne nos villes et notre vie quotidienne. Il a engendré un des principaux piliers de notre industrie.

Pour attirer les spécialistes, les grands moyens ont été utilisés. Pas moins de trois ministres : MM. d'Ornano (Industrie et Recherche), Galley (Équipement) et Chevillon (Transport), se sont déplaçés à plusieurs reprises pour présider les séances plénières. L'assistance a été nombreuse et de choix. Mais la montagne n'a même pas accouché d'une souris.

Quelle est la conclusion de ces deux journées de travail ? L'automobile de demain ne sera que l'automobile d'aujourd'hui (selon d'hier)...

La conservation des gens en place, et particulièrement des constructeurs, a empêché les idées nouvelles de s'imposer. Et, tout bien pesé, il n'y a rien là d'étonnant.

Les points noirs

L'industrie automobile est une des plus sophistiquées qui soient. Les industriels savent aujourd'hui construire un type bien précis de matériel. Ils ne sont pas certains de réussir aussi bien des véhicules vraiment nouveaux. Seule une nécessité impérieuse pourrait les faire changer.

La crise de l'année dernière et de 1974 les avait poussés à s'interroger. Mais le renouveau actuel des ventes et la prospérité qui en résulte les ont rapidement convaincus que l'automobile classique avait encore de beaux jours à vivre et que son rôle comme son importance n'étaient pas vraiment menacés. Pourquoi alors se lancer dans des innovations dont la réussite comporte obligatoirement une part de risque ? Les acheteurs sont là : le parc devrait s'accroître de six cent mille véhicules par an. Les constructeurs étrangers américains et japonais nous imitent, lançant sur le marché des voitures à l'échelle européenne. Notre production est donc bien adaptée.

Il y a certes des points noirs : la pollution, les encombrements, la difficulté de trouver des ouvriers pour construire les voitures à la chaîne comme on le fait aujourd'hui (surtout si l'immigration est limitée). Mais il faut être optimiste. Tout cela s'arrangera, affirment les professionnels. Les acheteurs, eux, ne sont inquiétés ni par des prix fortement relevés ni par les embouteillages.

Le danger pour les constructeurs ne peut donc venir que des pouvoirs publics. Responsables de l'intérêt général, ils pourraient prendre en compte le coût social de l'automobile. La vitesse des voitures est déjà limitée, la ceinture de sécurité exigée. Ne va-t-on pas, demain, renforcer les mesures antipollution, exiger une diminution des nuisances et même peut-être réglementer d'une manière restrictive la circulation en ville ?

L'accumulation des commodités individuelles engendre parfois des contraintes collectives. C'est ce qui arrive avec l'automobile. Le gouvernement doit alors intervenir pour limiter les effets par une action réglementaire efficace. Le moins que l'on puisse dire est que les deux journées d'études du Palais des congrès ne l'y auraient pas beaucoup aidé.

JEAN-LOUIS LAVALLARD.

Le gouvernement lance un concours pour la mise au point de véhicules électriques utilitaires

Les constructeurs automobiles vont être invités à participer à un concours visant à la mise au point de véhicules électriques utilitaires. C'est ce qu'a décidé le groupe interministériel véhicule électrique (créé en 1975) au cours de sa réunion du lundi 28 juin, présidée par M. André Fosset, ministre de la qualité de la vie. Les utilisateurs potentiels de véhicules électriques ont fixé eux-mêmes la liste des engins dont ils seraient disposés à s'équiper. La S.N.C.F. a besoin de camions de 3 tonnes pour la livraison des messageries et des P.T.T. de fourgonnettes pour le ramassage du courrier, et de camionnettes pour la distribution des colis, les aéroports et les compagnies aériennes de véhicules légers pour le service des pistes, les municipalités de triporteurs pour le ramassage des ordures et de balayettes électriques, l'E.D.F. d'engins de taille réduite pour les dépannages en ville.

Tous modèles confondus le marché du véhicule électrique utilitaire reste modeste : moins de dix mille unités. Mais le concours permettra de lancer les bureaux d'études sur des voies réalistes, de déboucher sur des fabrications de série et de tester enfin les capacités réelles de ces véhicules électriques dont on parle depuis si longtemps sans aucun résultat.

PRÉPARATION A SCIENCES - P O

— Sur place (1-31 août)
— Par correspondance (15-7 - 31-8)
● Examen d'entrée en année préparatoire.
● Examen d'entrée directe en 2^e année.
● Seconde session fin d'année préparatoire.
● Recyclage d'anglais (seconde session fin d'A.P. et diplôme)
PSP 75, rue de la Pompe, 75016 PARIS - Tél. : 504-19-73

COMMUNIQUÉ DE LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

CONCOURS D'ENTRÉE A L'ÉCOLE DES AFFAIRES DE PARIS RÉSERVÉ AUX DIPLOMÉS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

La Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris ouvre en septembre 1976 l'Ecole des Affaires de Paris aux diplômés du premier cycle de l'enseignement supérieur.

Sont admis à présenter leur candidature les étudiants connaissant deux langues dont l'anglais, titulaires des diplômes suivants :
— Diplôme sanctionnant les études universitaires du premier cycle de toutes spécialités ;
— Diplôme universitaire de technologie, toutes spécialités ;
— Titres admis en équivalence par le Secrétaire d'Etat aux Universités ;
— Ainsi que les étudiants des Instituts d'Etudes Politiques ayant subi avec succès les examens de fin de deuxième année.

Les candidats qui accomplissent leur deuxième année d'études de premier cycle peuvent faire acte de candidature en fournissant une attestation de leur faculté ou institut.

Pour toute information écrire Secrétariat de l'Ecole des Affaires de Paris, 108, boulevard Malesherbes, 75017 Paris, tél. 267-32-40. Les candidatures doivent nous parvenir avant le 31 août 1976. Les dossiers d'inscription peuvent être retirés au Secrétariat de l'Ecole.

L'Ecole des Affaires de Paris appartient au groupe des Grandes Ecoles de la Chambre de Commerce de Paris. Elle offre un programme européen d'enseignement supérieur sanctionné par un diplôme reconnu par l'Etat, et compte une année d'études en France, une année d'études en Angleterre, une année d'études en Allemagne.

SCIENCES

L'Europe spatiale un an après

« Il n'y a pas de crise spatiale en Europe », déclarait le lundi 28 juin le directeur de l'Agence spatiale européenne (ESA), M. Roy Gibson, en commentant le vote récent du conseil de l'Agence, par lequel sept des dix pays membres de l'ESA avaient repoussé une proposition franco-allemande, qui visait à donner aux centres de Toulouse et d'Oberpfaffenhofen la tâche de mettre sur orbite puis de contrôler, pendant leur durée de vie, deux des satellites que l'ESA doit lancer l'année prochaine, OTS et Météosat.

L'Agence spatiale européenne, qui a succédé aux organismes pré-existants ESRO et ELDO, a un an, juridiquement, elle est née en avril 1975, seize mois après que les dix pays membres de l'ESRO se furent mis d'accord sur un vaste programme comprenant des satellites scientifiques, des satellites d'application, le lanceur Ariane et le laboratoire orbital Spacelab. Cette décision fondamentale de décembre 1973 entraînait trois conséquences que les pays membres avaient accepté d'assumer en toute responsabilité :

● La lourdeur financière des projets européens signifiait pratiquement l'impossibilité pour la Grande-Bretagne, la République fédérale d'Allemagne et la France de continuer à financer leurs propres programmes nationaux.

● Pour utiliser les compétences des agences nationales, il fallait que les nouvelles agences européennes coordonnent et harmonisent ses activités avec les agences des principaux pays membres, en sous-traitant certains de ses travaux, de ses tâches de contrôle et de gestion.

● L'importance des programmes ne trouverait de justification que si les pays membres utilisaient plus tard de manière opérationnelle les moyens qu'ils auraient mis au point, les satellites d'application comme la fusée Ariane et le laboratoire Spacelab.

Un budget de 2,2 milliards

Ces problèmes, l'Agence doit y faire face aujourd'hui. Une dernière difficulté vient s'y ajouter : certains obstacles techniques rencontrés dans le déroulement des programmes.

Les années 1976 et 1977 sont les plus difficiles à franchir pour l'ESA, puisque tous les programmes ou presque atteignent en même temps leur financement maximum.

L'Agence a, cette année, un budget de 443 millions d'unités de compte (une U.C. = 5,20 F), soit 2,2 milliards de francs environ. Sur ces 443 millions d'U.C. (M.U.C.), 46,5 millions d'U.C. (M.U.C.) ont été affectés à Ariane, 123 M.U.C. à Spacelab, 85 M.U.C. à OTS, 184 M.U.C. à Météosat, 41 M.U.C. à la station de communication maritime de 36 M.U.C. Compte tenu de l'inflation, le budget proposé par l'ESA pour 1977 est de 494 M.U.C. au prix de 1976, environ 2,5 milliards de francs, moins si en M.U.C. constants il diminue légèrement.

Aussi la France, qui est le premier participant à l'ESA avec 34 % de cotisation, voit-elle sa part passer de 780 millions de francs en 1976 à 875 millions de francs en 1977. La difficulté, pour l'ESA, est de maintenir chaque programme dans le rythme qui lui a été alloué au départ. L'Europe n'a toujours pas appris à réaliser des satellites en moins de trois ans, comme elle le fait l'industrie aérospatiale. Les projets s'échelonnent en moyenne sur cinq ans, et il se produit souvent des glissements de plusieurs mois, ce qui accroît le coût des projets.

La station de météorologie a pris neuf mois de retard, et sera lancée au troisième trimestre 1977, le satellite de communication maritime Marots sera lancé en avril 1978, et non en 1977, à cause de difficultés techniques. De son côté, la station de communication OTS, à la fin de l'année, respectant son enveloppe financière de 143 M.U.C. qui a été fixée

en 1972, tandis que le programme Spacelab tend à prendre du retard. La société allemande ERNO, qui la construit, ne sait pas si elle pourra respecter les délais fixés par la NASA, qui doit le lancer pour la première fois en 1980 avec la navette spatiale. Pour la fusée Ariane, on fera appel à une partie — 50 M.U.C. — des ressources financières (20 %) pour faire face à des dépenses qui n'avaient pas été prévues dans l'enveloppe initiale de 2 060 millions de francs 1973.

Préparer l'avenir

La gestion des programmes se complique avec la participation d'entreprises industrielles appartenant à dix pays. L'ESRO connaissait déjà ce problème et le maîtrisait assez bien, mais l'ampleur des nouveaux programmes a multiplié le nombre de sous-contractants travaillant sur chaque projet. Encore faut-il pour le programme Spacelab harmoniser l'avancement des travaux avec ceux qui se font outre-Atlantique sur la navette. Les méthodes de travail sont différentes, et la société ERNO n'a guère la réputation d'un bon « manager ».

Jusqu'ici cependant, ces grands programmes sont encore dans leur phase de « lune de miel », puisque les essais des équipements n'ont guère commencé, et que les difficultés, si elles surgissent, apparaîtront en 1977 et en 1978.

La direction de l'ESA est cependant consciente qu'un second objectif aussi important que le bon déroulement des programmes doit être atteint : la préparation des programmes futurs. Si, pour l'Europe, la décennie 1970-1980 est celle de la mise au point de nouveaux programmes spatiaux, la décennie 1980-1990 devrait être celle de la commercialisation de ces moyens. Pour être rentable, Ariane devrait lancer trois ou quatre satellites opérationnels chaque année et Spacelab emporter régulièrement dans l'espace des instruments scientifiques. Le dernier tir d'essai de la fusée Ariane devant avoir lieu en 1980, les vols opérationnels devraient débuter en 1981. La décision sur les premiers vols spatiaux opérationnels, quelle que soit la date, doit donc être prise sans plus tarder, au cours de l'année 1977.

L'ESA a commencé d'élaborer un programme jusqu'en 1986, qui suppose un niveau de dépenses annuelles inférieur au budget de 1976, de l'ordre de 400 M.U.C. (environ 2 milliards de F). Deux types de satellites devraient remplacer ceux des organismes nationaux : les satellites de télécommunication et les satellites de météorologie. Du satellite OTS, devrait dériver un satellite opérationnel d'environ 450 kilogrammes, que les P.T.T. européens et l'Europe envisagent depuis un an d'un œil assez favorable. Seuls les P.T.T. allemands et britanniques restent compliqués avec la participation à convaincre. L'ESA espère que les P.T.T. européens prendront une décision favorable sur le satellite opérationnel avant la fin de 1978.

Un satellite de 450 kilogrammes est loin de faire appel à toute la capacité des lanceurs Ariane, qui peut aujourd'hui en emporter une charge double. D'où les premières études d'une plate-forme lourde de 800 kilogrammes qui pourrait être munie de charges variables de télécommunication, pour usage téléphonique, pour des liaisons avec les avions ou les navires. La capacité de la fusée Ariane vient même d'être légèrement accrue pour qu'elle soit capable

ÉDUCATION

La situation au rectorat de Versailles

Après la publication d'un article consacré au « Malaise du rectorat de Versailles » (Le Monde du 22 juin), Mme Madeleine Frusté, conseiller administratif des services universitaires et responsable de la division des personnels au rectorat, évoquant son droit de réponse, nous écrit :

J'arrive au rectorat de Versailles avec le recteur Albarède, en septembre 1976. La division du personnel est en crise. Le chef de la division vient d'être muté d'office. Le chef de service, après avoir tenté l'impossible pour redresser la situation, est parti. Aux portes, chaque jour, mille maîtres auxiliaires pléniers, que personne ne peut renseigner. Dans les bureaux règne un climat de panique, puisqu'il s'avère impossible de nommer à temps des enseignants devant les élèves. Une partie du personnel en place reporte la responsabilité de cette rentrée désastreuse sur le chef de service, attaché d'administration universitaire, qu'aucun syndicat ne vient défendre tandis que la division, oppressée par tous, syndicats, délégations de parents d'élèves, chefs d'établissements, sombre dans l'anarchie.

Personne au rectorat ne veut reprendre la direction de la division. Je me dévoue. Hélas, le passif est accablant, le courrier n'est pas répondu depuis des mois, le classement non fait depuis plus longtemps encore. Parallèlement, on a urgi l'habitude de tout faire, du bain de soleil sur les pelouses par exemple, les beaux après-midi d'été aux séances de masquillage. Chacun se prend pour un chef. Personne n'accepte plus ni ordres ni directives.

Que faire ? Je réorganise avec les moyens dont je dispose, mais me heurte à l'esprit de routine de certains, passionnés de changement à condition de ne point faire l'objet.

Dependant, à la faveur de départs librement consentis de personnels auxiliaires, je peux recruter non pas à partir d'un immense fichier politique mais sur la foi d'analyses graphologiques, du personnel sérieux. A force d'imagination, un nouveau service peut être créé de toutes pièces à l'intérieur de la division, service « au service des établissements » qui permettrait d'assurer la prochaine rentrée dans de bonnes conditions.

À la mi-mai, la partie semble gagnée. C'est alors que tout est mis en œuvre pour y faire échec. Le secrétaire général ayant été amené début juin à demander sa mutation, le jour même est déclenchée une offensive de tracts patronnés par différents syndicats où mon départ est demandé contre son maintien en poste, grèves à l'appui. Je n'avais jusqu'alors commis aucun crime. A partir de cet instant, je les ai commis tous.

Pendant trois semaines, les syndicats, essentiellement de l'administration universitaire, vont soutenir — sans jamais m'avoir entendue — l'incompétence et le laxisme administratifs qui ont été de règle dans certains services du rectorat de Versailles depuis trois ans (de 1972 à 1975).

(PUBLIOTÉ)

UNIVERSITÉ DE NANCY II CENTRE EUROPÉEN UNIVERSITAIRE

Diplôme d'études approfondies de droit européen

U.E.B. de 3^e cycle, le C.E.U. est spécialisé depuis 25 ans dans l'étude des questions d'intégration européenne en droit et en économie. Cette vocation le désigne tout naturellement pour la préparation au D.E.A. de droit européen.

L'enseignement approfondi et la recherche portent sur le droit européen et l'initiation aux droits étrangers, tout particulièrement au droit des affaires. Le corps enseignant est constitué d'universitaires français et étrangers de haut niveau. L'admission est subordonnée à la décision d'une commission de spécialistes. Les candidatures doivent être adressées au :

CENTRE EUROPÉEN UNIVERSITAIRE
15, place Carnot, 54042 NANCY CEDEX
où des renseignements complémentaires peuvent être obtenus.

N.B. — D'autre part, le Département de Sciences Économiques du C.E.U. a la responsabilité d'assurer un séminaire de recherche et un « Colloque et Développement », organisé par la Faculté de Droit et des Sciences Économiques de Nancy.

BACHELIERS

ITFAG

Institut privé d'enseignement supérieur du groupe IFG/ICG

vous préparez aux carrières de CADRES DE GESTION en trois années d'études, dont :

● 14 mois d'enseignement intensif

● + 22 mois REMUNÉRÉS en entreprise avec sessions mensuelles de 3 jours à l'école.

Les inscriptions sont ouvertes pour les tests de sélection du 13 sept. 1976

37 Quai de Grenelle
75738 Paris Cedex 15
578 61 52

ÉCOLE NOUVELLE DE GESTION

BAC G2

APTITUDE PROBATOIRE

BTS

etc

ps

Baccalauréats
Techniques quantitatives de gestion
Recyclage des candidats.
B.C.D.G.3.

Cours du jour ou du soir.
Bacheliers ou non.
Filière professionnelle de l'expertise comptable.

Brevet de technicien supérieur de comptabilité et de gestion.
Deux ans d'étude.
Diplôme d'état.

RENSEIGNEMENTS SUR SIMPLE DEMANDE A ÉCOLE COMMERCIALE PRIVÉE "STRASBOURG"

35, Boulevard de Strasbourg
75010 PARIS

523.01.98
246.16.38
523.05.41

Le Monde

DES ARTS
ET DES SPECTACLES

L'Islam à Londres

LE MESSAGE DE L'ABSOLU



NE sans tradition préalable au sein d'une culture, l'art arabe recueille le double héritage de l'Occident hellénistique et de l'Orient iranien, lui empruntant tant de motifs décoratifs, de techniques et de partis architecturaux que l'on a pu écrire que, lors des premiers siècles de son histoire, à l'époque des califes omeyyades et abbassides, « il semblait une floraison tardive du génie des peuples arabes ».

Plusieurs objets présentés à l'exposition, miroirs mésoptamiens, chapiteaux venus de Raqqa en Syrie, de Séville et de Cordoue, montrent que même le déplacement du califat de Damas à la cour beaucoup plus orientale de Bagdad, la tradition hellénistique a continué longtemps à inspirer les artistes arabes, et certains chapiteaux de la grande mosquée de Kairouan semblent bien avoir été exécutés par des sculpteurs indigènes « convertis à l'islam ou juifs de la foi de leur père et incorporés comme clients à l'art musulman » (Georges Marçais).

C'est seulement au dixième siècle que l'art arabe conquiert sa pleine autonomie, comme on peut le voir à travers le fameux voile de Saint-Josse ou en comparant les plus anciens bois sculptés d'origine syrienne au superbe ensemble de panneaux fatimides qui réunit l'exposition, l'entrelacs de palmiers n'estant plus, lui, qu'un très lointain souvenir du zénith de l'art hellénistique.

L'unité du monde arabe ne survit pas à la décadence du califat de Bagdad, et à partir du milieu du neuvième siècle, il n'est guère de pro-

vinces où n'apparaissent, sous l'impulsion de dynasties locales, des capitales qui sont autant de foyers artistiques que de centres politiques et religieux : Cordoue, puis Séville et Grenade, Palerme, Kairouan, dont l'influence, à l'époque des Aglabides, rayonne sur toute l'Afrique, Boukhara, Samarcande, Le Caire, fondé en 973 par les califes fatimides, et où s'élevèrent bientôt El-Azhar, l'Iran enfin qui, des Seldjoukides aux Séfévides, poursuit une histoire à peu près indépendante, deux fois traversée par les invasions mongoles, et transmet le message artistique de l'Islam à Lahore, Delhi, Agra et Pachtougar-Sikri (dont la construction est contemporaine de celle de Chambord).

De l'époque des califats à la conquête ottomane, une histoire aussi diverse (et violente) signifie évidemment une variété de styles qui, s'ils ne sautent pas aux yeux des non-spécialistes, sont aussi foisonnants que ceux de l'Europe chrétienne. Mais de même qu'il y a un art d'Occident, il y a un art de l'Islam, véhiculant les mêmes croyances, les mêmes formes et les mêmes matériaux, et il n'est pas un objet, fût-il ou céramique, sculpture mamlouk ou manuscrit turc, qui ne dise le même type de vie, le même recours à des pratiques, à des choix culturels définitivement fixés et à peu près imperméables aux influences étrangères, si l'on excepte ce retour à Byzance qu'opère le grand architecte turc Sinan lorsqu'il couvre Istanbul et Brousse de mosquées qui sont les derniers chefs-d'œuvre de l'Islam.

L'unité de la foi

Une telle unité s'explique par la parenté de la langue, des mœurs, des traditions littéraires, par les constants échanges qui s'opèrent d'un bout à l'autre du monde arabe : voyages de commerçants, de prêtres, d'artistes, parfois spontanés, parfois provoqués par de véritables déportations, ainsi lorsque l'émir fatimide fait venir dans sa nouvelle capitale de Samarcande les calligraphes et les peintres de Bagdad, ou lorsque les marquis de l'Égypte, fuyant l'invasion, viennent s'établir à Mossoul puis à Damas et au Caire.

Mais cette unité est avant tout celle de la foi, une foi immuable, intérieurement vécue, qui reconstruit aussi bien la vie politique que la vie privée, règle

inévitablement l'activité spirituelle comme les heures du jour et les pratiques corporelles. L'art n'ayant de sens qu'un service de la foi, de la loi (et du prince qui s'identifie à elle), l'architecture religieuse est l'art majeur par excellence et une exposition d'art musulman, si complète soit-elle, ne peut donner une idée de la splendeur des mosquées, des collèges, des tombeaux, des palais parfois, qui de Damas à Cordoue, de Kairouan à Samarcande, de Bagdad à Mossoul, sont l'expression la plus haute du génie de l'Islam.

À l'architecture se rattachent d'ailleurs tout un ensemble d'objets et de techniques dont le raffinement est fêté et repos pour le regard occidental, parfois un peu déconcerté par un art d'où toute représentation est exclue, et qui est toujours plus conceptuel que spatial : marbres, stucs, carreaux de faïence d'une fraîcheur et d'une luminosité exquises, bois sculptés ainsi que « minéraux » vus tout exprès et tout entier d'une mosquée de Mossoul, ou ce merveilleux ensemble de verres et de lampes mamlouks dont la transparence fleurie devait diffuser une lumière de jardin des délices dans la nudité effrayante, l'espace intemporel du sanctuaire.

Nulle figuration, on le sait, dans l'art islamique, ni peinture, ni sculpture. Dieu seul a le pouvoir de créer et, à un peintre qui lui demandait s'il pourrait encore enseigner sa profession une fois devenu musulman, Ibn Abbas répondit un jour : « Oui, à condition que tu décapites les animaux de telle manière qu'ils ne paraissent plus vivants, mais semblables à des fleurs ».

D'où l'entrelacs, le rinceau, la mosaïque au motif indéfiniment repris de l'arabesque, que ce motif soit strictement géométrique ou qu'il soit inspiré d'un élément floral, l'acanthé, les vrilles de la vigne, le lotus, la palme venue de Chine.

Il peut aussi partir de thèmes animaliers parfaitement identifiables, malgré la vigueur de la stylisation. Nous retrouvons ici les merveilleux bois tchoumouks et fatimides, avec leurs chapeaux, leurs gazelles, leurs oiseaux affrontés, et dans tout le répertoire de l'art décoratif, il est peu d'objets qui surpassent en beauté, en perfection plastique ce martean de porte seldjoukide venu d'une collection privée danoise. Si le motif des dragons rampant sur des nuages et leurs queues est à la fois un symbole astral (celui de l'éclipse), un talisman et,

pour le spectateur occidental, le heurt du palais de Schéhérazade ou de Saladin, tout ce qu'il pouvait avoir d'asiatique, est ici relevé de luxe savant et d'élégance courtoise.

L'interdiction de représenter, on le voit, n'est pas absolue. Elle est même largement tolérée dans les franges séculières de la production artistique, comme le montrent tant de mortiers, de plats de cuivre et de bronze, d'argenteries en forme de daim ou de lion fabriqués en Syrie et au Khorassan, ou encore cet extraordinaire bassin incrusté d'argent, d'époque ayyoubide, qui est conservé au Louvre (lequel possède également le fameux « baptême de Saint-Louis » de la Sainte-Chapelle de Vincennes) et où l'on peut voir des scènes de chasse, et de combat, miniaturisées avec un art exquis qui n'exclut ni la notation réaliste ni la volonté de suggérer l'espace.

L'espace, même s'il n'aboutit pas à la perspective occidentale (sauf, parfois, chez les peintres indiens), apparaît aussi dans tout ce qui touche à l'art du livre, à l'illustration des romans, des poèmes, des récits historiques et légendaires. L'espace, et les arbres, les rochers, les palais, le paysage tout piqueté et bruisant de fleurs et d'oiseaux si caractéristique de la miniature persane, avec ses scènes de chasse et de cour, ses cavaliers au galop, tout cela, ses jeunes filles au sein et ses gentils seigneurs aux barbes parfumées et au sourire malicieux que celui des derviches de Voltaire.

L'art des princes

L'exposition nous présente un choix remarquable de manuscrits de l'époque séfévide mais elle éclaire aussi fort bien les origines de l'art de l'illustration en terre d'Islam : traduction d'images de botanique de l'Antiquité, ceux de Dioscoride en particulier, l'influence dès le XIII^e siècle de la peinture chinoise introduite à la cour mongole de Téhéran par un juif converti à l'Islam, Rachid-al-Din, qui fut un des plus grands historiens et administrateurs de son temps. Elle nous montre enfin plusieurs manuscrits (des « Cinq poèmes » de Nizami, le « Bustan » de Saadi) attribués à Bihzad, le grand peintre de l'école d'Hérat. Hérité du rayonnement culturel peut être comparé au XV^e siècle à celui des villes italiennes de la Renaissance.

Bien que l'illustration accompagne

parfois les textes sacrés, nous sommes ici dans un domaine évidemment profane. Il existe, en effet, « pendant tout le Moyen Âge musulman un art somptuaire et opulent, palatin en même temps que dynastique » lié à « un type de gouvernement à la fois personnel et autoritaire, appuyé sur une puissante aristocratie de courtisans, de scribes et de mercenaires » (Oleg Grabar). Un art monarchique « dominé par les goûts de luxe et d'ostentation de ses mécènes, mais qui puise aussi ses forces vives dans l'activité de bourgeois commerçants et artisans ».

Cet art des princes et de la grande bourgeoisie, deux techniques l'illustrent particulièrement bien : l'art du métal et la céramique, qui constituent les deux sections peut-être les plus complètes et les plus belles de l'exposition. Algériens du Khorassan, de Mossoul ou de l'époque mamlouk, coupes éblouissantes, plats ciselés de l'époque abbasside ou timouride brillant de parfums arabes, on n'imagine rien de plus précieux et de plus somptueux, rien qui évoque mieux les usages de courtoisie, d'hygiène et de loisir poétique d'une des sociétés les plus raffinées qui furent jamais.

Quant aux deux cent pièces de céramique qui réunit l'exposition (les plus anciennes remontent à la Mésopotamie du neuvième siècle), il vaut mieux n'en rien dire, car parler de l'une d'entre elles serait oublier que sa voisine est aussi belle. On ne peut pas non plus ignorer l'exposition de céramique à la calligraphie le British Museum (elle est ouverte jusqu'au 15 août, ainsi que l'exposition consacrée aux sciences et à la technique).

Quel que soit l'intérêt des immenses Coran mamlouks ou de ceux, plus aimablement fleuris, qui viennent du Cachemire ou de Golconde, la merveille des merveilles, c'est l'ensemble des manuscrits en coufique archaïque exécutés à Kairouan aux IX^e et au X^e siècles, et qui sont parmi les choses les plus incroyablement belles que l'on ait vues de sa vie. Aucun ornement, ici, les caractères sont tracés avec une fermeté, une dignité monumentale que l'on ne trouve nulle part ailleurs. Les lettres, transmises par l'évidence d'une sorte de message de l'absolu. Comme l'artisan des plats de Transoxiane, le scribe égyptien de l'architecte de la mosquée d'Ibn Tuloun ou de Samarra, qui, à sa manière, le silence autour de la parole divine.

ANDRÉ FERMIGIER.

LES « TACHISTES » A FLORENCE

Bonjour, Monsieur Fattori

LE sort de la peinture italienne donne et attire toujours un peu. Les artistes abondent partout, mais on dirait qu'ils n'ont pas à dire tout le bénéfice des grands mouvements contemporains qui, néo-classisme, romantisme ou réalisme, doivent tant à l'Italie. Ou alors, comme Hayez à Milan, D. Morelli à Naples, ils sont toujours en seconde position. Et l'appréciation générale ne répond pas à l'enthousiasme qu'on leur porte localement.

Une seule exception dans ce bilan simplifié : le groupe florentin des tachistes (« machiolli »). C'est le moins méconnu de tous et, après un bon siècle, il se trouve remis en valeur. Une exposition de réhabilitation lui a été consacrée en 1973 à La Haye, un vaste panorama de près de trois cents pièces à Munich (« Haus der Kunst ») l'automne dernier, et, sans ces gens, une présentation plus riche et plus complète encore à Florence (« Forte dei Macci ») ce printemps, sous la direction de Dario Dora.

C'est l'occasion de voir et d'apprécier une foule d'œuvres chères au cœur des tachistes, l'ensemble des œuvres, ironique et gentille, de Café Michel-Auge (1861) par Cecioni — le portrait du groupe, une sorte d'équivalent du « Café Guerbois » à Paris, le lieu des débats stériles, interminables et passionnés ; aussi et surtout les oracles, études et tableaux de Fattori, suivent la campagne théâtrale des troupes françaises et libérales à Mogenza, etc. (1859-1862) ; les scènes familiales de Lega (vers 1870), d'un fini attentif et un peu crispé ; les « scènes vues » attachées de Signorini, dont la fameuse « Scène de la gare » (1863), plume blanche d'un aile, qui entoussait Degas — comme une œuvre forte et originale — ; l'extériorité et le portrait de Diego Martelli (1879) par Zandomeni qui monta en 1874 à Paris et participe aux dernières expositions des impressionnistes. Avec une foule d'œuvres modestes de ton, et un peu monotones, sévères et même peut-être trop sérieux.

Dans le retour d'intérêt manifesté aujourd'hui pour les développements du siècle dernier, il n'est pas possible de minimiser cet épisode. C'est dans l'espoir de lui assurer un meilleur sort dans l'historiographie moderne que l'on a déployé tous ces ouvrages, affiné les articulations, rappelé les originalités et abattu, si l'on peut dire, le grand-père. La conscience commune en Italie est infiniment plus attentive que dans notre pays aux évolutions de la peinture italienne, y compris celle-ci, à la signification humaine d'inspiration peintre où elle conduit à se reconnaître. D'où une obstination bien naturelle à le valoriser, ce qui, dans le cas particulier, veut fatalement dire reprendre la confrontation avec le redoutable rival français.

Le groupe qu'animaient Fattori et ses amis est à sa première exposition importante en 1861. Il était « révolutionnaire », ennemi des grandes « machines » officielles, soucieux de rejoindre l'élan collectif qui soulevait alors l'Italie et renouveler le ton de la peinture. On voit assez bien ici comment cela s'est passé, et d'autant mieux que le parti pris de l'exposition, contrairement à la pratique historiographique traditionnelle, est de présenter les tableaux des divers artistes côte à côte, phrase par phrase, on soulignant d'abord les similitudes et seulement après les divergences.

Le paysagisme

Comme il était arrivé depuis longtemps en France avec Barbizon, etc., c'est le « paysagisme » qui change tout. Le rôle de Nino Costa, un garibaldien romain, accusé en 1869 à Florence est mis en évidence. Il apporte son paysage des Femmes d'Anzio (1862) qui fit sensation : il n'étonne pas aujourd'hui par son audace et ce bord de mer méditerranéen gris et or fait plutôt penser à Hobbé. Mais il communique son impatience et les jeunes parlièrent

sa conviction que le paysage toscan appelait une facture nouvelle. Ici intervient Fattori, le « méditatif » du groupe. Il avait vu dans une grande collection florentine, Demi-off, des esquisses militaires de Raffet. A l'huile, sur des cartons de format allongé, avec des touches larges et bien articulées d'une sobriété convaincante. Il fixe les silhouettes des fantassins français. Dans le même esprit, avec une netteté provocante qui est la fierté de la jeunesse, Vito d'Annunzio et Sarnesi peignent, toujours sur cartons, de minuscules coins de village toscan.

On peut, on doit faire le rapprochement des Nabis des années 90, qui multipliaient les études franches sur boîtes de cigares, et d'autant plus que, souvent chez les « machiolli », l'effet décoratif est soutenu en laissant jouer le support de bois avec ses stries. Ils ne s'en lassaient pas. Ces petits exercices, si heureux et fondus sur les contrastes purs et les jeux familiers de la lumière décapant l'ombre, sont devenus et restent toujours des « tachismes ». Fattori appliquera ce cadastre et ce découpage en bandes jaunes, bleu acéré, dans ces scènes édiennes : la Rotonde des Palmiers (1869). C'est là de loin, de très loin, la réussite, le trésor, l'aboutissement des « machiolli ».

La suite est longue, enchevêtrée et ne se laisse pas résumer. On nous propose des subdivisions du mouvement, on fonction des villages où les amis se rencontrent sous les tonnelles et trébuchent leur chevalet. Moret et Sainte-Adresse, ce nomment ici Castiglione, chez Diego Martelli, la critique le mieux informé, et Pignatelli, une petite demeure au sud de Florence, où, autour de Lega, qui fait un peu bande à part, on travaille sur le motif. Les horizons toscans imprègnent toutes ces œuvres d'une sérénité voilée. Tandis que Fattori se laisse en-

vahir par la désolation de la Maremma, Signorini s'attache aux rues, aux murs nus, qui vibrent sous la torpeur du jour d'été, et il peint une grande toile aérée, comme la *Tolosa du matin* (1869) on pense à Bœcklin-Leprieux. Lega travaille dans des formats qui ne sont jamais très grands à des scènes au jardin ou à des rencontres familiales, qui veulent rappeler tantôt Claude Monet, tantôt... Meissonnier.

La est, en effet, le petit malheur de ces novateurs réduits à un développement trop court, par l'inertie propre au second temps de toute révolution artistique, par retombée provinciale, mais aussi par une perception imparfaite des événements parisiens. Diego Martelli les tient au courant de ce qui se passe et Degas, demi-italien, connaît Signorini, mais Cecioni, qui a fait le voyage au début de 1870, retourne à la-bas, il n'y a décidément rien de bien intéressant, sauf peut-être Courbet.

On ne fait pas la différence entre Jules Breton, lui aussi peintre des paysans, et Millet, entre Stevens et Renoir ; on n'aime pas Manet. Soucieux de réagir contre le cliquant de l'italianisme de pacotille qu'encourageaient les marchands européens, et contre un art religieux naïf, ils comptent trop sur la discipline toscane et ne prennent pas au sérieux la palette allégée, le claquement coloré des premiers Maîtres. Il y a de l'« Italia turca » dans leur repli progressif. Et d'ailleurs, les mondains, les virtuoses du chic, Bordini, de Nitti, attirés par le succès parisien de Fortuny, ne s'attachent pas à Florence.

Il ne faudrait pas méconnaître la fraîcheur et la franchise des premières propositions des « tachistes ». Avec eux, on redécouvre qu'un renouvellement de la facture peut aller à une aspiration vers le ciel, vers une vérité qui serait celle de l'humain tout entier, y compris les flammes sociales. Il y a peut-être un

malentendu sur la « machiolli », la « tache ». ce terme était évidemment employé contre eux par dénigrement ; Cecioni l'a repris pour glorifier le groupe comme on a fait pour « impression » en 1875.

Tâches et touches

Mais, justement, nous avons tendance à lire dans les « tachismes » florentins la promesse de l'impressionnisme et du tableau souillé à la sensation ; mais la « machiolli » signifie surtout une manière grave et sobre de tenir l'espace ; ce petit système coloré qui sert à la fois la raison d'être de la toile et le support de l'imagination. Seulement, pour ces Toscans, la fantaisie ne doit pas jouer, l'invention sera sobre, et une sorte de moralité passe sur l'exquise comme sur le tableau. Ils ont peint des portraits, quelques-uns d'une force incontestable comme la *Cousine Argie* (1861) de Fattori, en gris sur gris, ou sa célèbre *Belle Fille* (1869), en blanc sur blanc ; mais le type humain compte d'abord et la tache n'est plus que l'assiette générale, d'ailleurs brillante, du tableau.

On ne peut apprécier le besoin d'authenticité des « machiolli » — qui les rend sympathiques — sans saisir ce qui a fait tourner court leur mouvement. Fatalité italienne ? On s'irrite parfois dans la péninsule de ce qu'on croit être le résultat d'une mauvaise publicité : les impressionnistes, eux, ont eu les Durand-Ruel, le tremplin parisien, et toute une critique active. Les aventures des amis du Café Michel-Auge devraient plaire, l'une a fait le coup de feu en 1848 à Livourne, tel autre a galopé derrière Garibaldi, il y en a même un, Abbati, qui a perdu un œil au combat à Capoue en 1860.

En bien ! justement, la peinture n'a pas trouvé son engagement. Un petit tableau d'un ami de Lega, O. Boriani, intitulé *Cousines de*

chemises rouges (1863), présente, dans un intérieur bourgeois détaillé comme un Meissonnier, les dames qui travaillent pour Garibaldi : un charmant contre-jour sauve un peu cette misère. Sentimentalité, vertu en deçà des Alpes, vice au-delà ? Fattori avait quinze ans de plus que Cézanne et est mort deux ans après lui. On pourrait risquer un parallèle : tempérament méditerranéen, impulsions fortes, attachement à la terre, tendance au repliement. Le portrait fameux devant le cheval (1864), malgré la modulation du veston et une certaine unité de bleu, explique pourquoi Fattori n'a pas eu le destin de Cézanne. Le peintre, âgé, inquiet, fier, est sur la défensive. Il n'attend plus rien. Déçu dans les idéaux de sa jeunesse ? Sans doute. Cézanne aussi déteste son époque.

Leur art est devenu, en un sens, la preuve d'une non-participation à la société, le recours contre un désenchantement. Mais précisément, résister à une situation générale identique, ils ont un comportement artistique opposé. Le Toscan ne s'interroge plus sur la « tache » et la « touche », qui sont devenues l'obsession du Provençal. La « Sainte-Victoire » bouchait peut-être son horizon, comme les étendues de la Maremma celui de Fattori, mais la vie avec ses promesses était dans la peinture du vieillard irrité d'Alc. Quand, il y a cinquante ans, a commencé une première fois la réhabilitation, bien nommée en Italie, des « machiolli », oubliés, Robert Longhi est un mot qui mettait un peu vivement les choses en place. La peinture moderne, dit-il, commence avec le « Bonjour, Monsieur Courbet » du musée de Montpellier ; mais, en Italie, elle ne commencera qu'avec un : « Bonjour, monsieur Fattori » (Buona notte, signor Fattori). Aujourd'hui, on peut le saluer autrement.

ANDRÉ CHASTEL.

* I Machiolli à Florence, 235 numéros, notices, bibliographies, catalogue par D. Dora, avec un essai de S. Finto. Au fort du Belvédère, jusqu'au 23 juillet.

LA CHARTE CULTURELLE ALSACE

A partir des associations

« C'est que l'on fait de plus en plus d'associations », dit M. Michel Guy, qui qualifie la charte culturelle alsacienne qu'il signe ce mercredi 30 juin à Ribeauvillé, conjointement avec les représentants des instances locales. Vouloir faire de cette date quelque chose comme un « nouveau départ » dans la politique de décentralisation, le secrétaire d'Etat à la culture tient également à signaler que si les contrats passés antérieurement avec des villes « n'étaient qu'une globalisation des opérations », la formule « large », inaugurée pour les départements du Bas et du Haut-Rhin, lui paraît constituer « le vrai cadre pour une politique culturelle en profondeur ».

Mais quelles sont les véritables nouveautés de ce document par rapport aux précédents ? Ni le détail de l'aide financière et technique apportée par l'Etat aux organismes alsaciens, ni les montants des subventions accordées en 1970 au Théâtre national de Strasbourg (5,5 millions), à l'Opéra du Rhin (5,1 millions), etc. Ni les promesses d'encouragements techniques qui devraient bénéficier au cinéma, à la photographie, aux musées et aux médias d'art. Plus notables apparaissent les mentions consacrées à de futures « actions-pilotes » telles que l'opération « Musique en Alsace » (rassemblement, pendant un mois, de toutes les formes musicales existantes dans les deux départements).

Les chapitres les plus importants concernent sans nul doute la part du budget annuel de la culture qui sera consacrée au développement de l'identité culturelle alsacienne. Sur les 22 millions versés au total chaque année à 40 % par l'Etat et à 60 % par le conseil régional et les conseils généraux, 9 millions sont d'ores et déjà destinés à la mise en place d'un Institut des arts et traditions populaires. D'autre

part, et dans une optique plus directement axée sur la créativité, les signataires s'engagent à favoriser l'organisation d'un réseau culturel original « adapté aux possibilités et aux particularités locales ».

C'est ainsi que des relais culturels fixes (deux dans un premier temps, établis dans les principales villes de la région), auront pour mission d'organiser des manifestations spécifiques. Leur coût est de 6 millions (en ce qui concerne l'équipement) et de 600 000 F annuels de fonctionnement.

Outre ces réalisations, la charte prévoit la création d'une agence technique culturelle. Cette « structure légère », dotée d'une équipe d'animateurs et d'un pôle de matériel, bénéficierait d'une subvention annuelle de 1,5 million de francs. Elle fonctionnera comme un véritable « agence-conseil », dans le but d'aider les associations dont elle recensera les activités dans une publication régulièrement remise à jour.

C'est donc bien aux associations que s'adresse, en priorité, ce nouveau contrat qui préjuge, selon le secrétaire d'Etat, à des accords équivalents établis avec la Franche-Comté et le Poitou-Charentes.

La proposition (avancée par la commission culture du VII^e Plan) visant à faire du développement de la vie associative l'un des programmes prioritaires de ces cinq prochaines années trouve donc ici une première application. Ainsi se trouve le rôle culturel des hommes qui « font » l'animation, plutôt que celui des institutions — qui parfois la défont.

A. R.

Point de vue

Les musées sont-ils ouverts ou fermés ?

Par GERMAIN BAZIN (*)

UNE cathédrale d'images, un monde enchanté, dont on ne manquait pas de subir l'envoûtement dès le seuil, un galion chargé des trésors des siècles naviguant sur l'océan de la histoire, tel était le majestueux musée du dix-neuvième siècle, tel que le fut celui au Louvre avant 1930, date du plan de rénovation d'Henri Vieux, qui allait précéder notre grand musée national dans une crise dont il n'est pas sorti à ce jour.

Jamais le musée ne fut si accessible qu'aujourd'hui, offrant libéralement tous ses objets, les chefs-d'œuvre comme les autres, dans toutes ses salles, toutes ouvertes aux mêmes heures. Aucun problème de personnel ne se posait alors, et au Louvre après le conflit de 1914-1918 moins qu'ailleurs ; il n'y avait que trop de candidats pour être gardien, cet « emploi réservé » aux invalides de guerre.

Grand ouvert, tel était le musée pour le visiteur qui se voyait offrir tous les catalogues utiles à la compréhension des collections. Encore maintenant, pour la plupart des collections françaises, si l'on veut les connaître, faut rechercher des catalogues antérieurs à la guerre de 1914. L'effort du personnel scientifique actuel serait-il moindre ? Il est au contraire bien plus intense. Mais, à paradoxe, les conservateurs cataloguent tout, sauf les œuvres de leur musée ; les expositions les y obligent.

Que voyons-nous aujourd'hui ? Un exemple me suffit. Une Comédienne, professeur d'université, s'est présentée deux fois au Louvre en une semaine, sans découvrir l'heure à laquelle elle pourrait voir les chefs-d'œuvre de Van Eyck et de Rogier van der Weyden. Un tel musée est-il encore un service public ?

Puisqu'ils sont intermittents, nos musées devraient bien faire connaître leurs horaires, comme les compagnies de chemin de fer publient le départ des trains.

A l'heure où tant de galeries voient se clore leurs salles les uns après les autres, quand il manque dans les musées nationaux neuf cents gardiens pour qu'ils puissent mettre leurs collections à la disposition du public, quel musée peut-on qualifier de « fermé » : celui du dix-neuvième siècle ou le nôtre ?

C'est Mussolini qui frappa le coup de gong qui allait ébranler les structures des musées jusque dans leur tréfonds. En 1935 fut organisée à Paris, par le gouvernement fasciste, la première de ces expositions monstres que par la suite allait réclamer un public affamé de sensationnel et jamais satisfait. C'était stupéfiant. De l'art italien il ne manquait pas un chef-d'œuvre. Sans considération pour leur état, sur le

croisier « Leonardo-da-Vinci » les œuvres les plus illustres et les plus fragiles avaient été transportées : politique d'abord.

Après le second conflit mondial, le rythme des expositions allait se précipiter. Ainsi l'a voulu le public-roi, entretenir par les masses médias dans une névrose de l'actualité. Prenez les chefs-d'œuvre les plus étonnants d'un musée boudé des visiteurs, transportez-les à un kilomètre de là, donnez à la présentation un titre prestigieux et un peu mystérieux : « La route de la soie ». Exposition... Exposition... Le mot magique circule dans la capitale ; la foule se bouscule aux guichets du Grand Palais pour voir, moyennant 8 F, ce qu'elle pouvait contempler à l'aise pour 5 F il n'y a pas si longtemps, et qu'elle dédaignait à nouveau quand les salles qui leur sont affectées seront rouvertes au musée Guimet.

Obligés de prendre eux-mêmes figure d'exposition pour plaire au public, les musées doivent faire peu neuve ; des crédits dits d'investissement leur sont alloués à cet effet. Mais les crédits de fonctionnement, qui devraient être la conséquence de ces embellissements, ne suivent jamais. Que penserait-on d'une entreprise qui reconstruirait ses usines pour les clore aussitôt, faute de pouvoir payer ses ouvriers ? C'est pourtant ce que nous avons vu dans les musées, à Versailles, par exemple, tout récemment.

Mais pourquoi tant de pessimisme ? Une grande ouverture ne nous est-elle pas promise pour bientôt ? La libéralité de l'Etat n'y aura ménagé ni crédits, ni personnel, ni matériel. Le centre Beaubourg sera une forme muséologique moderne, tout entière consacrée à l'animation, à la promotion de la créativité, ennemie donc de toute continuité, par principe et définition cultivant l'impermanence, et cela dans le domaine de l'audio-visuel, à une échelle jamais réalisée à ce jour « in the world ». On pense que l'art contemporain pourrait y reprendre vigueur, sous les applaudissements de tout un peuple, enfin « acclimaté ». L'expérience ne vaut-elle pas d'être tentée ? Grincheux qui s'en plaindraient, si toutefois ce Concorde de la muséologie n'absorbait pour fonctionner autant de crédits à lui tout seul que les trente et un musées nationaux — dont le Louvre et Versailles — condamnant ceux-ci à un déperissement fatal. Sonnez trompettes, résonnez tambours qui annoncent le nouveau spectacle. Sonnez bien haut, afin que cesse d'être perçu le lugubre grincement des portes du Louvre qui se ferment.

(*) Membre de l'Institut.

LECTURES A AVIGNON

Les inconnus du Gueuloir

Le cinquième Théâtre Ouvert - Avignon de Lucien Attoun offre cette année comme les précédentes : le Gueuloir, des pièces inédites lues par leurs auteurs (chapeliers des Cordeliers, tous les après-midi à 18 heures) ; animée par André Stieglar, « la Cellule de création » ou « Comment se construit au jour le jour un travail théâtral » (des Cordeliers, de 14 à 18 heures). André Stieglar est un metteur en scène, un découvreur de textes, un formateur d'acteurs. Il a longtemps enseigné à l'école de Strasbourg. Après un passage à Bruxelles, il est retourné en Suisse, son pays natal, où il a constitué un groupe auquel appartenait Bernard Bengtson et Michel Seret, les auteurs des *Querelles intérieures*, objet de cette cellule de création.

Théâtre Ouvert offre également deux nouveautés : Michel Dubois, directeur de la Comédie de Caen, a organisé avec ses comédiens (des 23 et 24 juin à 18 heures) une lecture de *la Bénédictine* de Louis de Noailles, jeune homme de Coutances révélé au premier concours régional de Caen, et *Chronique d'une solitude*, de Tahar Ben Jelloun et Michel Raffalli, le spectacle du Théâtre Ouvert permanent qui sera salle Benoît-XII du 24 au 28 juillet.

Toutes ces manifestations forment les branches d'un arbre dont le tronc s'appelle « mise en espace ». On connaît la formule : un metteur en scène et un auteur se choisisent ou sont mis en contact par Lucien Attoun, travaillent ensemble sur un texte inédit qui sera répété deux semaines et présenté sans décors ni costumes à la chapelle des Pénitents blancs. Après cinq ans d'existence, Théâtre Ouvert, devenu une sorte de vedette du festival, peut se permettre d'annoncer cinq inconnus, inconnus du moins en tant qu'auteurs dramatiques.

Nouveaux auteurs

Georges Lavaudant a retranscrit *La Louve* de, du romancier, et telquien ? Denis Roche. Directeur du Théâtre Parisien de Grenoble, Georges Lavaudant collabore depuis un an à la Comédie des Alpes. Dans ses recherches de mise en scène, il va vers une écriture scénique en contradiction avec l'écriture dramatique et définit l'illusion théâtrale en surmontant la théâtralité. On peut le situer dans la lignée d'Antoine Vitez. Il approuve, et précise que c'est par « naïveté ». Il ajoute : « Avant d'arriver là où il est, Vitez a traversé les formes théâtrales. Moi je lis très peu de pièces. Toute ma culture vient du cinéma, du roman, de la peinture, en particulier de l'hyper-réalisme ».

La Louve basse est présentée du 14 au 17 juillet. Du 18 au 21 suit *Le Défi*, de Jean-Claude Perrin, par Maurice Benichou, deux comédiens qui découvrent à cette occasion un autre rapport avec le théâtre. « Tout change, disent-ils, à partir du moment où on se trouve dans la position du monsieur qui engage... » Maurice Benichou connaît bien les impératifs et les possibilités de Théâtre Ouvert. Il y a joué dans le *Camp du drap d'or* et dans le *Cochon noir*. Sa carrière suit les grands noms de la mise en scène : Marcel Maréchal, Jean-Pierre Vincent, Patrice Chéreau, Luca Ronconi, Peter Brook. C'est aux Bouttes du Nord que Benichou a rencontré Jean-Claude Perrin. Dans les fils, ils avaient du temps libre. Ils ont commencé à parler, à rêver, à aller au-delà du rêve.

« Le travail le plus passionnant que nous ayons fait avec Brook, dit Benichou, c'est les

improvisations dans les écoles, les lycées. Là, comme dans Théâtre Ouvert, l'acteur est seul, il porte tout, doit tout transmettre : les changements de lieu, de temps, les arrière-pensées... Il est obligé de produire quelque chose d'imprévisible qui permet aux spectateurs de comprendre ce qu'ils ne voient pas ».

Du 22 au 25 juillet, Jacques Lassalle présente *Histoire de d'ors*, de Jean-Pierre Thibaudat, son collaborateur au Studio-Théâtre d'Ivry, dont il est directeur. Tous deux sondent le théâtre — et en particulier le réalisme au théâtre — comme avec un microscope. Ils en analysent méticuleusement les mécanismes pour leur demander de rendre visibles les mécanismes qui grignotent la vie des hommes au jour le jour, en leur laissant croire qu'ils sont libres.

Du 25 au 29 juillet, c'est le roman de Yurek Becker, *Jacob le menteur*, qui est pris en charge par Max Denes, décorateur de l'Ensemble théâtral de Gennevilliers, rédacteur en chef de la revue *Théâtre/Public*. Il a donc l'habitude d'agir au milieu d'une équipe. « Mais, dit-il, ce serait parler dans l'abstrait que de ne pas envisager chaque spectacle dans son rapport avec un discours global sur le théâtre. Je ne pense pas en termes de qualité, mais d'adéquation du discours et des moyens ».

Enfin, du 30 juillet au 2 août, Claudine Fievet monte une pièce d'Annie Lohier, *Rendez-vous à Tacana*. Comme Maurice Benichou, Claudine Fievet est comédienne et une habituée de Théâtre Ouvert : le *Château dans les camps* ; *Saint-Nicolas, mon bon patron* ; *Le bon d'homme*. C'est d'ailleurs pendant la tournée de *Le bon d'homme* qu'elle a rencontré Annie Lohier, professeur de lettres à Cherbourg. Deux femmes se sont réunies pour un spectacle dont le thème est sans rapport avec le « féminisme ». Il s'agit d'un essai sur le langage, pour montrer comment la parole fasciste employée à l'extérieur fait remonter à la surface un certain fascisme intérieur.

A la recherche d'écritures

Tous les participants à Théâtre Ouvert appartiennent déjà au monde du théâtre, à ce type de professionnels qui cherchent à faire bouger les structures et n'acceptent pas d'entrer humblement dans les schémas préfabriqués. A un moment, ils éprouvent le besoin de réfléchir sur l'écriture dramatique, de l'essayer avec leurs mains. Théâtre Ouvert leur en offre l'occasion.

L'écriture, ils peuvent la « revendiquer à fond avec ses caractères propres » (Jean-Claude Perrin), la voir comme « quelque chose de flottant à réajuster » (Denis Roche), « un objet permanent des prises multiples » (Georges Lavaudant), ils peuvent s'interroger sur « les codes de représentation de la fable et la manière de signifier, ensemble, sur la scène, le monde réel et sa conscience abusée » (Jacques Lassalle). Ils peuvent lui demander de « traduire la langue dans laquelle on pense » (Claudine Fievet). Quel que soit leur traitement du texte, le texte est au centre de leurs préoccupations. « A dramaturgie nouvelle, forme nouvelle », dit Lucien Attoun, l'écriture est moins sûr. Il lui est déjà arrivé d'accepter un projet, un canevas qui devait s'établir sur place avec le public. « Je ne le regrette pas, dit-il, car la preuve que ce n'était pas possible à Théâtre Ouvert. Les règles du jeu sont claires et simples ; elles permettent une

liberté totale, mais à l'intérieur d'un cadre de production et d'un cadre scénographique, tous deux très précis ».

Les lieux scéniques ne sont pas neutres. Bien que maniable, puisque les spectateurs peuvent être assis au milieu des acteurs, autour ou tout simplement devant, celui des Pénitents blancs impose son atmosphère, sa géographie, ses murs épais, ses voûtes de pierre, et — déjà — son passé. Le public ne s'y rend pas innocemment, même si c'est pour la première fois. Il en attend une rencontre, pas forcément stupéfiante, absolument nouvelle, mais qui plutôt révèle une aspiration qu'il ne se connaissait pas. De cette attente exigeante, les « artisans » de Théâtre Ouvert sont parfaitement conscients. Elle est le reflet de leurs propres recherches. Cette relation directe, cette écoute attentive entre spectateurs et créateurs donne à Théâtre Ouvert son originalité, et l'un des facteurs de sa réussite.

Un style particulier

De Jean-Pierre Vincent, en 1971, à Claudine Fievet, aujourd'hui, en passant par Marcel Maréchal, Robert Grimes, Arrabal, Armand Gatti, Antoine Vitez, Jean-Paul Wenzel entre autres, ce sont les créateurs réunis, reconnus par Lucien Attoun, qui construisent Théâtre Ouvert. Des échecs il y en a eu, mais ils n'ont traversé pas la marche en avant. D'année en année, un style particulier se dégage, forcément dépoli. « Ni mini-théâtre ni production pauvre », dit Maurice Benichou, mais spectacle à part entière qui en appelle à notre imagination et à celle des spectateurs » et qui laisse le public agir sur le texte », insiste Claudine Fievet.

Les acteurs aiment se présenter à découvert, prendre des risques, se prendre eux-mêmes de vitesse en trouvant les directions de leur jeu avec seulement deux semaines de répétition. Les metteurs en scène se montrent plus méfiants. « Il ne faut pas valoriser cette esthétique, dit Lavaudant. Je crois au pouvoir de l'artifice sur l'imagination, aux chemins sur lesquels l'écriture s'entrecroise des images et des phrases ». Max Denes refuse la notion d'esthétique, d'une esthétique de l'acte : « Il est dangereux de dire que les contraintes — une forme de censure — attend à l'invention, confirme-t-il. Elles doivent produire des délices, alimentées par un texte tout à fait élaboré... » — « Pour quelqu'un comme Bob Wilson, ajoute Lavaudant, les éclairages sont au même plan que les autres éléments du spectacle, y compris les comédiens ».

En fait, Bob Wilson a déjà présenté des spectacles où des exercices scéniques éclatés par des bougies au sol, et qui ne perdaient rien de leur beauté envoûtante. Encore une fois, les hommes ne sont pas en cause, mais les conditions de travail et de production. Jean-Pierre Vincent, par exemple, ou Bruno Bayen, qui, habituellement, accordent une grande importance aux décors, aux lumières, ont su adapter leur discours aux moyens de Théâtre Ouvert sans rien renier de leur personnalité. Ils en ont fait découvrir d'autres aspects, qui peut-être ils souhaitaient vérifier.

Toutes les questions sur les limites de Théâtre Ouvert et son indéfinissable valeur stimulante restent posées. Chaque année apporte des réponses. Sa raison d'être n'est-elle pas de lancer des projets d'avenir pour la création dramatique ?

COLETTE GODARD.

Musée National
Message Biblique Marc Chagall
 06000 NICE - Tél. : (93) 80-11-45

30 peintres
du XVII^e siècle français

Tableaux d'inspiration religieuse
des musées de province

3 JUILLET / 27 SEPTEMBRE 1976

Conférence avec projections
 Samedi 3 juillet à 16 heures

Jacques Thuillier
 Professeur à la Sorbonne

« Peinture et religion en France
au XVII^e siècle »

Concerts
 Lundi 5 juillet à 18 heures
Aaron Rosand

Samedi 24 juillet à 21 heures
Victoria de Los Angeles

Dimanche 8 août à 18 heures
Hepzibah Menhin



KANDINSKY
 BORDEAUX 7 MAI - 1^{er} SEPT
 GALERIE DES BEAUX-ARTS

Sotheby Parke Bernet & Co.

Nous tenons à rappeler
 à nos clients vendant à Londres
 que nous pouvons toujours
 fixer des prix de réserve
 dans la monnaie de leur pays.

Nous pouvons également
 sur instruction des vendeurs
 acheter ces devises à l'avance,
 soit le lendemain de la vente.

Sotheby Parke Bernet & Co.
 34-35, New Bond Street, London W1A 2AA
 Telephone : (01) 493.8080
 Telegrams : Abinitio, London - Telex : 24454

Une sélection



Dessin de TWOMBLY.

Cinéma

LUCIA ET LES GOUAPES de Pasquale Squitieri

Un nouveau venu dans le cinéma politique italien. Pasquale Squitieri filme avec brio les aventures d'un membre de la « camorra », sorte de Mafia qui sévit à Naples, à la fin du siècle dernier, et faisait régner son ordre, son code du droit et de l'honneur. Squitieri traite son sujet en mélodrame populaire et cherche à démontrer que la criminalité napolitaine a pour cause première l'état d'abandon économique et moral auquel le pouvoir a toujours condamné le sud de l'Italie. Mais les péripéties du scénario et le charme « rétro » de la mise en scène masquent parfois la pensée politique de l'auteur.

PALMARÈS DU FUTUR

On les surprises du cinéma de science-fiction. Le jour où la terre s'écroule, de Robert Wise, le voyage fantastique, de Richard Fleischer, la série de la Planète des singes (cinq titres), Zardoz, de John Boorman, les Insectes de feu, de Jean-Marie Szwarc, Rollerball, de Norman Jewison, TEX 1138, de Georges Lucas, comptent parmi les vingt-deux films qui vont « tourner » jusqu'au 13 juillet dans cinq salles parisiennes : Marignan, Gaumont-Opéra, Gaumont-Sud, City-Palace, 14-juliet ; et dans cinq autres : la périphérie : Belle-Epine, Pathé-Champigny, Aubinay, Parleur, Tricycle Asnières. Un film par jour.

Autre programme où domine le fantastique, Gaumont Rive gauche et Saint-Germain Studio. Avec, entre autres, Docteur Folamour, de Kubrick, les Poupées du diable, de Tod Browning, la Mouche noire, de Kurt Newmann, la Nuit des morts-vivants, de Georges Romero, et l'Œuvre du docteur Moreau, de Eric Kenton.

CRIA CUERVOS de Carlos Saura

L'un des meilleurs films du Festival de Cannes (prix spécial du jury) et sans doute le plus accompli de l'auteur. Dans une grande maison bourgeoise, une petite fille insomnieuse erre la nuit et surprend des secrets qu'elle ne devrait pas connaître. Saura ne croit pas au « paradis » de l'enfance. Il écrit au contraire que l'enfance est une période de peur et de confusion, d'insécurité et de solitude. Loin des attendissements faciles, tout en facettes et en miroirs, en échanges subtils entre la petite fille que nous voyons agir et la jeune femme qu'elle deviendra plus tard, ce

film pur et dur, mystérieux et angossant, abolit les perspectives du temps et se heurte continuellement à la mort.

ENTRE LE CIEL ET L'ENFER d'Akira Kurosawa

On retrouve dans ce film réalisé en 1963 les préoccupations essentielles d'Akira Kurosawa, son goût du moralisme, sa conception aristocratique du monde. Une histoire de kidnapping sert de prétexte à une réflexion sur le bien et le mal, sur l'ambiguïté de l'homme, sur la notion de responsabilité. La partie du film consacrée à l'enquête policière est d'une étonnante virtuosité technique. Sans égaler les chefs-d'œuvre de l'auteur, ce film frappe par son intensité dramatique et l'élégance de son message spirituel.

LE DIABLE AU CŒUR de Bernard Queysanne

Rués clos dans une maison isolée : un fils parricide (Jacques Spiesser) et une gouvernante anglaise (Jane Birkin) se séquestrent à tour de rôle en jouant leurs fantasmes à l'été de veille. Par la réalisation d'un homme qui sort (prix Jean-Vigo), une manière moderne de faire du cinéma psychologique.

— ET AUSSI : Glen et Randa, de J. McBride (un constat de science-fiction documentaire); Cadavre exquis, de Francesco Rosi (le fantastique pénétre dans le cinéma politique italien); Son nom de Venise dans Calcutta, de Marguerite Duras (variations sur India Song); la Marquise d'O, d'Eric Rohmer (permanence du romantisme); Selo ou les cent vingt journées de Sodome, de Pier-Paolo Pasolini (un cri d'angoisse); Nous nous sommes tant aimés, d'Ettore Scola (les familles politiques de l'Italie).

Théâtre

LES SEPT PÉCHÉS CAPITAUX au Petit TEP

A partir d'un argument de ballet de Brecht, le Théâtre-Ecole de Montreuil offre un splendide spectacle. Avec quelques accessoires, leur talent, leur présence sensible, les acteurs créent tout un monde de campagne, d'auberges, de châteaux, de bourgeois, et racontent l'histoire de la fille qui va en ville et qui sur sa route rencontre bien des épreuves.

— ET AUSSI : Histoire d'Amour au Théâtre du Marais (une histoire amère, un auteur de talent, une comédienne remarquable, un nouveau théâtre); Je n'imagine pas ma vie demain au Coupé-Chou (la musique grêle des inquiétudes sournoises); Hérault, par la Comédie-Française (la mise en scène de Robert Hossein, le dernier spectacle des Comédiens-Français au théâtre Marigny).

Danse

LE BALLET DU NOUVEAU MONDE au Théâtre des Champs-Élysées

Quelques brillants éléments suédois du mouvement du Ballet de Stockholm ont réuni pour deux danseurs péruviens de réputation internationale, Vicente Nebreda et Zhadra Rodriguez. Ils forment désormais le Ballet de Caracas, une troupe permanente qui aborde le répertoire classique et la danse contemporaine. (Du 6 au 17 juillet).

— ET AUSSI : Le Lac des cygnes à la cour Carrée, la Compagnie Jean Blaise, à l'hôtel de Sens. (Du classique au folklore français.) Wind, Water, Sand, ou le palais Garnier saisi par le rock, le pop et la modernité dans (1^{er} et 7 juillet).

Jazz

FREE ET JAZZ-ROCK

Weather Report, Billy Cobham, George Duke, Shakti-John McLaughlin : les lites d'affiche de ce qu'on nomme aux États-Unis « Cross over jazz », et, en France, « jazz-rock », ce dernier terme ne suffisant plus pour définir celui qui, dans son voyage indien, a délaissé la musique électrique pour se faire accompagner de ghazal, mridangam, violon et tabla : John McLaughlin (le 7 juillet, à 19 h 30, au Pavillon de Paris). Sun Ra, lui, surmonte égypto-américain et musiques interplanétaires, « soleil double », « free jazz », fera jaillir les danses, les pompes et les jeux de l'Archaïsme en une prestation multipliée par deux : à 19 h. et à 22 h., le 8 juillet, à la Mutualité.

Photo

UNE INVENTION DU XIX^e SIÈCLE

C'est un hommage que la Bibliothèque nationale rend à la photographie, à l'écriture des organisateurs de cette considérable exposition réalisée en quatre mois : trois cent quarante-six documents anciens, des pièces et des appareils photographiques provenant des inestimables collections de la Société française de photographie. L'installation de la rue de Richelieu, qui conserve la photographie depuis 1851, profite de son initiative pour débaptiser le Cabinet des estampes et — il était temps ! — le nommer : Département des estampes et de la photographie.

CENT-CINQUANTE ANS D'IMAGES FRANÇAISES

S'il faut en croire l'unité « audiovisuelle » de la Maison de la culture de la Seine-Saint-Denis, la première photographie fixée par Niepce daterait de 1826. C'est avancer sur un terrain mouvant, mais cela leur permet de fixer les cent cinquante ans de cette exposition, en forme de livre déplié, sur son histoire.

Festivals

ANGERS, LA ROCHELLE ET SAINTES

Trois festivals à l'Ouest, avec quelques passages du second au premier (le Quatuor Concord de New-York et la compagnie Martha Graham) ; mais Angers présente aussi un Acte et Galatée, de Haendel, vu par Jean-Marie Feltz, qui promet d'étonner (les 3, 5, 7 et 9), trois concerts-promenades réalisés dans des églises et châteaux avec le Madrigal de Sofia, les Ménestriers et Udo Reinemann (le 4) et un concert des lauréats internationaux aux Écuries de l'Île-Briand (le 6), tandis que La Rochelle pourrira son Illustration non conformiste de l'Amérique avec John Cage (les 3 et 4), Martha Graham, la Menu, etc. A Saintes, un culte phœnix Coudré, Tullis, Lassus, Vecchi, avec de fameux ensembles de Lugano, de Londres, de Bâle et de Munich (du 2 au 16 juillet).

DANS LES RUES D'AX ET DE GRASSE

Dernière semaine de musique dans la rue à Ax avec le Trio Erivine, Lodon, Penzance (le 1^{er} juillet), le quatuor de flûte Arcadie sur la place d'Albertas (le 2), la création d'une œuvre écrite par Aix pour Jacques Lecoq (le 3) et un concert Beethoven, dirigé par G. Rivoli avec D. Brühl (le 4), entre autres. A Grasse aussi on chante et joue sur le parvis de la cathédrale, dans les jardins de la Villa Fragonard, grâce à Rithma 5 : l'Orchestre régional Provence-Côte d'Azur (le 3), de jeunes solistes internationaux (le 4), le Jeune Théâtre national

qui joue la Double Inconstance (le 5), des soirées non-stop de musique et théâtre (les 6 et 8), une soirée de guitare (le 7) et un concert des musiciens de l'Atelier-Concert dirigé par Jean Mouillère (le 9). Une ville livrée aux jeunes artistes.

PEINTURE ET MUSIQUE A SAINT-PIERRE-DE-CHARTREUSE

En contrepoint aux peintures d'Arcabas dans l'église Saint-Eugène-de-Chartreuse (3 kilomètres de Saint-Pierre), pour la troisième fois un petit festival de musique de haute qualité avec le Quatuor Via Nova (Haydn, Schubert, le 5), le Quartet Tarrago à quatre guitares (le 3), l'ensemble Mauries Bourque (le 6), le Deller Consort (le 8), l'ensemble vocal et instrumental de Lyon (les 10 et 11) et l'Orchestre Pro Arte de Munich (le 12). Une rencontre de la couleur et des sons.

FOLK ET COUNTRY A SAINT-FLORENT

A Saint-Florent, dans le Cher, à 15 kilomètres de Bourges, Festival folk et country avec Steve Waring, Méhu-sine, New Blue Grass Connection, Stephen Grossman (les 10 et 11 juillet).

— ET AUSSI : C. Ivaldi et G. Plu-dermacher (Carnavalet); A. Gavrilov (Grange de Meslay); ouverture du Festival de Sceaux avec le Sextuor de harpes et l'Orchestre de cuivres de Paris (Orangerie de Sceaux), le 1^{er} juillet. Orchestre de chambre de Moscou (le 1^{er} à l'Auditorium de Lyon, le 7 à Saint-Louis-d'Hyères, le 8 à Arles); R. Lupu (Meslay), ensemble Praetorius (Uzes), Orchestre Paillard (Blois), Trio de Trieste (Divonne), le 2.

Chopin par A. Casanovsa (Carnavalet), S. Neuhans (Meslay), orchestre de chambre de Prague (Guebwiller), le 3. J. Reinberger, orgue (grange de la Besnardière), Pro Cantione antiqua et Quatuor Tarrago (Le Thoronet), le 4. Christa Ludwig (Divonne), le 5. Symphonie fantastique, par le Ballet de Lyon (Fourvière, les 5, 6 et 7). Deller Consort (Arles), M. Larrieu et A. Lagoya (Uzes), le 6. Kleber, Besson, luth et vihuela (Blancs-Manteaux), Ulf Hoelscher et M. Béroff (Divonne), le 7 juillet.

Expositions

L'ATELIER...

Les « maîtres » au travail. Un dossier (le n° 12 du département des peintures) savant et dense, qui n'a pas la prétention d'être exhaustif, mais tend à montrer la fonction sociale, l'évolution, la symbolique de l'atelier d'artiste, depuis le Moyen Âge, le passage de la boutique à l'atelier proprement dit, et la naissance du tableau de chevalet. Images de l'atelier comme refuge et sanctuaire du génie ou comme lieu d'effacement enroulé par tout un bric-à-brac bohème... Tout le sérieux et le folklore qui entourent la « profession ».

LES NOUVELLES SALLES DE SCULPTURE FRANÇAISE DU XVII^e

Réouverture de trois grandes salles qui rendent au département des sculptures du musée du Louvre sa continuité, depuis le pavillon de La Trémoille, consacré à l'art médiéval et renaissance, jusqu'au pavillon de Flore et l'illustration de la sculpture aux confins de notre siècle. Sculpteurs profanes et de plein air côté jardin du Carrousel; sculpture religieuse et luxurieuse côté quai de Seine; groupes monumentaux dans la galerie dite des Enlèvements, qui donne accès à la salle Puget.

CONSTABLE...

Une soixantaine d'œuvres prêtées par le Victoria and Albert Museum pour célébrer, à Paris, le bicentenaire de la naissance du grand paysagiste anglais.

Un choix serré d'esquisses peintes, d'aquarelles et de dessins qui permet de suivre les phases de l'évolution de Constable et montre ses liens avec nombre de peintres français.

LES ESTAMPES « AU BALLON » au Louvre

Les débuts de la conquête du ciel à travers les estampes de la collection Edmond de Rothschild. La foule anxieuse, curieuse ou railleuse dans l'attente du miracle — l'ascension de la « machine aérostique », du « char triomphant » ou du « vaisseau volant ». Une imagerie souvent cocasse que la gravure détaille à merveille.

DESSINS D'ANDRÉ MASSON...

Deux cents dessins d'André Masson, presque tous inédits. Encre, crayon, pastel, fusain, gouache, aquarelle, de 1923 à 1975, sont regroupés par thèmes plutôt que suivant un ordre chronologique : « dessins automatiques », « masques », « portraits imaginaires », « lieux emblématiques », « dessins de sable », « germinations », « dessins érotiques »... pour témoigner de l'extrême richesse d'inspiration et de la diversité de l'œuvre.

et JEAN GROTH au Musée d'art moderne de la Ville de Paris

Des tapisseries toutes noires et un dessin linéaire tout blanc, qui traversent lentement un espace sans commencement ni fin. Si la ligne blanche est prise dans la texture de la laine avec toutes les nuances de son parcours et de sa grisaille, c'est que Jean Groth tisse lui-même (en collaboration avec sa femme Benedikte) ses œuvres après les avoir dessinées. Des tapisseries qui ne sont pas des œuvres de simple cartonnage.

HANTAI au Musée national d'art moderne

Tableaux flottants, à variantes géométriques ou tachistes, remplis d'écritures larges, de gestualité, de hasard, un hasard aidé, qui fait bien les choses; vases toutes mollement suspendues, rythmées de formes positives et négatives, et qui respirent, fortes d'espaces blancs obtenus par le pinceau du blanc. L'actualité de l'œuvre d'un peintre qui s'est retiré du brouhaha de la vie parisienne, il y a quinze ans, pour peindre et chercher.

TWOMBLY à l'ARC

Dessins d'un Américain contemporain de Rauschenberg et Jasper Johns, qui s'est fixé à Rome en 1957. C'est la première fois qu'une exposition aussi large de son œuvre, dans laquelle le dessin occupe une place de choix, est présentée en France.

L'ANIMAL, DE LASCAUX A PICASSO au Muséum d'histoire naturelle

Les chiens de J.-B. Oudry et les dragons de l'Extrême-Orient, les chats de Steuben et ceux d'une stèle d'époque gallo-romaine, les grands fauves de Barye et de Pompon; le cheval selon Bourdelle, Yves Brayer ou Salvador Dalí... Une grande exposition d'art animalier.

— ET AUSSI : Le symbolisme et Rampey le Grand, au Grand Palais; Albert Delaunay, à l'Orangerie; les Machines célestes et Ernest Chaplet, au Musée des arts décoratifs; l'Hommage à l'Art et à l'Architecture, au Musée d'art moderne de la Ville de Paris; Nus par Ingres, au musée Bourdelle; Titten, au Louvre; Berrucci, à Artcurial; la Momme du Mexique, à la Monnaie de Paris, etc.

UNE NOUVELLE GÉNÉRATION
Galerie Rencontres, 46, rue Berge
Métro Louvre — 226-66-63
Peintures — Films — Sculpture
1^{er} - 3 juillet

miró
eaux-fortes
et
lithographies récentes
de grand format

exposition jusqu'au 31 juillet 1976

GALERIE MAEGHT
26 RUE TREILHARD 75008 PARIS

ART MODERNE - JAUBERT S.A.

75, FAUBOURG-SAINT-HONORE - VIII^e - Téléphone 268-64-70

AUGUSTE CHABAUD

(1882 - 1955)
PEINTURES - AQUARELLES - SCULPTURES - DESSINS

10 JUIN - 24 JUILLET

SALON INTERNATIONAL « ART ET LOISIRS » DE GARCHES

Le SALON D'AUTOMNE 1976 se tiendra du SAMEDI 25 SEPTEMBRE au DIMANCHE 3 OCTOBRE 1976, dans les salles de l'ÉCOLE D'INFORMIQUES de l'Hôpital Raymond-Poincaré de Garches (Hauts-de-Seine). Il est ouvert aux HANDICAPÉS PHYSIQUES et à toute PERSONNE. HOSPITALITÉ. Il accueille les œuvres d'ARTISTES isolés ou regroupés dans des associations diverses.

LES ŒUVRES PRÉSENTÉES DEVONT ÊTRE INSCRITES DANS L'UNE DES 4 SECTIONS SUIVANTES :

- Section A : Sculpture - Céramique - Modèles divers
- Section B : Tableaux (peinture à l'huile, aquarelle, gouache, fusain)
- Section C : Œuvres diverses (travaux manuels : bois, verre, balla, vannerie, travaux d'aiguille, etc.)
- Section D : Photographie.

Renseignements et inscriptions : M. Roger GRATTEN ou M. Roger DEBOIX, Salon International « ART ET LOISIRS 1976 », Hôpital Raymond-Poincaré, 92380 Garches.

COLLECTIONNEUR
achète toute l'œuvre de
FONTANAROSA
Téléphone à Jacques AZZI
à 520-44-31

K. X. ROUSSEL
lithographies - dessins - postais
jusqu'au 10 juillet

SAGOT - LE GARRIC
24, rue du Four (9^e) - 326-43-38

TAKÉI
peinture japonaise
ART YOMIURI
5, qu. Condé (9^e) - 033-63-00

Exposition des paysagistes français du XIX^e siècle : quelques chefs-d'œuvre de Théodore Rousseau, Carot, Charles-François, et Eugène Delacroix, etc. Au Palais de Chaillot (Mare-Bolsé), 2, avenue d'Iéna, 75116 Paris.

REBEYROLLE
NATURES MORTES ET POUVOIR
exposition jusqu'au 31 juillet 1976
GALERIE MAEGHT
13 rue de Téhéran - 75008 Paris

TURIN
GALERIE D'ART FIRRA
32 Corso Galvati
MARTINENGO FRANCO
peintures
du 29 juin au 19 juillet

GALERIE MEDICIS
17, place des Vosges (4^e), 278-21-13
LOINTIER
du 1^{er} au 26 juillet
7.15, de 14 à 19 h. DTM. COMPT.
jusq. 17 juillet NOCTURNE à 21 h.

Carmen Cassé
10, rue Malher (19^e) - 278-43-14
MERET
OPPENHEIM
« Parapapillonnaires »
LENDRE DE A. PIETRE DE MANDIARGUES
Lithographies - 29 juin-29 juillet

مكتبة النظم

de Michel CIMENT

PAR sa construction en forme de « dossier », sa rigueur et sa densité, son approche diversifiée du sujet, ce livre de Michel Ciment sur Francesco Rosi fait parfois penser à un film de Rosi.

éteintes, allumées, et seuls les applaudissements ont rompu des silences souvent très longs. Des tracts ont circulé un peu partout posés à portée de mains sur des tables : pétition des élèves de la Filmklassa de l'Académie des beaux-arts de Düsseldorf, en faveur de leur professeur, M. Ole John, renvoyé de l'école

prix de l'Office de la création cinématographique, d'un montant de 30 000 francs. Seuls les documents, les témoignages de la lutte d'un peuple (*le Balafre du Chili : le coup d'Etat*, de Patricio Guzman, deuxième partie), les dénonciations diverses et efficaces — violences, tortures, injustices — les analyses politiques et économiques de certains pays — Iran, Chili, Colombie, — ont trouvé un écho auprès des jurys.

du mardi 9 mars; pétition de la LACA (Ligue Italienne des fibres associations culturelles privées), qui s'élève contre la répression exercée envers les cinéastes et les associations libres culturelles à Rome; pétition en faveur du personnel de la Maison de la culture de Créteil; cri d'alarme au sujet de la disparition du cinéaste argentin Raymundo Gleyzer.

Trois parties : une longue introduction consacrée aux problèmes esthétiques, idéologiques, thématiques, que présente l'œuvre de Cocteau ; une suite d'entretiens au cours desquels Michel Ciment interroge Roel et lui fait préciser certains des points de vue énoncés dans l'introduction ; des documents enfin — articles de journaux, notes de tournage, compte rendu de procès, débats politiques, rapports administratifs — qui démontrent que si les films de l'auteur prennent racine dans la réalité italienne, ils ne sont pas sans agir à leur tour sur cette réalité.

L'étude critique de la première partie emprunte son titre à une phrase de Gramsci : « Le pessimisme de la raison et l'optimisme de la volonté. » Elle suit pas à pas le déroulement d'un cinéaste qui veut saisir la malice du pouvoir sur les citoyens, et qui, dans ses films « majeurs », analyse les ressorts de l'histoire, le mécanisme des institutions, le fonctionnement des appareils idéologiques armés, dans les Hommes contre les hommes, les Administratives, dans Main basse sur la ville, la Justice, dans Salvatore Giuliano, etc.). Sans romantisme, avec pour seule passion la recherche de la vérité, Rosi dénonce dans ces six films les causes de la dégradation des conditions, les compromis et les scandales qui provoquent le pourrissement du tissu social.

Films politiques donc, mais qui échappent à l'abstraction, au dogmatisme des pamphlets ou des libelles, grâce au lyrisme du langage, à la chaleur humaine, à la recherche, grâce également au sans de la vie et du détail révélateur que possède l'auteur.

Films qui interrogent au lieu d'affirmer, qui ouvrent des portes, qui utilisent le travail des passions pour faire circuler les idées. Tentatives ambitieuses de réconciliation entre la pensée et la narration, l'essai et la fiction.

« Le cinéma de Raci est un cinéma qui utilise le plaisir pour conduire à l'analyse ».

Contre la démission

Michel Ciment montre bien ce que Rosi doit au néo-réalisme et ce qu'il lui a séparé. Comme ceux qui se rassurent de la beauté des films sont enracinés dans la réalité. Mais à l'approche phénoménologique de cette réalité, Rosi substitue l'analyse méthodique des crises et des conflits. Ce n'est plus le destin individuel de tel ou tel personnage qui l'intéresse, c'est le destin des hommes considérés comme éléments du corps social. Le récit uniformément fait place à une analyse éclairée qui relève la psychologie comme l'événement à « un faisceau d'éclairages convergents et divers, susceptibles d'en expliquer la texture ». D'où la forme d'enquêtes, de dossiers, de procès, que prennent le plus souvent les films de Rosi. Comme *Macchia* — auquel Ciment se réfère — Rosi est convaincu qu'« il est plus intéressant de rechercher les effets de ces choses que les imaginations que l'on s'en fait ».

L'auteur de *Main basse* sur la ville n'a jamais caché ses intentions didactiques. Pour lui, le rôle de l'intellectuel est d'être l'agent d'une réforme politique ou morale. Le but de ses films est de conduire les spectateurs à une prise de conscience de leur position dans le monde. Ils impliquent donc leur participation active. Avec ses moyens propres, Rosi entend lutter contre l'ignorance, l'obscurantisme, la soumission et la démission.

Telles sont quelques-unes des idées que développe Michel Ciment dans son introduction et que l'on retrouve dans la suite du livre. Idées qui retiennent la vive admiration que porte Ciment à l'œuvre de Rosi, mais que ne cesse de contrôler la réflexion critique. Dossier Rosi est aussi loin de l'opuscule informatif que de l'hagiographie simplifiée. C'est un ouvrage qui aide à comprendre, à connaître une cinéaste qui, justement, s'est donnée pour tâche de mieux connaître et de mieux comprendre le monde.

J. E.

★ Dossier Eost, par Michel Ciment, Stock, éditeur, collection « Éditions 68 ».

LA RENCONTRE DE STOCKHOLM

Une Europe du cinéma militant

LORS des «états généraux» du cinéma militant international qui ont eu lieu à Montréal en 1974, les Oest-Européens ont été invités à organiser une rencontre spécifique dans le but de mettre sur pied à l'échelle de leur continent une Fédération du cinéma progressiste, analogue aux fédérations qui existent déjà en Afrique et en Asie. Cette Commission, contre-à son lieu, entre le 8 et le 12 juin à Stockholm, à l'initiative de plusieurs collectifs suédois, dont le FilmCentrum et le Folkestele (cinéma du peuple) qui avaient fort bien fait les choses : à la scandinave, c'est-à-dire avec gentillesse, diplomatie et efficacité. Le modeste du budget n'ayant pas permis de préparer un large éventail de rencontres, les collectifs des pays les moins proches se sont trouvés involontairement sous-représentés (ce qui a nul sans doute à l'équilibrer, notamment politique, de cette rencontre). Néanmoins, plus d'une centaine de cinéastes, de journalistes et d'animateurs militants avaient rallié la capitale suédoise, représentant plusieurs dizaines de quatre-vingts groupes oest-euro-

Suède (on peut regretter que l'actuel système de production-distribution cinématographique en Europe n'ait pas été analysé avec précision par ailleurs).

Les soirées étaient occupées par des projections de « films d'intervention » en provenance de différents pays, tandis que les après-midi étaient dévolus à l'aspect le plus important, au total, de ces rencontres : les « workshops », ou ateliers de discussion spécialisés, dont les travaux ont débouché sur l'adoption par l'assemblée générale de recommandations rationnelles.

Il s'agissait, au cours de ces discussions, d'examiner les moyens de créer cette Fédération ouest-européenne du cinéma progressiste préconisée à Montréal. Il est apparu très rapidement que l'unanimité ne pouvait se réaliser sur ce programme pourtant primordial : pour des raisons multiples et parfois obscures mais qui tenaient au fond à la question de savoir quelle devait être la personnalité de la cinématographie de cette future « Europe du cinéma militant », l'assemblée générale a préféré reporter sa fondation à une prochaine rencontre, prévue à

n'ont pas le monopole des embarras unitaires ! Après de non moins délicates discussions, il a été convenu aussi que ce bulletin serait publié en anglais et en français (les deux langues de travail de cette réunion). Tous les collectifs européens sont donc invités à adresser nouvelles et communiqués au FilmCentrum (3).

Autre workshop : « la coopération avec le tiers-monde. Sa résolution commence par l'analyse : « Le cinéma des trois continents lève aujourd'hui une bataille à mort contre les structures de distribution et de production cinématographiques imposées par l'impérialisme américain. Dans certains pays comme en Amérique latine, il s'agit de survie à la répression. Face à cette situation, les groupes européens — qui eux aussi luttent contre les grandes multinationales de la culture et de l'information — doivent promouvoir un contact étroit et un échange d'informations afin de mieux coordonner leur travail. »

Un troisième atelier était « réservé » aux femmes. Dans un texte vigoureux accompagné d'illustrations orales, elles se sont exprimées sur les problèmes qu'elles ont exigé la présence de 50 % de femmes dans le prochain congrès d'organisation. Elles ont adopté plusieurs résolutions réclamant une lutte énergique contre le sexisme à l'écran comme dans les professions cinématographiques, le respect de l'autonomie de la lutte féministe dans la lutte des classes, la réalisation de films de femmes par des femmes qui dénonceraient notamment leur exploitation sexuelle, le développement d'une critique propre-

prement féministe et la constitution d'un stock international de films de femmes dans chaque pays (4).

Le quatrième atelier était consacré à l'émergence d'une critique de type nouveau pour un cinéma de type nouveau. Une première motion contesta l'échelle des valeurs de la critique qui actuellement inflige le poids du jugement à la fois à la critique qui se donne pour objectif d'élever le spectateur du cinéma commercial au cinéma d'auteurs. La politique des auteurs, en conséquence, condamnée sans rémission. Les autres motions déplorant le retard de la critique, la dénonçant comme un obstacle au développement actuel du cinéma progressiste et révolutionnaire, et salue les embryons de la nouvelle critique dans le tiers monde et en Occident ; appellent au développement d'un cinéma

...iste ; soulignent que l'avant-
garde cinématographique « n'est
pas qu'une question de forme
mais d'abord une question poli-
tique et idéologique » et souhai-
tent l'élaboration de nouvelles
formes « qui naissent des luttes
nationales et populaires, y com-
pris féminines ».

Une résolution politique générale n'a pu être adoptée : en

(1) Auteur de *The International Film Industry*, Indiana University Press, Londres.

(2) Auteur notamment de *Multinationales et Systèmes de communications*, éditions Anthropos, Paris.

(3) Film Centrum, Tapsgatan 4, Stockholm, Suède.

(4) Coordination : Anna Lena Wilson, C/O Filmhuset, box 27128, Stockholm 28.

effet, si tout le monde était d'accord pour dénoncer l'impérialisme américain et ouest-européen, certains voulaient qu'il soit simultanément fait allusion au « social-impérialisme » soviétique en Europe (Tchécoslovaquie, etc.).

Cette question posera sans doute sur la future rencontre d'Amsterdam, comme celle de savoir s'il convient d'inviter des cinéastes progressistes travaillant principalement ou exclusivement dans le système de production-distribution commercial. Etant donné qu'il n'a pas été possible de créer une Fédération ouest-européenne, cette rencontre de Stockholm n'a sans doute pas été un succès total, mais les organisateurs suédois (notamment Carl-Henrik Svendsen et Godfried Talboom) se sont néanmoins attiré une reconnaissance unanime et méritée pour avoir fait considérablement avancer la cause du cinéma militant sur notre

GUY HENNEBELLE.

INTERVIEW JAC MONOD DE 19 ANS

Un film de
STANLEY KUBRICK

ORANGE MÉCANIQUE

ORANGE MÉCANIQUE,
le film
qui a reçu les plus
hautes récompenses,
le film que vous
voudrez voir... le film
que vous voudrez revoir...

Distribué par Warner-Columbia Film.

**GAUMONT CHAMPS ELYSÉES VO - HAUTEFEUILLE VO
FRANÇAIS VF - MONTPARNASSE PATHE VF
STUDIO/PARLY II - GAUMONT/EVRY**

STUDIO CONTRESCARBE. yd - BIARRITZ. yd - STUDIO RASPAU. yf

"un érotisme flamboyant" "une envahissante beauté" "un festin érotique"

VICES PRIVES ET VERTUS PUBLIQUES

VOTRE TABLE CE SOIR

LA COTRIADE 5, rue de la Lune, 2. F. sam -dim	225-97-06	. est le nom de la bouillabaisse bretonne. 18 F. Spéc. pois. et grill. Muscadet et Gros-Plant nautais dans un cadre de bistrot de pêcheurs
BOFINGER 5, rue de la Bastille, 4 ^e .	272-87-82 F/dim	Dél. diners, soupers. Le plus ancienne et la plus belle Brasserie de Paris. Parking facile sur la place.
CUV 4, rue Madillon, 8 ^e .	033-67-61	. L'ambassade gourmande du BRESIL ! en plein Saint-Germain-des-Parcs. Jusqu'à 2 h. du mat. Crêvettes en mariage, kimchi, tellojudo, etc.
NAPOLÉON 64, av. des Ternes, 6 ^e	T.L.J. 227-89-36 Jusq. 22 h. F/dim	G.P. Baumann, créateur des célèbres choucroutes au confit d'oie cuites par son chef des charcutiers sous pression : innovations : choucroute aux porcinos, la quesse de brux, merguez-mouton, au homard (sur commande)
LES ANNEES 30 92, rue la Boétie, 3 ^e .	339-00-90 F/dim	Dans un cadre Art Déco authentique. Dél. Diners et Soupers avec Henri POULAT au piano l'agilissime de canard aux péches 20 F. Le célèbre Galfmeister Roger Lapiere 32 F.
LES VIEUX MONTRES 13, bd Auguste-Ninquel, 13 ^e .	088-00-03 F./Jum.	Écriveuses flambées. Langosse grillée. Poulette mousserons. Canard cédé. Pâtisserie maison. Sancerre Roland Salmon. Bourgeois Miché. Chaland Cuisine. Mouton Mouton aux charnelles, 30 à 40 F.
LA CAVERNE D'ALBI 19, r. d'A -Charrière, 13 ^e	333-61-17 9/dim.	Ouv. jusqu'à 24 h. Spéc. algériennes. Le jeune patron aux fourneaux. Bonf. Jercie 3, mardites fardées à l'orientale 9, couscous de 15 à 25 F.

● Ambiance musicale ■ Orchestre * Spectacle en soirée P.M.R. prix moyen du repas.

Variétés

Cinéma

Le music-hall

A LA TANIÈRE (337-74-30), les 1^{er} et 3 à 20 h. 45 : Trois femmes chaperées.
CASINO DE PARIS (374-25-23) (L.), 20 h. 30, mar. dim. à 14 h. 30 : Paris Line.
OLYMPIA (742-35-49), 21 h. 30, mar. dim. à 14 h. 30 : Conférences des sorcières, magiciens et autres supposés de Satan.
THÉÂTRE DE LA PORTE SAINT-MARTIN (307-37-33) (C.), 20 h. 45 : Chants et danses des amazonnes.

Les cabarets

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (378-44-45), 21 h. mar. dim. à 15 h. 30 : Les 3000 ans de l'humanité.
DIX-NEUF (307-07-48), 22 h. : P. Font et P. Val.

Les cafés-théâtres

AU REC FIN (742-00-79) (D.), 20 h. 45 : N. Mons ; 22 h. 15 : Folie de Cayenne ; la Dégout ; Un mot pour un autre ; 24 h. : Electro Chant.
CAFÉ D'ORFÈVRE (332-13-88) (D.), 20 h. 45 : D. Phomme à l'honneur ; 22 h. 15 : Les Conclaves de l'espace ; 24 h. 30 : La Cuisine ; le Triangle ; 26 h. 45 : Je m'imagine pas ma vie demain ; 21 h. 45 : Pourquoi pas moi ?
COUR DES MIRACLES (549-83-00) (D.), 20 h. 45 : Pierre et Marc Jolivet ; 22 h. 15 : Émilie Brethes ; 24 h. 30 : Les 3000 ans de l'humanité ; 26 h. 45 : Je m'imagine pas ma vie demain ; 21 h. 45 : Pourquoi pas moi ?
LE FAMILIAL (331-69-16) (D.), 20 h. 45 : L'Orchestre ; Armistice au pont de Grenelle (jusqu'au 6) ; à partir du 7 : Théâtre de l'Écluse.
LE PETIT CASINO (747-62-75) (D.), 21 h. 15 : En échauffe - tu descends la poubelle ; 22 h. 15 : J.-C. Monteil.
LE SÉLÉNITE (332-33-14) (L.), 20 h. 45 : La Jaccarière ; 22 h. 15 : Poches-Poches ; 24 h. 30 : Dans un champ de pollen.
LA VEUVE RICHARD (748-97-03), 21 h. : La Roulotte de Louis XI.
LE SPLENDIDE à 21 h. 30 : Le Pot de terre contre la pot de vin.
THÉÂTRE DE L'ÉCLUSE (772-25-51), mar. j. v. à 21 h. : Les Dames de poésie.

La danse

(VOIR FESTIVALS.)
CENTRE MANARA (380-01-00), la 30 à 31 h. : Manara (réclat de Barbara Ruyssens).
RIOTIERA-OPERA (281-44-46), 21 h. (jusqu'au 30) : Musique et danse de l'Inde au Sud.
THÉÂTRE DES VARIÉTÉS-ÉLYSÉES (282-44-56), à partir du 6 à 20 h. 30 : Ballet du Nouveau Monde, de Caracas.

La cinématèque

CHATELLOT (704-24-34) :
MERCREDI 30 JUIN — 15 h. : *Le Pape du soleil*, de J. G. Cozzani ; 18 h. 30 : *En attendant le jour*, de K. Kuroki ; 20 h. 30 : *Shogun*, de T. von Starnberg ; 22 h. 30 : *Silence*, de T. Bresson (en présence de l'auteur).
JEUDI 1^{er} JUILLET — 15 h. : *Le Pape du soleil*, de J. G. Cozzani ; 18 h. 30 : *En attendant le jour*, de K. Kuroki ; 20 h. 30 : *Shogun*, de T. von Starnberg ; 22 h. 30 : *Silence*, de T. Bresson (en présence de l'auteur).
VENDESDI 2^e — 15 h. : *Le Pape du soleil*, de J. G. Cozzani ; 18 h. 30 : *En attendant le jour*, de K. Kuroki ; 20 h. 30 : *Shogun*, de T. von Starnberg ; 22 h. 30 : *Silence*, de T. Bresson (en présence de l'auteur).

Les exclusivités

ADRIEN MA JOLIE (A.) : Biarritz, 8 (732-69-28).
A NOUS LES PETITES ANGLAISES (Fr.) : Montparnasse 8, 8 (544-14-37).
L'APPRENTISSAGE DE DUDY (Fr.) : Montparnasse 8, 8 (544-14-37).
LA VEUVE RICHARD (748-97-03), 21 h. : La Roulotte de Louis XI.
LE SPLENDIDE à 21 h. 30 : Le Pot de terre contre la pot de vin.
THÉÂTRE DE L'ÉCLUSE (772-25-51), mar. j. v. à 21 h. : Les Dames de poésie.

CHANTONS SOUS L'OCCUPATION (Fr.) : Quintette, 5 (333-35-40).
COCHERET YU KONG DÉPLAÇA LES MONTAGNES (Fr.) : La Cité, 5 (331-90-40).
GLEN AND BRENDA (A. v.o.) : Olympie, 14 (732-67-43).
LE GRAND PAPA ROUN (Fr.) : Baummann, 8 (770-47-33).
MARBEUF 9 (225-47-10).
GUERRA CONJUGAL (Fr.) : U.G.C. Odéon, 8 (225-71-00).
HOLLYWOOD, HOLLYWOOD (Amér. v.o.) : U.G.C. Odéon, 8 (225-71-00).
LA MAISON D'ART 9 (225-47-10).
LE LOUATRE (Fr.) : Saint-Germain Village, 8 (333-61-50).
LA MAISON D'ART 9 (225-47-10).
LE LOUATRE (Fr.) : Saint-Germain Village, 8 (333-61-50).
LA MAISON D'ART 9 (225-47-10).
LE LOUATRE (Fr.) : Saint-Germain Village, 8 (333-61-50).

LES FILMS NOUVEAUX

LES ENFANTS DE CHOCOR, film franco-italien de D. Zuckerman : A.R.C. 2 (225-55-54), Biarritz, 8 (333-35-40), Marbury, 8 (333-35-40), Les Nations, 13 (343-04-67), Parvatis, 13 (331-35-40), Gaumont-Convention, 15 (333-35-40), Clichy-Pathé, 15 (333-35-40).
TAM-TAM, film français d'A. Arista : Olympia, 14 (732-67-43).
LE JARDIN DES ESPÉRANCES, film français de J. Robichon : Olympia, 14 (732-67-43).
ROBERTA, film américain de W. A. Seiter : Studio Galande, 8 (333-72-71), Macdonald, 15 (333-72-71).
PROSTITUTION, film français de J.-F. Davy : Olympia, 14 (732-67-43).
LA DERNIÈRE FEMME (Fr.) : Biarritz, 8 (732-69-28).
LE DIABLE AU CORPS (Fr.) : Biarritz, 8 (732-69-28).
LA DERNIÈRE FEMME (Fr.) : Biarritz, 8 (732-69-28).
LE DIABLE AU CORPS (Fr.) : Biarritz, 8 (732-69-28).

41-02 : Murat, 16 (225-99-75).
Paramount-Malliot, 17 (732-34-24).
GINA (Québ.) : La Cité, 5 (331-90-40).
GLEN AND BRENDA (A. v.o.) : Olympie, 14 (732-67-43).
LE GRAND PAPA ROUN (Fr.) : Baummann, 8 (770-47-33).
MARBEUF 9 (225-47-10).
GUERRA CONJUGAL (Fr.) : U.G.C. Odéon, 8 (225-71-00).
HOLLYWOOD, HOLLYWOOD (Amér. v.o.) : U.G.C. Odéon, 8 (225-71-00).
LA MAISON D'ART 9 (225-47-10).
LE LOUATRE (Fr.) : Saint-Germain Village, 8 (333-61-50).
LA MAISON D'ART 9 (225-47-10).
LE LOUATRE (Fr.) : Saint-Germain Village, 8 (333-61-50).

LUCIA ET LES GOUVERNEURS (L.) : v.o. : Quintette, 5 (333-35-40).
LA MAISON D'ART 9 (225-47-10).
LE LOUATRE (Fr.) : Saint-Germain Village, 8 (333-61-50).
LA MAISON D'ART 9 (225-47-10).
LE LOUATRE (Fr.) : Saint-Germain Village, 8 (333-61-50).
LA MAISON D'ART 9 (225-47-10).
LE LOUATRE (Fr.) : Saint-Germain Village, 8 (333-61-50).
LA MAISON D'ART 9 (225-47-10).
LE LOUATRE (Fr.) : Saint-Germain Village, 8 (333-61-50).

Paramount - Orféon, 14 (540-45-91).
Paramount-Montparnasse, 14 (540-45-91).
LA MAISON D'ART 9 (225-47-10).
LE LOUATRE (Fr.) : Saint-Germain Village, 8 (333-61-50).
LA MAISON D'ART 9 (225-47-10).
LE LOUATRE (Fr.) : Saint-Germain Village, 8 (333-61-50).
LA MAISON D'ART 9 (225-47-10).
LE LOUATRE (Fr.) : Saint-Germain Village, 8 (333-61-50).

LA MAISON D'ART 9 (225-47-10).
LE LOUATRE (Fr.) : Saint-Germain Village, 8 (333-61-50).
LA MAISON D'ART 9 (225-47-10).
LE LOUATRE (Fr.) : Saint-Germain Village, 8 (333-61-50).
LA MAISON D'ART 9 (225-47-10).
LE LOUATRE (Fr.) : Saint-Germain Village, 8 (333-61-50).
LA MAISON D'ART 9 (225-47-10).
LE LOUATRE (Fr.) : Saint-Germain Village, 8 (333-61-50).

SHAKESPEARE PAR L. OLIVIER (v.o.) : Studio Gît-le-Cœur, 8 (333-35-40).
W. ALLEN (v.o.) : Studio Logos, 5 (333-35-40).
VIVA ITALIA (v.o.) : Dragon, 8 (540-45-91).
LA MAISON D'ART 9 (225-47-10).
LE LOUATRE (Fr.) : Saint-Germain Village, 8 (333-61-50).

LA MAISON D'ART 9 (225-47-10).
LE LOUATRE (Fr.) : Saint-Germain Village, 8 (333-61-50).
LA MAISON D'ART 9 (225-47-10).
LE LOUATRE (Fr.) : Saint-Germain Village, 8 (333-61-50).
LA MAISON D'ART 9 (225-47-10).
LE LOUATRE (Fr.) : Saint-Germain Village, 8 (333-61-50).
LA MAISON D'ART 9 (225-47-10).
LE LOUATRE (Fr.) : Saint-Germain Village, 8 (333-61-50).

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles :
LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

CROC BLANC (D. v.o.) : U.G.C. Marbeuf, 9 (225-47-10).
LA DERNIÈRE FEMME (Fr.) : Biarritz, 8 (732-69-28).
LE DIABLE AU CORPS (Fr.) : Biarritz, 8 (732-69-28).

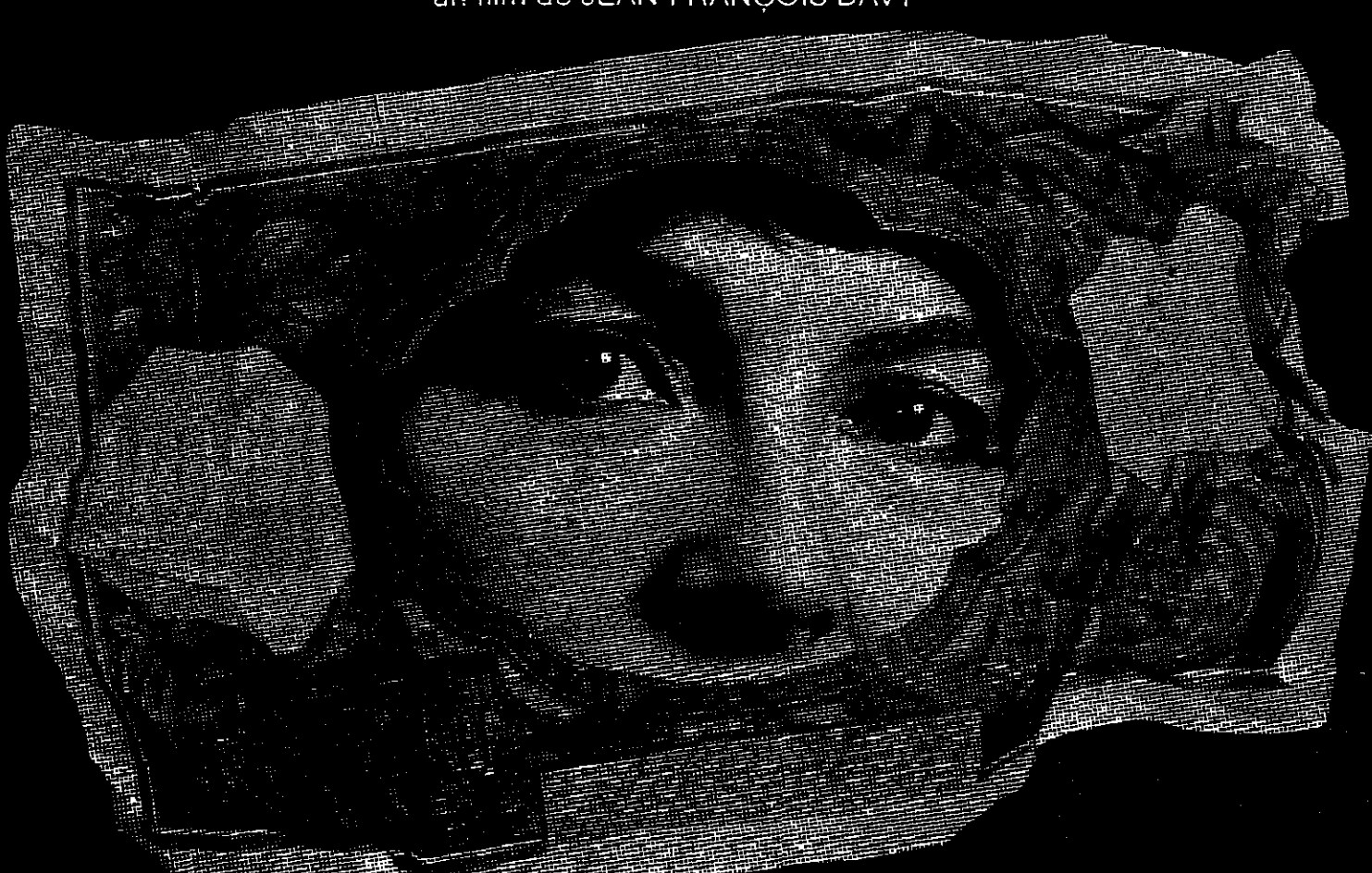
LA MAISON D'ART 9 (225-47-10).
LE LOUATRE (Fr.) : Saint-Germain Village, 8 (333-61-50).

LA MAISON D'ART 9 (225-47-10).
LE LOUATRE (Fr.) : Saint-Germain Village, 8 (333-61-50).

LA MAISON D'ART 9 (225-47-10).
LE LOUATRE (Fr.) : Saint-Germain Village, 8 (333-61-50).

SALLES CLIMATISÉES
BALZAC ÉLYSÉES - UGC MARBEUF (english subtitles) - MONT-PARNASSE BIENVENUE - CINÉMONDE OPÉRA - OMNIA BOULEVARDS - UGC ODÉON
3 SECRETAN - LIBERTÉ - 3 MURAT - UGC Gobelins - CLICHY PATHÉ - GAUMONT SUD

un film de JEAN-FRANÇOIS DAVY



PROSTITUTION

INTERDIT AUX MINEURS
CARREFOUR Pentin - ARTEL Villeneuve - ARTEL Rosny - ALPHA Argenteuil - ULIS 2 Orsay - RUEIL - UGC POISSY - DAME BLANCHE Garges-lès-Gonesse

MASSIO9
vitesse
250Km
à l'heure!

STUDIO GALANDE - Tél. 633-72-71
MAC-MADON - Tél. 380-24-81

Une réédition attendue
FRED ASTAIRE
et
GINGER ROGERS
dans
Roberta

75.10.1977

RADIO-TÉLÉVISION

BILAN D'UNE ANNÉE D'INVESTIGATIONS SUR LES ONDES

La majorité est trois fois plus citée que l'opposition affirme le comité «de gauche» présidé par Mme Edmonde Charles-Roux

Il y a un an, les partis signataires du programme commun décidèrent de créer un Comité pour le respect du droit à l'information radiotélévisée, présidé par Mme Edmonde Charles-Roux. Celui-ci a rendu public, ce mercredi 30 juin, le document de travail qui conclut à la «maîtrise du pouvoir audiovisuel» sur l'information radiotélévisée, radio-télévisée, chaînes nationales et postes privés confondus.

Durant les quatre premiers mois de 1976, le rapport des interventions opposition-majorité a été, en moyenne, de 1 à 3, estimant les auteurs de ce document dont nous publions ci-dessous les passages essentiels.

En créant, le 19 juin 1975, le Comité pour le respect du droit à l'information radiotélévisée, les trois partis de gauche signa-

taires du programme commun de gouvernement avaient pour objectif d'alerter les Français sur les manquements graves au droit d'information. Une année d'études et de travaux du Comité prouve que l'initiative était justifiée, confirme le bilan fondé des revendications formulées par le Comité lors de sa création.

Le respect du droit à l'information radiotélévisée répond à un besoin essentiel par des millions de Français (...).

Le programme commun de gouvernement notait dès 1973 que «radio et télévision constituent un instrument de propagande entre les mains du pouvoir, alors qu'elles devraient être au service de la nation...».

Au contraire, l'information se manifeste de façon uniforme, directement ou indirectement soumise au pouvoir (...).

Cette maîtrise du pouvoir audiovisuel s'explique par l'accroissement de la crise du système capitaliste et de ses structures. Il augmente ses pressions politiques et idéologiques et tente d'organiser une mise en condition de l'opinion.

Le droit à l'information et le droit d'information ne peuvent s'exercer que par la confrontation réelle des grands courants d'opinion, ainsi que des principales tendances de pensées de la nation et de ses régions. Cela suppose notamment qu'aucune sanction ou menace de sanction ne puisse frapper les journalistes de la radio et de la télévision pour les idées qu'ils sont conduits, en toute responsabilité, à exprimer sur les différentes chaînes où ils exercent (...).

Le Comité dénonce les interventions du pouvoir sous toutes ses formes dans l'exercice du métier de journaliste, comme en témoignent le système de nomination des directeurs de l'information dans les chaînes de radio et de télévision.

Le Comité dénonce l'ostracisme professionnel dont sont victimes les journalistes de gauche et qui va jusqu'à l'interdit frappant tous les journalistes à sensibilité communiste. L'action du Comité rejoint plus généralement les préoccupations des journalistes voulant travailler dans le respect des règles professionnelles, aujourd'hui et demain.

Il dénonce le monopole des éditeurs radiodiffusés qui détournent quotidiennement les journalistes comme autant de tribunes gouvernementales.

Reste plus que jamais valable l'exigence d'un véritable droit d'expression de l'opposition cha-

que fois que le président de la République ou le premier ministre s'adresse directement aux Français. La diffusion de quelques «Tribune libre» sur FR 3 et le rétablissement de «La parole est aux grands partis politiques» sur TF 1 et Antenne 2 (quatre émissions de quinze minutes par an et par parti) sont loin de rétablir l'équilibre de l'information (...).

DANS LE DOMAINE ÉCONOMIQUE, aucun des «grands dossiers» n'a été traité au fond devant les auditeurs et les téléspectateurs. Le sujet est soit passé sous silence, soit à peine traité, soit au contraire, présenté de telle façon que l'auditeur puisse croire qu'il est surinformé, alors qu'en réalité il se trouve profondément désinformé. Dans la totalité des cas, tout est fait pour que l'opinion publique ignore les propositions de la gauche.

DANS LE DOMAINE SOCIAL, radio et télévision font silence, sauf rares exceptions, sur cette partie sociale qui constitue quotidiennement pour plusieurs millions de femmes et d'hommes, le chômage, les expulsions, les accidents du travail.

Que nous apprennent sur les conditions d'existence de millions de travailleurs, qu'ils soient français ou immigrés ? (...)

DANS LE DOMAINE DES LIBERTÉS, radios et télévision ne soulèvent mot des atteintes aux libertés syndicales et individuelles quotidiennes dont sont victimes les travailleurs sur leurs lieux de travail. De plus, quand sortira-t-on de l'oubli tout ce qui touche aux milices patronales ?

Une commission des libertés siège à l'Assemblée nationale, où sont appelés à témoigner de hautes personnalités du monde politique, syndical, religieux, philosophique, scientifique, littéraire. Qu'en attend-on à la radio et à la télévision des travaux de cette commission? Qu'en dit-on dans les journaux radiotélévisés ? (...)

DANS LE DOMAINE DES RELATIONS ET REALITÉS INTERNATIONALES, les atteintes à l'équilibre de l'information sont aussi graves. Radio et télévision n'ont, par exemple, exposé que le point de vue gouvernemental sur la conférence dite Nord-Sud entre les pays développés et le tiers-monde, sans présenter les propositions des partis de gauche. La conférence mondiale de Kinshasa (Jamaique), qui consens le ralliement des thèses françaises aux thèses américaines, n'a pu donner lieu à aucun commentaire de la part de l'opposition (...).

TRIBUNES ET DÉBATS

MERCREDI 30 JUIN

M. Jean-Pierre Rausch, sénateur (C.D.P.) et maire de Metz, est l'invité de France-Inter, à 19 heures.

Le Centre des démocrates sociaux s'exprime à la tribune libre de FR 3, à 19 h. 40.

JEUDI 1^{er} JUILLET

M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, député (Réf.), Meurthe-et-Moselle, est l'invité de France-Inter à 13 heures, et M. Emile Muller, député (Réf.) du Haut-Rhin et maire de Mulhouse, à 19 heures.

Le Front progressiste s'exprime à la tribune libre de FR 3, à 19 h. 40.

M. François Mitterrand, premier secrétaire du parti socialiste, répond aux questions de Julien Besançon, Henri Marquet, Jacques Viller, Patrick Duhamel et Emmanuel de la Taille, pour le magazine «L'événement» sur TF 1, à 20 h. 30.

MERCREDI 30 JUIN

CHAÎNE I : TF 1

20 h. 30. Documentaire : Jean Vilar. «Une belle vie», réal. J. Rutman.

22 h. Documentaire : Les grandes énigmes (l'homme-poisson), de K. Clarke et N. Skrotzky, réal. Cl. Ozonberger.

22 h. 55. Journal.

CHAÎNE II : A 2

20 h. 35. Série : L'homme de fer ; 21 h. 35. Magazine d'actualité : C'est à dire, prés. J.-M. Cavada.

Grand télex : France-Suisse, premier prix de philosophie et de sciences économiques et sociales au concours général ; la retour à la terre n'est-il qu'un mythe ? La Cour des comptes.

23 h. Journal.

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30. Un film, un auteur : «Maison de poupée» de J. Losey (1973), avec J. Fonda, D. Warner, T. Howard, D. Seyrig, Ed. Fox.

22 h. 10. Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h. Poésie ; 20 h. 5. Récit : «Le Marquis de Sade», extraits de «La Philosophie dans le boudoir», de Justine ou les Malheurs de la vertu, de F. de La Rochefoucauld, par D. Leduc, M. Souchet, J.-P. Joris, réalisation A. Lenoir ; 21 h. 35. Musique de chambre (J. S. Bach, R. Schumann, L. Beethoven) ; 22 h. 15. La danse contemporaine, par C. Huchet, D. Doherty, L. Brunel ; 23 h. De la nuit ; 23 h. 50. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. Présentation de la soirée ; 20 h. 30. En direct de l'Auditorium 104 : «Le Conte d'Ory» (Roussin), par le nouvel orchestre philharmonique et chœur de Radio-France, direction J.-P. Marty, avec M. Mestral, M. Souchet, S. Nigoghossian, R. Massard ; 21 h. 35. Avec le groupe de recherches musicales de l'INA ; 24 h. Non écrites ; 1 h. 1 h. La mer.

JEUDI 1^{er} JUILLET

CHAÎNE I : TF 1

De 12 h. 30 à 20 h. Programme varié avec, à 15 h. et à 16 h. 50, les championnats internationaux de tennis de Wimbledon, et à 18 h. 50 et à 19 h. 45, le Tour de France cycliste.

20 h. 30. Magazine d'actualité : L'événement, prés. J. Besançon.

M. Mitterrand, premier secrétaire du parti socialiste, répond aux questions de la rédaction de TF 1 (voir tribunes et débats).

21 h. 30. Feuilleton : Sandokan ; 22 h. 30. Documentaire : «Le Marathon» de Cl. Confortes, réal. J. Audouin.

Épique musicale des trois derniers participants du marathon de Melbourne en 1976.

23 h. 55. Journal.

CHAÎNE II : A 2

De 13 h. 35 à 20 h. Programme ininterrompu avec, à 17 h. 45, l'actualité : la Fête de la Châlité, de J. Chardoux, réal. G. Verges, avec E. Feuilleux, J. Lalande, R. Cardona, M. Jacquemont.

22 h. 35. Variétés : Juke box ; 23 h. 25. Journal.

CHAÎNE III : FR 3

20 h. Série : Au fil du Rhône (Morgues).

20 h. 30 (R). Les grands noms de l'histoire du cinéma : «Crime et Châtiment», de P. Chenal (1935), avec P. Blanchard, H. Baur, M. Ozray, M. Geniat, A. Rignault (N).

22 h. 20. Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h. Poésie ; 20 h. 5. Nouveaux répertoires dramatiques : «Porc-Miss Julie», de H. Greer, adaptation R. Lumbert, avec F. Bergé, R. Massard, réalisation G. Peyron ; 21 h. 35. Variétés : «In Memoriam A. Huxley» ; «Trois pièces à capella» ; «Pater», «Ave», «Crucifixion» ; «Symphonie de printemps» ; 22 h. 30. Poésie, essai radiophonique ; 24 h. Non écrites ; 1 h. La cité.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. Présentation du concert ; 20 h. 30. Le nouvel orchestre philharmonique, direction G. Amy, et les chœurs et maîtres de Radio-France, avec les concours de S. Poole, interprétant Stravinski : «Le Roi des étoiles», «Messe», variétés : «In Memoriam A. Huxley» ; «Trois pièces à capella» ; «Pater», «Ave», «Crucifixion» ; «Symphonie de printemps» ; 22 h. 30. Poésie, essai radiophonique ; 24 h. Non écrites ; 1 h. La cité.

TV couleur Brandt :

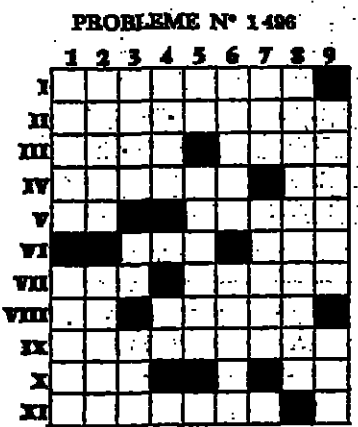
nouveau tube auto-convergent P.I.L. entièrement réglé une fois pour toutes. Maintenant, la couleur devient aussi sûre que le noir et blanc.

Brandt
électronique

pour ne pas se tromper.

AUJOURD'HUI

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT

I. Il faut y mettre le prix. — II. Préférer l'oreille. — III. Se détendre ; Passe à Périgueux. — IV. Sous les ponts de Paris ; D'une coupe comme forme depuis. — V. Symbole chimique ; Conque pour les petites tailles. — VI. Préfixe ; Fosse ou cri (inversé). — VII. Est entrainé, avec ses semblables, dans un mouvement descendant aux instants de confusion ; Ne fait pas honneur au chef qui l'accompagne. — VIII. Un entraîneur ; Paddock. — IX. Serait vraiment inconfortable pour des têtes à tête. — X. Cri ; Abréviation. — XI. Tiennent donc moins de place.

VERTICALEMENT

1. Plus elle est grosse, plus elle est sensible ; S'engage rarement dans les troupes d'élite. — 2. Le plus souvent voué à une tâche homicide ; Fricar. — 3. Résultat d'une apéritif ; Abréviation ; Fin de participation. — 4. Changement de timbre ; Abréviation. — 5. Ignore le Credo (épique) ; Écartée. — 6. Peut devenir mère sans conception ; Réval. — 7. Dure à cuire ; Tête. — 8. Amol ; Sa. — 9. Permettent de ménager des effets ; Réserve de tous.

Solution du problème n° 1486

Horizontalement
I. Gabelle. — II. Liane. — III. Frouse. — IV. Alze ; Saut. — V. CC ; Bé ; ML. — VI. total ; Gon. — VII. Uiles. — VIII. Uiles. — IX. Sessala. — X. Iran. — XI. Décalé.

Verticalement

1. Fracture. — 2. Abricot ; Cit (sous le pelage). — 3. Or ; Tin. — 4. Elme ; Aléa. — 5. Lis ; Eléa. — 6. Lasse ; Sauf. — 7. Exce ; Sire. — 8. Amol ; Sa. — 9. Scandale ; No.

GUY BROUÏT.

SITUATION LE 30-6-76 À 0 h GMT.



Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 1/10 de mm)

Zone de pluie ou neige ; Vaverses ; Orages ; Sens de la marche des fronts

Front chaud ; Front froid ; Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le mercredi 30 juin à 6 heures et le jeudi 1^{er} juillet à 6 heures :

L'anticyclone centré près de l'Islande, le 30 juin, à 6 heures, se déplace sans modification vers l'est. Le champ de pressions qui tendra à s'établir sur l'Europe occidentale et le proche-Atlantique entretiendra, sur la France, un renforcement de l'inséabilité orageuse et une extension progressive des orages vers le nord.

Jeudi 1^{er} juillet, il fera encore très chaud sur l'ensemble du pays, et les belles périodes orageuses resteront prédominantes dans la plupart des régions. Toutefois, les aurores d'été, qui se développent après-midi, seront plus nombreuses que les jours précédents, et des orages isolés décaleront, principalement sur les régions s'étendant des Pyrénées et du Midi méditerranéen à la Bretagne et à la Normandie. Ces orages pourront être localement violents, avec de la grêle et de fortes rafales de vent. Après leur passage, la température subira une hausse sensible mais temporaire.

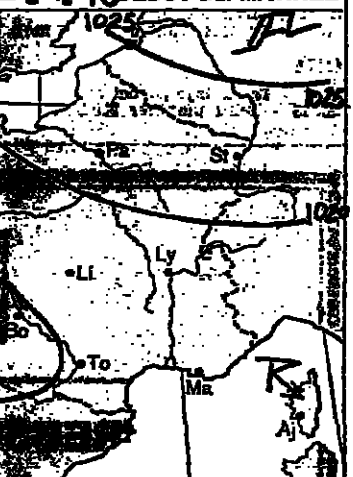
Températures de premier chiffre indiquées le maximum enregistré au cours de la journée du 29 juin ; le second, le maximum de la nuit du 29 au 30 ; le troisième, le minimum du 30 au 31 ; le quatrième, le minimum du 31 au 1^{er} juillet ; le cinquième, le maximum du 1^{er} juillet.

29 et 30 : Paris, 27 et 14 ; Clermont-Ferrand, 22 et 17 ; Dijon, 24 et 19 ; Grenoble, 31 et 14 ; Lille, 31 et 17 ; Lyon, 31 et 15 ; Marseille, 32 et 20 ; Nancy, 34 et 18 ; Nantes, 32 et 24 ; Nice, 28 et 20 ; Paris-Le Bourget, 34 et 20 ; Pau, 31 et 15 ; Perpignan, 29 et 18 ; Rennes, 36 et 19 ; Strasbourg, 34 et 19 ; Toulon, 36 et 22 ; Toulouse, 33 et 17 ; Poitiers-Puy, 30 et 24.

Températures relevées à Strasbourg, 29 et 18 ; à Bordeaux, 29 et 14 ; à Lyon, 32 et 22 ; à Berlin, 29 et 17 ; à Bonn, 22 et 14 ; à Bruxelles, 29 et 17 ; à Copenhague, 23 et 10 ; à Coppenhague, 24 et 11 ; à Genève, 30 et 15 ; à Londres, 31 et 15 ; à Madrid, 30 et 18 ; à Moscou, 30 et 10 ; à New-York, 28 et 21 ; à Palma-de-Majorque, 29 et 15 ; à Rome, 28 et 16 ; à Stockholm, 22 et 12.

MÉTÉOROLOGIE

PRÉVISIONS POUR LE 1-7-76 DÉBUT DE MATINÉE



Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 1/10 de mm)

Zone de pluie ou neige ; Vaverses ; Orages ; Sens de la marche des fronts

Front chaud ; Front froid ; Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le mercredi 30 juin à 6 heures et le jeudi 1^{er} juillet à 6 heures :

L'anticyclone centré près de l'Islande, le 30 juin, à 6 heures, se déplace sans modification vers l'est. Le champ de pressions qui tendra à s'établir sur l'Europe occidentale et le proche-Atlantique entretiendra, sur la France, un renforcement de l'inséabilité orageuse et une extension progressive des orages vers le nord.

Jeudi 1^{er} juillet, il fera encore très chaud sur l'ensemble du pays, et les belles périodes orageuses resteront prédominantes dans la plupart des régions. Toutefois, les aurores d'été, qui se développent après-midi, seront plus nombreuses que les jours précédents, et des orages isolés décaleront, principalement sur les régions s'étendant des Pyrénées et du Midi méditerranéen à la Bretagne et à la Normandie. Ces orages pourront être localement violents, avec de la grêle et de fortes rafales de vent. Après leur passage, la température subira une hausse sensible mais temporaire.

Températures de premier chiffre indiquées le maximum enregistré au cours de la journée du 29 juin ; le second, le maximum de la nuit du 29 au 30 ; le troisième, le minimum du 30 au 31 ; le quatrième, le minimum du 31 au 1^{er} juillet ; le cinquième, le maximum du 1^{er} juillet.

29 et 30 : Paris, 27 et 14 ; Clermont-Ferrand, 22 et 17 ; Dijon, 24 et 19 ; Grenoble, 31 et 14 ; Lille, 31 et 17 ; Lyon, 31 et 15 ; Marseille, 32 et 20 ; Nancy, 34 et 18 ; Nantes, 32 et 24 ; Nice, 28 et 20 ; Paris-Le Bourget, 34 et 20 ; Pau, 31 et 15 ; Perpignan, 29 et 18 ; Rennes, 36 et 19 ; Strasbourg, 34 et 19 ; Toulon, 36 et 22 ; Toulouse, 33 et 17 ; Poitiers-Puy, 30 et 24.

Températures relevées à Strasbourg, 29 et 18 ; à Bordeaux, 29 et 14 ; à Lyon, 32 et 22 ; à Berlin, 29 et 17 ; à Bonn, 22 et 14 ; à Bruxelles, 29 et 17 ; à Copenhague, 23 et 10 ; à Coppenhague, 24 et 11 ; à Genève, 30 et 15 ; à Londres, 31 et 15 ; à Madrid, 30 et 18 ; à Moscou, 30 et 10 ; à New-York, 28 et 21 ; à Palma-de-Majorque, 29 et 15 ; à Rome, 28 et 16 ; à Stockholm, 22 et 12.

A l'écoute des bulletins

Ceci est un constat brut. Il est établi à partir de l'écoute régulière de nombreux journaux régionaux d'information radiotélévisée diffusés par les émetteurs nationaux ou privés : Europe 1 (13 h. et 19 h.), R.T.L. (13 h. et 18 h. 30), France-Inter (13 h. et 19 h.), TF 1 (13 h. et 20 h.), A 2 (20 h. et 21 h.).

Pour la majorité, sont prises en compte toutes les interventions à l'antenne ou à l'écran, par interviews ou par déclarations, du président de la République, des membres du gouvernement et de toutes les personnalités politiques, parlementaires ou non, s'exprimant au nom de l'U.N.R., des R.D., du C.D.S., du parti radical et du M.D.S.F. Pour l'opposition, toutes les interventions (interviews ou déclarations des dirigeants, intervenants, parlementaires ou non, s'exprimant au nom du P.C.F., du M.R.G. et du P.S.).

Ce constat ne prétend pas à la rigueur mathématique absolue, et la marge d'erreur humaine s'applique d'ailleurs, dans un sens ou dans l'autre, aussi bien à l'opposition qu'à la majorité.

Sur quatre points, le rapport des interventions opposition-majorité est en moyenne de 1 à 3. Cet écart serait sans doute plus important encore si l'on avait pris en compte les interventions des journaux régionaux.

Les membres du comité d'entreprise d'Europe 1 ont été informés, mardi 29 juin, de la nomination de M. Pierre Bellemare au poste de directeur général adjoint, chargé de la coordination des programmes et de la promotion de la station. Celle-ci demeure sous l'autorité de M. Jean-Luc Lagardère, qui prend le titre, depuis le 1^{er} juillet, de directeur général.

La compétence de M. Bellemare, qui prendra ses nouvelles fonctions le 1^{er} septembre, ne s'étend pas cependant au secteur des informations. M. Etienne Mougeotte demeure le responsable.

En 1929 à Boulogne-Billancourt, M. Pierre Bellemare a participé, dans les années 1935, au lancement d'Europe 1 et s'est révélé comme un animateur dans l'émission « Vous êtes formidable ».

En 1935, il est aussi l'homme des jeux : « Tête-à-tête », « La tête et les jambes », « Pas une seconde à perdre », « Pôles », « Les informations », « La caméra invisible ». Il vient de publier un ouvrage, les Douze extraordinaires, inspiré d'une de ses émissions.

Sur France-Inter et TF 1

M. GEORGES MARCHAIS
A PU RÉPONDRE AUX ATTAQUES
DE M. PONIAKOWSKI

France-Inter et TF 1 ont diffusé, mardi 29 juin, la réponse que M. Georges Marchais avait été autorisé à faire à la suite de déclarations de M. Michel Poniatowski évoquant « les sautes de vin » que toucherait le parti communiste (le Monde des 19 mai et 18 juin). Le secrétaire général du parti communiste français a déclaré :

« La suite des déclarations que j'ai faites personnellement et avec le parti dont je suis le secrétaire général du scandale des pots-de-vin distribués par les sociétés pétrolières, le ministre de l'Intérieur a cru devoir porter atteinte à mon honneur, à ma réputation de citoyen, aux intérêts moraux dont je suis porteur. »

« Son attaque contre moi est d'autant plus infamante que chacun sait que je suis étranger à toute affaire de corruption politique comme à tout autre scandale. »

« D'ailleurs, chacun sait également que j'ai déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale une proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le scandale pétrolier. »

« De même, j'ai maintes fois proposé la constitution d'une telle commission sur l'origine des ressources des partis politiques. »

« Je constate que M. Poniatowski et ses amis — n'ont jusqu'ici accepté ni l'une ni l'autre de ces propositions. »

CAPELOU
TOUT CE QUI
SE TRANSFORME
EN LIT



DUCAL
EXPOSITION ET DEMONSTRATION
CAPÉLOU distributeur

MAGASIN DE VENTE
37, Av. de la République
PARIS 10^e — Métro : PARMENTIER
Tél. 357.48.35-1

Médecine

Pharmacie

• Préparation scientifique des bacheliers A, B, C, D, E, F, G, H, I, J, K, L, M, N, O, P, Q, R, S, T, U, V, W, X, Y, Z, et des autres périodes chimiques septennaires.

• Enseignement annuel de soutien parallèle à la P.C. par C.H.U.

• Année préparatoire pour les bacheliers A et B.

CEPES

Groupement des Professeurs
37, rue Charles-Laffitte, 92 MEUDON
Tél. 722.84.84 et 745.04.15

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 30 juin 1976 :

UN DÉCRET

Approuvant le cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés d'exploitation de chauffage, avec petit section des installations, passés au nom de l'Etat.

UN ARRÊTÉ

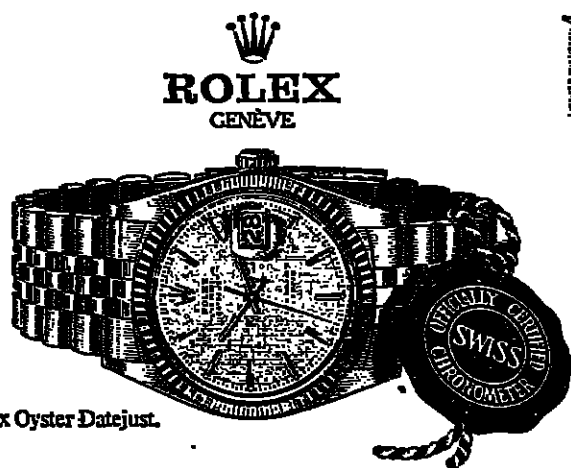
Modifiant un précédent arrêté relatif aux conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique.

SUR LA CÔTE D'AZUR CLIMAT ACTUEL IDEAL 25°
DU GRAND-HOTEL DU CAP-FEDROT
 en bord de mer
 Soleil et brise marine rivalisent pour la réussite de vos vacances ☎ 93/01-04-54

Elle a supporté les épreuves de l'inquisition helvétique: la Datejust de Rolex.

Comme toutes les Rolex Oyster, la Datejust porte un titre très recherché, décerné avec circonspection par le Bureau Suisse de contrôle officiel: le titre de "Chronomètre". Ce titre, obtenu après de

très sévères épreuves qui ne durent pas moins de 15 jours et 15 nuits, vous assure qu'en toutes circonstances votre Rolex continuera à vous donner l'heure exacte. Imperturbablement.



Documentation sur demande à S.A.F. des Montres Rolex, 18, avenue de la Grande-Armée, 75017 PARIS.

des soldes à la folie DE TOUT POUR TOUS

	Prix de vente	Prix soldé
Pantalon cuir	400 F	150 F
Monteau	1100 F	450 F
Salle basque	7100 F	5950 F
Disque		moins 75 %
Cafetière	145 F	90 F
Chemise	149 F	49 F
Sac à roulettes	42 F	35 F
Table 130 x 70 en loup	2200 F	1350 F
Cravates soie les 3	105 F	35 F
Robe longue voile	240 F	180 F



la braderie de paris

DU 25 JUIN
 AU 4 JUILLET 76
 DE 11 A 22 H
 ENTRÉE : 6 F

avec R.T.L.

LENTILLES DE CONTACT: des millions d'utilisateurs conquis. Pourquoi pas vous?

Ne dites plus "je n'ose pas": des millions de personnes dans le monde ont depuis longtemps renoncé à porter des lunettes et adopté les lentilles de contact. Ne dites plus "ce n'est pas pour moi": chez YSOPTIC, il existe toute une gamme de lentilles de contact spéciales pour yeux sensibles. Ne dites pas "lesquelles choisir?": chez YSOPTIC, des spécialistes vous conseilleront les lentilles de contact qui répondent le mieux à votre cas et vous garantiront une accommodation rapide et une tolérance parfaite. Venez faire un essai. Gratuitement.



YSOPTIC
 30, Bd Malesherbes - 75008 PARIS
 Tél. : 522.15.52

Documentation et liste des correspondants français et étrangers sur demande.

CARNET

Naissances

M. Michel Bégon et Mme. née Marie-Josée Biquin, Bégon et Biquin, ont la joie de faire part de la naissance de Laurence, le 18 juin 1976.

M. Jean-Michel Girardin et Mme. née Anne-Françoise Masquel, Jean-Cyrille et Anne, sont heureux de faire part de la naissance de Philippe, le 24 juin 1976, 4, avenue Georges-Mandel, 75015 Paris.

Mariage

Béatrice Shalit et Armand Fougère-Lavergne ont, le 24 juin 1976, célébré dans l'intimité de leur mariage, à l'église de la Madeleine, 75001 Paris.

Décès

Nelly-sur-Seine, Athènes. Vassio Devet et sa famille, ont la grande douleur de faire part du décès, à l'âge de soixante-cinq ans, de

Mme Marie DEVEZEL, leur mère, grand-mère, parente et amie, survenue à Athènes, le 28 juin. Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale, le 29 juin 1976, 4, rue Drouot, Athènes (Grèce).

M. et Mme Henri Mitterrand, Marie-Hélène et Jacques-Olivier Mitterrand, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Joseph MITTERRAND, née Edith Danguaier, leur mère et grand-mère, survenue le 25 juin 1976, à Avallon, 4, rue Cail, 89410 Saint-Maurice.

Vault-de-Luzay, 89200 Avallon.

Celine. Odile MOUTERDE, dix-neuf ans, que vous avez connue et aimée, est morte accidentellement en montagne, le 25 juin 1976.

M. et Mme Paul Moutarde, Mme Jacques Deries, ses grands-parents, Philippe et Bernadette Moutarde, Pierre et Rachel, Bémy et Florence, Christine-Sophie, Odile Cambusat, sa marraine, Xavier Fontoyron, son parrain, ses compagnons de cordée, sa famille.

Tous ses amis lui ont dit un dernier adieu et ont partagé leur espérance dans la foi, dans la simplicité de la montagne à Saint-Colomban-des-7-Villards (Savoie), le lundi 28 juin 1976.

Philippe Moutarde, 8, montée Victor-Bugo, 89000 Cahuzac.

A L'HOTEL DROUOT

A DROUOT RIVE GAUCHE
 Gare d'Orsay - 7, quai Anatole-France

Jeu

EXPOSITION

S. 1 - Livr., lithos, sculptures.
 S. 14 - Exposition d'Art Moderne
 Orient et Extrême-Orient.
 S. 15 - Succès. Tabl. tr. beau mob.

VENTE

S. 8 - Tabl., bijoux, bel ameublem.
 S. 19 - Beau mobilier XVIII^e.

Mme Pierre Bana, sa sœur, M. Robert Bana, son neveu, Mlle Suzanne Bana, ont la douleur de faire part du décès de Geneviève RIBEROLLES, survenue accidentellement le 12 juin. Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité à Houx (Eure-et-Loir). Une messe sera célébrée en l'église de la chapelle Saint-Marc, 23, boulevard de l'Hôpital, 75015 Paris, le 24 juin 1976.

M. et Mme Robert Verret, leurs enfants et petit-fils, M. et Mme Jean Le Quenne et leurs enfants, M. et Mme Pierre Verreille et leurs enfants, M. Henri Le Quenne, Mlle Geneviève Le Quenne, ont la douleur de faire part du décès, survenu à Orléans, le 24 juin 1976, de

Mme SAINT-AMANT LE QUENNE, née Elisabeth Balfourier, munie des sacrements de l'Eglise, à l'âge de quatre-vingt-trois ans, 3, avenue de Wiclit, 45000 Orléans.

Mme Marie DEVEZEL, leur mère, grand-mère, parente et amie, survenue à Athènes, le 28 juin. Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale, le 29 juin 1976, 4, rue Drouot, Athènes (Grèce).

M. et Mme Henri Mitterrand, Marie-Hélène et Jacques-Olivier Mitterrand, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Joseph MITTERRAND, née Edith Danguaier, leur mère et grand-mère, survenue le 25 juin 1976, à Avallon, 4, rue Cail, 89410 Saint-Maurice.

Vault-de-Luzay, 89200 Avallon.

Celine. Odile MOUTERDE, dix-neuf ans, que vous avez connue et aimée, est morte accidentellement en montagne, le 25 juin 1976.

M. et Mme Paul Moutarde, Mme Jacques Deries, ses grands-parents, Philippe et Bernadette Moutarde, Pierre et Rachel, Bémy et Florence, Christine-Sophie, Odile Cambusat, sa marraine, Xavier Fontoyron, son parrain, ses compagnons de cordée, sa famille.

Tous ses amis lui ont dit un dernier adieu et ont partagé leur espérance dans la foi, dans la simplicité de la montagne à Saint-Colomban-des-7-Villards (Savoie), le lundi 28 juin 1976.

Philippe Moutarde, 8, montée Victor-Bugo, 89000 Cahuzac.

Celine. Odile MOUTERDE, dix-neuf ans, que vous avez connue et aimée, est morte accidentellement en montagne, le 25 juin 1976.

M. et Mme Paul Moutarde, Mme Jacques Deries, ses grands-parents, Philippe et Bernadette Moutarde, Pierre et Rachel, Bémy et Florence, Christine-Sophie, Odile Cambusat, sa marraine, Xavier Fontoyron, son parrain, ses compagnons de cordée, sa famille.

Tous ses amis lui ont dit un dernier adieu et ont partagé leur espérance dans la foi, dans la simplicité de la montagne à Saint-Colomban-des-7-Villards (Savoie), le lundi 28 juin 1976.

Philippe Moutarde, 8, montée Victor-Bugo, 89000 Cahuzac.

Celine. Odile MOUTERDE, dix-neuf ans, que vous avez connue et aimée, est morte accidentellement en montagne, le 25 juin 1976.

M. et Mme Paul Moutarde, Mme Jacques Deries, ses grands-parents, Philippe et Bernadette Moutarde, Pierre et Rachel, Bémy et Florence, Christine-Sophie, Odile Cambusat, sa marraine, Xavier Fontoyron, son parrain, ses compagnons de cordée, sa famille.

Tous ses amis lui ont dit un dernier adieu et ont partagé leur espérance dans la foi, dans la simplicité de la montagne à Saint-Colomban-des-7-Villards (Savoie), le lundi 28 juin 1976.

Philippe Moutarde, 8, montée Victor-Bugo, 89000 Cahuzac.

Celine. Odile MOUTERDE, dix-neuf ans, que vous avez connue et aimée, est morte accidentellement en montagne, le 25 juin 1976.

M. et Mme Paul Moutarde, Mme Jacques Deries, ses grands-parents, Philippe et Bernadette Moutarde, Pierre et Rachel, Bémy et Florence, Christine-Sophie, Odile Cambusat, sa marraine, Xavier Fontoyron, son parrain, ses compagnons de cordée, sa famille.

Tous ses amis lui ont dit un dernier adieu et ont partagé leur espérance dans la foi, dans la simplicité de la montagne à Saint-Colomban-des-7-Villards (Savoie), le lundi 28 juin 1976.

Philippe Moutarde, 8, montée Victor-Bugo, 89000 Cahuzac.

Celine. Odile MOUTERDE, dix-neuf ans, que vous avez connue et aimée, est morte accidentellement en montagne, le 25 juin 1976.

M. et Mme Paul Moutarde, Mme Jacques Deries, ses grands-parents, Philippe et Bernadette Moutarde, Pierre et Rachel, Bémy et Florence, Christine-Sophie, Odile Cambusat, sa marraine, Xavier Fontoyron, son parrain, ses compagnons de cordée, sa famille.

Tous ses amis lui ont dit un dernier adieu et ont partagé leur espérance dans la foi, dans la simplicité de la montagne à Saint-Colomban-des-7-Villards (Savoie), le lundi 28 juin 1976.

Philippe Moutarde, 8, montée Victor-Bugo, 89000 Cahuzac.

Celine. Odile MOUTERDE, dix-neuf ans, que vous avez connue et aimée, est morte accidentellement en montagne, le 25 juin 1976.

M. et Mme Paul Moutarde, Mme Jacques Deries, ses grands-parents, Philippe et Bernadette Moutarde, Pierre et Rachel, Bémy et Florence, Christine-Sophie, Odile Cambusat, sa marraine, Xavier Fontoyron, son parrain, ses compagnons de cordée, sa famille.

Tous ses amis lui ont dit un dernier adieu et ont partagé leur espérance dans la foi, dans la simplicité de la montagne à Saint-Colomban-des-7-Villards (Savoie), le lundi 28 juin 1976.

Philippe Moutarde, 8, montée Victor-Bugo, 89000 Cahuzac.

Celine. Odile MOUTERDE, dix-neuf ans, que vous avez connue et aimée, est morte accidentellement en montagne, le 25 juin 1976.

M. et Mme Paul Moutarde, Mme Jacques Deries, ses grands-parents, Philippe et Bernadette Moutarde, Pierre et Rachel, Bémy et Florence, Christine-Sophie, Odile Cambusat, sa marraine, Xavier Fontoyron, son parrain, ses compagnons de cordée, sa famille.

Tous ses amis lui ont dit un dernier adieu et ont partagé leur espérance dans la foi, dans la simplicité de la montagne à Saint-Colomban-des-7-Villards (Savoie), le lundi 28 juin 1976.

Philippe Moutarde, 8, montée Victor-Bugo, 89000 Cahuzac.

Celine. Odile MOUTERDE, dix-neuf ans, que vous avez connue et aimée, est morte accidentellement en montagne, le 25 juin 1976.

M. et Mme Paul Moutarde, Mme Jacques Deries, ses grands-parents, Philippe et Bernadette Moutarde, Pierre et Rachel, Bémy et Florence, Christine-Sophie, Odile Cambusat, sa marraine, Xavier Fontoyron, son parrain, ses compagnons de cordée, sa famille.

Tous ses amis lui ont dit un dernier adieu et ont partagé leur espérance dans la foi, dans la simplicité de la montagne à Saint-Colomban-des-7-Villards (Savoie), le lundi 28 juin 1976.

Soutenances de thèses

DOCTORAT D'ÉTAT
 Samedi 3 juillet, à 14 h. 30, université de Bordeaux-II, amphithéâtre 200 (Bordeaux - III).
 Mme Béatrice Lévy: « La classe de français: une éducation sentimentale? »

Visites et conférences

JEUDI 1^{er} JUILLET

VISITES GUIDÉES ET PROMENADES. - Musée national de la Préhistoire, 15 h. 30, place Roger-Le Vannier, Montmorency. Mme Bachelier: « Montmorency 2 ».

15 h. 30, entrée du musée, grille d'honneur, pont de Saint-Clément. Mme Bachelier: « Le quartier de la Préhistoire ».

15 h. 30, rue Saint-Martin, Mme Pajot: « Le quartier de la Préhistoire ».

15 h. 30, rue Saint-Martin, Mme Pajot: « Le quartier de la Préhistoire ».

15 h. 30, rue Saint-Martin, Mme Pajot: « Le quartier de la Préhistoire ».

15 h. 30, rue Saint-Martin, Mme Pajot: « Le quartier de la Préhistoire ».

15 h. 30, rue Saint-Martin, Mme Pajot: « Le quartier de la Préhistoire ».

15 h. 30, rue Saint-Martin, Mme Pajot: « Le quartier de la Préhistoire ».

15 h. 30, rue Saint-Martin, Mme Pajot: « Le quartier de la Préhistoire ».

15 h. 30, rue Saint-Martin, Mme Pajot: « Le quartier de la Préhistoire ».

15 h. 30, rue Saint-Martin, Mme Pajot: « Le quartier de la Préhistoire ».

15 h. 30, rue Saint-Martin, Mme Pajot: « Le quartier de la Préhistoire ».

15 h. 30, rue Saint-Martin, Mme Pajot: « Le quartier de la Préhistoire ».

15 h. 30, rue Saint-Martin, Mme Pajot: « Le quartier de la Préhistoire ».

15 h. 30, rue Saint-Martin, Mme Pajot: « Le quartier de la Préhistoire ».

15 h. 30, rue Saint-Martin, Mme Pajot: « Le quartier de la Préhistoire ».

15 h. 30, rue Saint-Martin, Mme Pajot: « Le quartier de la Préhistoire ».

15 h. 30, rue Saint-Martin, Mme Pajot: « Le quartier de la Préhistoire ».

15 h. 30, rue Saint-Martin, Mme Pajot: « Le quartier de la Préhistoire ».

15 h. 30, rue Saint-Martin, Mme Pajot: « Le quartier de la Préhistoire ».

15 h. 30, rue Saint-Martin, Mme Pajot: « Le quartier de la Préhistoire ».

15 h. 30, rue Saint-Martin, Mme Pajot: « Le quartier de la Préhistoire ».

15 h. 30, rue Saint-Martin, Mme Pajot: « Le quartier de la Préhistoire ».

15 h. 30, rue Saint-Martin, Mme Pajot: « Le quartier de la Préhistoire ».

15 h. 30, rue Saint-Martin, Mme Pajot: « Le quartier de la Préhistoire ».

15 h. 30, rue Saint-Martin, Mme Pajot: « Le quartier de la Préhistoire ».

15 h. 30, rue Saint-Martin, Mme Pajot: « Le quartier de la Préhistoire ».

15 h. 30, rue Saint-Martin, Mme Pajot: « Le quartier de la Préhistoire ».

15 h. 30, rue Saint-Martin, Mme Pajot: « Le quartier de la Préhistoire ».

15 h. 30, rue Saint-Martin, Mme Pajot: « Le quartier de la Préhistoire ».

15 h. 30, rue Saint-Martin, Mme Pajot: « Le quartier de la Préhistoire ».

15 h. 30, rue Saint-Martin, Mme Pajot: « Le quartier de la Préhistoire ».

15 h. 30, rue Saint-Martin, Mme Pajot: « Le quartier de la Préhistoire ».

15 h. 30, rue Saint-Martin, Mme Pajot: « Le quartier de la Préhistoire ».

15 h. 30, rue Saint-Martin, Mme Pajot: « Le quartier de la Préhistoire ».

15 h. 30, rue Saint-Martin, Mme Pajot: « Le quartier de la Préhistoire ».

15 h. 30, rue Saint-Martin, Mme Pajot: « Le quartier de la Préhistoire ».

15 h. 30, rue Saint-Martin, Mme Pajot: « Le quartier de la Préhistoire ».

PRESSE

M. ROBERT SALMON FAIT SES ADIEUX AUX LECTEURS DE « FRANCE-SOIR »

M. Robert Salmon expose, dans les éditions de France-Soir datées du 1^{er} juillet, les raisons de son départ.

Après avoir évoqué les difficultés de la presse en 1976, il écrit: « Pour survivre, l'association avec un groupe capitaliste s'imposait. Pierre Lacroix et moi-même avons la chance de rencontrer en Robert Meunier du Housay, président de la

Librairie Hachette, le partenaire idéal. Pendant vingt-cinq ans, France-Soir et les autres journaux publiés par notre société France-Éditions et Publications, c'est-à-dire le Journal du dimanche, l'Écho et France-Dimanche, ont pu vivre dans une parfaite autonomie.

« Aujourd'hui prévalent dans le groupe Hachette des tendances centralisatrices. Le différend qui s'en est ensuivi risquait de priver nos journaux d'un conflit de droits, fondé sur un conflit de loyauté, qui avait été poussé jusqu'au plan judiciaire, aurait entraîné, dans les conditions de crise financière qu'il connaît actuellement, la perte d'un groupe de presse qui demeure le premier. Il sera donc tranché par arbitrage. »

Après la prise de contrôle du groupe France-Soir par la librairie Hachette en 1974, M. Robert Salmon, un des fondateurs de Défense de la France, était resté président du conseil de gérance de la société éditrice, et, à ce titre, directeur de la publication du quotidien de la rue Réaumur.

La transformation de la société France-Éditions et Publications en une société anonyme, présidée par M. Dominique Ferry, a entraîné un grave conflit et, lors de la récente assemblée générale, les représentants du groupe Hachette ont été élus administrateurs par 15 286 voix, M. Robert Salmon n'ayant recueilli que 3 871 voix.

L'arbitrage auquel se réfère M. Robert Salmon a déjà fait l'objet d'un compromis qui règle les conditions de son départ.

On sait en outre, que la librairie Hachette négocie actuellement la vente de France-Soir à un groupe représenté par M. Paul Winkler.

● Changements à « Paris - Normandie ». - L'assemblée générale extraordinaire de la Société normande de presse républicaine, qui édite le quotidien Paris-Normandie, s'est tenue à Rouen le 29 juin et a décidé de transformer les structures de l'entreprise. De la société anonyme à conseil de surveillance et directeur, elle devient une S.A. à conseil d'administration. Celui-ci a désigné M. Raoul Leprieux président-directeur général et M. Daniel Georges et Bernard Wolf directeurs généraux. Le conseil d'administration est notamment composé de M. Robert Hénault, qui était auparavant président du conseil de surveillance, de M. Ralf Canu, ancien membre du conseil, et de M. Jorrel, directeur du Hapra-Press. Trois représentants du comité d'entreprise appartiennent, avec voix consultative, à ce conseil.

● L'assemblée générale extraordinaire de la Société normande de presse républicaine, qui édite le quotidien Paris-Normandie, s'est tenue à Rouen le 29 juin et a décidé de transformer les structures de l'entreprise. De la société anonyme à conseil de surveillance et directeur, elle devient une S.A. à conseil d'administration. Celui-ci a désigné M. Raoul Leprieux président-directeur général et M. Daniel Georges et Bernard Wolf directeurs généraux. Le conseil d'administration est notamment composé de M. Robert Hénault, qui était auparavant président du conseil de surveillance, de M. Ralf Canu, ancien membre du conseil, et de M. Jorrel, directeur du Hapra-Press. Trois représentants du comité d'entreprise appartiennent, avec voix consultative, à ce conseil.

● L'assemblée générale extraordinaire de la Société normande de presse républicaine, qui édite le quotidien Paris-Normandie, s'est tenue à Rouen le 29 juin et a décidé de transformer les structures de l'entreprise. De la société anonyme à conseil de surveillance et directeur, elle devient une S.A. à conseil d'administration. Celui-ci a désigné M. Raoul Leprieux président-directeur général et M. Daniel Georges et Bernard Wolf directeurs généraux. Le conseil d'administration est notamment composé de M. Robert Hénault, qui était auparavant président du conseil de surveillance, de M. Ralf Canu, ancien membre du conseil, et de M. Jorrel, directeur du Hapra-Press. Trois représentants du comité d'entreprise appartiennent, avec voix consultative, à ce conseil.

● L'assemblée générale extraordinaire de la Société normande de presse républicaine, qui édite le quotidien Paris-Normandie, s'est tenue à Rouen le 29 juin et a décidé de transformer les structures de l'entreprise. De la société anonyme à conseil de surveillance et directeur, elle devient une S.A. à conseil d'administration. Celui-ci a désigné M. Raoul Leprieux président-directeur général et M. Daniel Georges et Bernard Wolf directeurs généraux. Le conseil d'administration est notamment composé de M. Robert Hénault, qui était auparavant président du conseil de surveillance, de M. Ralf Canu, ancien membre du conseil, et de M. Jorrel, directeur du Hapra-Press. Trois représentants du comité d'entreprise appartiennent, avec voix consultative, à ce conseil.

● L'assemblée générale extraordinaire de la Société normande de presse républicaine, qui édite le quotidien Paris-Normandie, s'est tenue à Rouen le 29 juin et a décidé de transformer les structures de l'entreprise. De la société anonyme à conseil de surveillance et directeur, elle devient une S.A. à conseil d'administration. Celui-ci a désigné M. Raoul Leprieux président-directeur général et M. Daniel Georges et Bernard Wolf directeurs généraux. Le conseil d'administration est notamment composé de M. Robert Hénault, qui était auparavant président du conseil de surveillance, de M. Ralf Canu, ancien membre du conseil, et de M. Jorrel, directeur du Hapra-Press. Trois représentants du comité d'entreprise appartiennent, avec voix consultative, à ce conseil.

● L'assemblée générale extraordinaire de la Société normande de presse républicaine, qui édite le quotidien Paris-Normandie, s'est tenue à Rouen le 29 juin et a décidé de transformer les structures de l'entreprise. De la société anonyme à conseil de surveillance et directeur, elle devient une S.A. à conseil d'administration. Celui-ci a désigné M. Raoul Leprieux président-directeur général et M. Daniel Georges et Bernard Wolf directeurs généraux. Le conseil d'administration est notamment composé de M. Robert Hénault, qui était auparavant président du conseil de surveillance, de M. Ralf Canu, ancien membre du conseil, et de M. Jorrel, directeur du Hapra-Press. Trois représentants du comité d'entreprise appartiennent, avec voix consultative, à ce conseil.

● L'assemblée générale extraordinaire de la Société normande de presse républicaine, qui édite le quotidien Paris-Normandie, s'est tenue à Rouen le 29 juin et a décidé de transformer les structures de l'entreprise. De la société anonyme à conseil de surveillance et directeur, elle devient une S.A. à conseil d'administration. Celui-ci a désigné M. Raoul Leprieux président-directeur général et M. Daniel Georges et Bernard Wolf directeurs généraux. Le conseil d'administration est notamment composé de M. Robert Hénault, qui était auparavant président du conseil de surveillance, de M. Ralf Canu, ancien membre du conseil, et de M. Jorrel, directeur du Hapra-Press. Trois représentants du comité d'entreprise appartiennent, avec voix consultative, à ce conseil.

● L'assemblée générale extraordinaire de la Société normande de presse républicaine, qui édite le quotidien Paris-Normandie, s'est tenue à Rouen le 29 juin et a décidé de transformer les structures de l'entreprise. De la société anonyme à conseil de surveillance et directeur, elle devient une S.A. à conseil d'administration. Celui-ci a désigné M. Raoul Leprieux président-directeur général et M. Daniel Georges et Bernard Wolf directeurs généraux. Le conseil d'administration est notamment composé de M. Robert Hénault, qui était auparavant président du conseil de surveillance, de M. Ralf Canu, ancien membre du conseil, et de M. Jorrel, directeur du Hapra-Press. Trois représentants du comité d'entreprise appartiennent, avec voix consultative, à ce conseil.

● L'assemblée générale extraordinaire de la Société normande de presse républicaine, qui édite le quotidien Paris-Normandie, s'est tenue à Rouen le 29 juin et a décidé de transformer les structures de l'entreprise. De la société anonyme à conseil de surveillance et directeur, elle devient une S.A. à conseil d'administration. Celui-ci a désigné M. Raoul Leprieux président-directeur général et M. Daniel Georges et Bernard Wolf directeurs généraux. Le conseil d'administration est notamment composé de M. Robert Hénault, qui était auparavant président du conseil de surveillance, de M. Ralf Canu, ancien membre du conseil, et de M. Jorrel, directeur du Hapra-Press. Trois représentants du comité d'entreprise appartiennent, avec voix consultative, à ce conseil.

● L'assemblée générale extraordinaire de la Société normande de presse républicaine, qui édite le quotidien Paris-Normandie, s'est tenue à Rouen le 29 juin et a décidé de transformer les structures de l'entreprise. De la société anonyme à conseil de surveillance et directeur, elle devient une S.A. à conseil d'administration. Celui-ci a désigné M. Raoul Leprieux président-directeur général et M. Daniel Georges et Bernard Wolf directeurs généraux. Le conseil d'administration est notamment composé de M. Robert Hénault, qui était auparavant président du conseil de surveillance, de M. Ralf Canu, ancien membre du conseil, et de M. Jorrel, directeur du Hapra-Press. Trois représentants du comité d'entreprise appartiennent, avec voix consultative, à ce conseil.

● L'assemblée générale extraordinaire de la Société normande de presse républicaine, qui édite le quotidien Paris-Normandie, s'est tenue à Rouen le 29 juin et a décidé de transformer les structures de l'entreprise. De la société anonyme à conseil de surveillance et directeur, elle devient une S.A. à conseil d'administration. Celui-ci a désigné M. Raoul Leprieux président-directeur général et M. Daniel Georges et Bernard Wolf directeurs généraux. Le conseil d'administration est notamment composé de M. Robert Hénault, qui était auparavant président du conseil de surveillance, de M. Ralf Canu, ancien membre du conseil, et de M. Jorrel, directeur du Hapra-Press. Trois représentants du comité d'entreprise appartiennent, avec voix consultative

M. ROBERT SALMON
FAIT SES ADIEUX AUX LECTEURS
DE « FRANCE SOIR »

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
Offres d'emploi "Placards encadrés"	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
Achat-Vente-Location	26,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux

un RESPONSABLE SOFTWARE

qui aura pour rôle de créer et diriger un groupe d'assistance Software.

IL DEVRA AVOIR :

- une solide expérience technique, de préférence software système sur mini-ordinateur, pour s'adapter rapidement à nos matériels et assurer une certaine assistance technique.
- Une expérience réelle de direction d'une équipe tant sur le plan personnel (recrutement, salaires, développement de carrière) que sur le plan organisationnel (définition et négociation des objectifs, des ressources, planification des activités).
- Une parfaite maîtrise de la langue anglaise écrite et parlée.

DIGITAL EQUIPMENT FRANCE - Direction du Personnel
18, rue Sarrien - Zone Sille - Cédex L. 225 - 94553 RUNGIS

Notre Société gère, pour le compte d'Associations Professionnelles, des services de gestion destinés aux entreprises moyennes.

Elle recherche à LYON un ATTACHÉ COMMERCIAL

Dynamisme et sens de la proposition et de la vente sont indispensables. Une expérience récente des contacts à haut niveau serait appréciée. Rémunération de base 54.000 F + intéressement donnant accès à une situation de...

100.000 F +

Adresser C.V. manuscrit daté à n° 7 89333 M. REGIS-PESSIER, 35 rue de la République, 69001 LYON, qui transmettra.

Société des Compresseurs LUCHARD

recherche pour

MELUN, LYON et TOULOUSE

3 ingénieurs

technico-commercial

Directement rattachés au Directeur Régional, ces jeunes collaborateurs doivent posséder une formation BREVETÉ - VOLT - 100 F ou EQUIVALENT. Il faut avoir 2 à 3 ans de pratique et de maîtrise dans la vente de matériels industriels ou biens d'équipement (une expérience des compresseurs d'air ou d'installations d'air comprimé serait vivement appréciée). Une très bonne pratique de l'anglais est exigée. Bon climat de travail - Promotion possible. Plus 1-traitement - 1-volonté.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions sous référence 205 en précisant la ville choisie à SODEL - 23 rue de la Seine, 75008 PARIS.

LABORATOIRE PHOTOGRAPHIQUE recherche pour ANNECY un jeune ingénieur en informatique industrielle

(Électronique et Automatismes)

1 à 3 ans d'expérience en mini-ordinateur. Formation type A & M, INSA ou équivalent. Anglais nécessaire, allemand souhaité. Dans un premier temps, il optimise le fonctionnement de mini calculateurs de fabrication et développe l'utilisation d'un ordinateur de process control disponible pour l'ensemble de la production. Après avoir réussi ces missions et assimilé la technologie de la profession, ses qualités humaines lui permettant d'assumer des responsabilités de production.

Si vous êtes intéressé par ce poste adressez votre C.V. et vos prétentions à réf. 6611 à

INFO-CONSEIL

28, rue Paul Chenavard 69001 Lyon

ENTREPRISE FOUGEROLLE CONSTRUCTION

recherche

pour son Agence de TOULOUSE

INGÉNIEURS ET TECHNICIENS

pour :
— ÉTUDES DE PRIX
— TRAVAUX.

Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions sous référence 280, 5, avenue Mirande-Sauvignier, 78160 VELIZY-VILLACOUBLAY.

ALUMINIUM PECHINEY

recherche

JEUNES CADRES ADMINISTRATIFS

Débutants ou ayant déjà 2 ou 3 ans d'expérience. Formation supérieure, administrative, économique, juridique ou sociale.

Dans un premier temps ils occuperont les fonctions d'adjoint au Chef des Services Administratifs et du Personnel d'une des usines de la Société en Province.

Après quelques années d'expérience ils pourront se voir confier la responsabilité des services administratifs et du Personnel d'une des usines ou être orientés vers d'autres fonctions.

Larges possibilités d'évolution de carrière dans le cadre du Groupe.

Adresser CV détaillé à DRP-ALUMINIUM PECHINEY-23, rue Batzac-75008 PARIS.

HYPERMARCHÉ BAGG-SUD (STRASBOURG)

offre une situation de

RESPONSABLE DES SERVICES GÉNÉRAUX

Adjoint du directeur du magasin, ce cadre aura la responsabilité d'un ensemble de services en particulier : caisse, entretien, décoration, surveillance, etc. représentant un effectif total d'environ 150 personnes.

Il participera, de façon étroite, à l'activité commerciale de l'hypermarché.

Ce poste de haut niveau nécessite une solide formation générale, le sens de l'organisation et du commandement, ainsi qu'une bonne connaissance des problèmes de relations humaines.

Une expérience professionnelle ayant comporté des responsabilités effectives, de commandement et d'organisation est nécessaire.

Poste susceptible d'évoluer dans le cadre de l'expansion de la Société.

Adresser demande manuscrite avec C.V., photo et prétentions à M. BARRAT, Directeur du Personnel, Société Alsacienne de Supermarchés, 117 A, route des Romains, 67200 STRASBOURG.

L'Association des Clubs et Équipes de Prévention Arrière

recherche

un jeune ingénieur

ou technicien

ou technicien

ou technicien

ou technicien

ou technicien

ou technicien

ou technicien

ou technicien

ou technicien

ou technicien

ou technicien

ou technicien

ou technicien

ou technicien

ou technicien

ou technicien

ou technicien

ou technicien

ou technicien

ou technicien

ou technicien

ou technicien

ou technicien

ou technicien

ou technicien

ou technicien

ou technicien

offres d'emploi

analyste programmeur

de devenir Adjoint au chef du service informatique.

L'homme que nous recherchons justifie d'une expérience d'au moins 4 années, acquise dans un service informatique. Il sera familiarisé avec l'analyse d'applications informatiques de gestion.

Il devra concevoir les études informatiques et en assurer la programmation. Une connaissance des problèmes d'exploitation ainsi que celle du matériel H.B. G. 55 serait appréciée.

Son sens de l'autorité et de la délégation faciliteront sa réussite à ce poste.

Les candidats intéressés adresseront leur C.V. avec niveau actuel de rémunération sous référence 71930 à HAVAS CONTACT, 156, bd Haussmann, 75008 PARIS.

offres d'emploi

UN ADJOINT DU CHEF DU SERVICE CONTENTIEUX

Il aura à assurer une activité administrative de contrôle et de suivi des comptes clients et l'animation d'une équipe d'inspecteurs de contentieux.

Son rôle sera actif vis à vis des clients et nécessite autant de dynamisme que de sens de la négociation.

Les candidats doivent avoir une expérience des activités de services et une aptitude au commandement certain.

Des connaissances juridiques seraient appréciées.

Si vous répondez à ces critères écrivez en envoyant C.V., photo, références et prétentions sous n° 76.071 à :

CAPIC 18, rue Volney 75002 PARIS

AMP DE FRANCE

CHEF DE SERVICE COMMERCIAL TELECOM

Pital d'un important Groupe international, nous sommes spécialisés dans le domaine de la connexion électrique.

Le poste offert est un poste-clé de notre entreprise. C'est pourquoi nous recherchons un véritable manager, à la fois homme de vente et de marketing, pour prendre en charge notre département Télécom.

Pour ce faire, vous serez bien sûr responsable de la politique et de la stratégie commerciale mais également de l'animation de l'équipe de vente. Votre formation d'ingénieur ou équivalent nous intéresse mais votre expérience de manager nous paraît primordiale.

L'anglais est notre langue de travail. Nous mettrons tout en œuvre pour réunir ensemble.

Merci d'envoyer votre C.V. sous référence 3210 à :

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE
6-8, RUE DE LA ROSIERE
75015 PARIS

à qui nous avons confié cette recherche.

responsable commercial

pour la promotion d'un ensemble de produits de gestion de production pour les industries mécanique, électrique et électronique.

Ce poste convient à une personne ayant une grande autonomie, des aptitudes commerciales et le goût du travail en équipe.

Expérience technique ou commerciale des problèmes des ateliers et de la production.

Envoyer C.V. à SESA, Direction du Personnel, 20, rue Jean-Jaurès, 82800 PUTEAUX.

TRÈS IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE SERVICES

leader français dans son activité

Jeune Chef de Publicité

HOMME ou FEMME
30 ans minimum

Possédant une expérience de 4 à 5 ans en Agence, ayant eu la responsabilité de budgets importants.

Lieu de travail : OUEST PARIS

Env. C.V. manuscrit et n° de tél. sous n° 65.783 à CONTESSÉ Pub., 20, av. Opéra, 75040 Paris cedex 01 qui transmettra.

CREUSOT-LOIRE

recherche pour
Service EXPORTATION
ROTATIVES OFFSET

CADRE TECHNICO-COMMERCIAL

Il sera chargé de visiter régulièrement la clientèle étrangère avec l'appui d'un réseau d'agents locaux.

Le candidat retenu devra avoir une bonne connaissance des techniques et matériels d'imprimerie ainsi qu'une expérience des négociations commerciales à un niveau élevé.

Le poste est basé à Paris et implique de nombreux déplacements.

Connaissance de l'anglais indispensable. Allemand ou autre langue étrangère appréciée.

Ecrire avec C.V. et présent. Soc. Recrutement des Cadres, 15, rue Pasquier, 75008 PARIS

Très important Groupe Immobilier

recherche

JEUNE CADRE COMMERCIAL

Il assistera le Responsable du Service dans les domaines suivants :

- Mise en place de la commercialisation des programmes de logements ;
- Recrutement des vendeurs, organisation et animation des bureaux de vente ;
- Relations avec les Agences de Publicité ;
- Suivi et régularisation des ventes.

Cette mission conviendrait à un jeune diplômé d'une école de commerce.

Lieu de travail : PARIS.
Stage de formation assuré sur le terrain.

PRÉSENCE DE FONCTION : 1^{er} SEPTEMBRE.

Ecrire sous la référence CEMOR (à mentionner sur l'enveloppe), à :

EMPLOIS et CARRIÈRES
30 rue Verneil 75008 PARIS

Société d'Édition et de Distribution

filiale d'un Groupe international

recherche

POUR SON DÉPARTEMENT VENTE PAR CORRESPONDANCE (PARIS SUD)

RESPONSABLE ÉTUDES ET STATISTIQUES

- Il prendra en charge les études et recherches en marketing (statistiques, études de rentabilité, tests, etc.)

- Nous souhaitons un candidat de formation scientifique, possédant environ deux ans d'expérience dans les études de marketing.

Une expérience en V.P.C. serait très appréciée.

Merci d'envoyer votre candidature avec C.V. et prétentions sous référence 419 à SWEETS, S.P. 269 - 75242 Paris cedex 08.

BANQUE DE L'UNION EUROPÉENNE

recherche pour sa
DIRECTION
DES RELATIONS INTERNATIONALES

CADRE EXPERIMENTE

qui sera chargé du montage et de la négociation des CREDITS ACHETEUR, en relations avec les fournisseurs et les autorités françaises compétentes en matière de crédits export.

PROFIL RECHERCHÉ :

- formation supérieure
- expérience bancaire de quelques années, comportant une bonne maîtrise des problèmes de crédits export, et notamment de crédits acheteur
- anglais indispensable.

Envoyer C.V. manuscrit + photo au Chef du Personnel « Recrutement Cadres » Banque de l'Union Européenne, 4, rue Gaillon, 75008 PARIS CEDEX 02

Les conséquences de la sécheresse qui touche à présent les deux tiers du territoire français et commence à s'étendre à la plupart des pays d'Europe occidentale, préoccupent les responsables agricoles et les professionnels. En France, où les pouvoirs publics ont mis sur pied avec l'aide des organisations professionnelles et de l'armée un plan « paillie » destiné à assurer l'approvisionnement des éleveurs les plus touchés, les cris d'alarme se multiplient. Le Centre national des jeunes agriculteurs demande au gouvernement de décider des « mesures exceptionnelles » et des aides financières importantes pour les jeunes agriculteurs en difficulté (prise en charge dès à présent des annuités de prêts). Les chambres d'agriculture ont décidé de réunir, le 21 juillet, en session extraordinaire, tous les pré-

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

LE MONDE — 1^{er} juillet 1976 — Page 25

L'INQUIÉTUDE GRANDIT CHEZ LES ÉLEVEURS EUROPÉENS, PREMIÈRES VICTIMES DE LA PERSISTANCE DE LA SÉCHERESSE

Les conséquences de la sécheresse qui touche à présent les deux tiers du territoire français et commence à s'étendre à la plupart des pays d'Europe occidentale, préoccupent les responsables agricoles et les professionnels. En France, où les pouvoirs publics ont mis sur pied avec l'aide des organisations professionnelles et de l'armée un plan « paillie » destiné à assurer l'approvisionnement des éleveurs les plus touchés, les cris

d'alarme se multiplient. Le Centre national des jeunes agriculteurs demande au gouvernement de décider des « mesures exceptionnelles » et des aides financières importantes pour les jeunes agriculteurs en difficulté (prise en charge dès à présent des annuités de prêts). Les chambres d'agriculture ont décidé de réunir, le 21 juillet, en session extraordinaire, tous les pré-

sidents des chambres départementales afin d'étudier les conséquences de sa sécheresse. Le MODEF (Mouvement de défense des exploitants familiaux) estime pour sa part que le Parlement ne doit pas partir en vacances sans avoir décidé « des mesures immédiates et substantielles » en faveur des agriculteurs sinistrés, et demande que les troupeaux des régions les plus touchées puissent paître dans les forêts domaniales.

CANICULE ET « LEOCULE »

Le mot « canicule » a été donné par les anciens au moment de l'année où le lever de Sirius, l'étoile la plus brillante de la constellation du Grand Chien (Canis Major en latin), coïncidait avec le lever du soleil. À l'époque, ce phénomène se produisait vers le 21 juin, c'est-à-dire en même temps que le solstice d'été marquant le début de la saison chaude. Ces jours de « canicule » étaient alors, au point de vue des Romains sacrés, alors un chien roux.

Depuis deux à trois mille ans, la précession des équinoxes a fait se déplacer le lever héliaque de Sirius. Actuellement, le lever de Sirius coïncide avec le lever du soleil vers le 22 août. Nous ne devons donc pas parler aujourd'hui de canicule.

Un astronome de l'observatoire de Paris, M. Pierre Kohler, nous fait remarquer que, en bonne logique, la « canicule » devrait maintenant s'appeler « leocule », du soleil coïncidant avec le lever de la constellation du Lion (« Leo » en latin).

En France, l'armée participera au plan d'approvisionnement en fourrage

« La situation actuelle ne peut être réglée qu'avec l'aide de l'armée », a déclaré M. Bonnet, ministre de l'Agriculture, mardi 30 juin, au cours d'une conférence de presse. L'objectif premier du gouvernement a été de « sauver ce qui peut l'être du cheptel » et de donner l'approvisionnement en paille et en fourrage des exploitations dans les régions sinistrées. Un accord conclu, le mardi 30 juin, entre M. Bonnet et M. Yvon Bourges, ministre de la Défense nationale, prévoit que la demande des pailles et des fourrages ainsi que leur transport des régions sinistrées vers les zones d'élevage, il ne sera facturé aux agriculteurs que les frais d'essence et de gasoil utilisés. En outre, M. Bourges donnera des instructions pour que les permis de transport des pailles et des fourrages soient délivrés sans délai.

Les reports d'incorporation des agriculteurs et des fils d'agriculteurs sont accordés avec « beaucoup de libéralisme ». Enfin, M. Bonnet a annoncé que des « mesures exceptionnelles » seront prises pour les jeunes agriculteurs en difficulté (prise en charge dès à présent des annuités de prêts). Les chambres d'agriculture ont décidé de réunir, le 21 juillet, en session extraordinaire, tous les pré-

Le Centre national des jeunes agriculteurs demande au gouvernement de décider des « mesures exceptionnelles » et des aides financières importantes pour les jeunes agriculteurs en difficulté (prise en charge dès à présent des annuités de prêts). Les chambres d'agriculture ont décidé de réunir, le 21 juillet, en session extraordinaire, tous les pré-

Ruée sur l'or vert en Normandie

Avec la sécheresse le foin est devenu d'or. En Seine-Maritime, un groupe d'agriculteurs apprendant qu'un « gros » du Vexin, M. Loobuyck, avait acheté près d'Yvetot 92 hectares de foin sur pied (soit de 230 à 400 tonnes selon le rendement) pour le revendre, du moins en partie, ont voulu intervenir pour moraliser la transaction et faire en sorte qu'elle profite à ceux qui, dans la région, en avaient le plus besoin. Ils ont fait appel à la fédération départementale des syndicats d'exploitants et à son président, M. Ledru, qui convoqua ses troupes sur le terrain pour le lundi matin à 10 heures.

En dépit du désaccord manifesté par M. Loobuyck, 250 tonnes de foin environ étaient réparties mardi soir entre les éleveurs les plus touchés du département. Le foin a été acheté sur la base de 600 francs la tonne. M. Loobuyck, de son côté, estime qu'il lui revenait à 800 francs la tonne, mais les éleveurs contestent son calcul.

De notre correspondant

Rouen. — Deux heures de discussions sous un soleil d'été. Les hommes suent à grosses gouttes sous leur mouchoir serré sur les cheveux. Prévenus par téléphone, les paysans sont venus par petits groupes à Allouville-Bellefleur, près d'Yvetot.

Une meule de foin, aujourd'hui, provoque une véritable ruée. C'est l'or vert. Dans la vallée de la Seine, à quelques kilomètres de là, les éleveurs en sont réduits à couper les branches des arbres pour nourrir les vaches, même si, à l'initiative de quelques-uns, un chantier d'ensilage de blé a démarré pour secourir les plus déshérités. Alors, 92 hectares de foin, ça laisse songeur.

Ce matin-là, une centaine d'agriculteurs entouraient donc M. Loobuyck, qui déjà avait commencé à revendre une partie des 92 hectares de foin qu'il venait d'acheter.

« Nous pensons que le foin qui reste peut être vendu à 500 francs la tonne à ceux qui en ont le plus besoin », estime M. Ledru, le responsable agricole du département de Seine-Maritime, qui parle de solidarité. M. Loobuyck refuse. La ton monte. M. Ledru renouvelle sa proposition :

« Je vous réponds non. — Et moi je vous dis que je regrette, mais ça va se passer comme ça. — Je ferais venir un huissier pour faire constater qu'on ne vole mon foin. — On vous l'achètera. Et pourquoi dans les transactions précédentes avez-vous demandé à être payé en liquide ? — Pour mes ouvriers ; ils veulent du liquide. — Un autre intervient : « Nous on pose un problème moral ; vous en faites un problème financier. »

M. Loobuyck s'en va. Dix minutes passent. Le soleil tape encore plus fort mais, curieusement, les esprits se refroidissent plutôt. Mieux, les agriculteurs révisent leur prix en hausse.

« On en veut 200 tonnes à 600 francs la tonne. » La discussion s'enlève. Finalement M. Ledru et sa centaine de paysans estiment l'affaire réglée. Que M. Loobuyck le veuille ou non, ils lui achèteront son foin à 600 francs la tonne.

« On organise l'enlèvement ; on désigne des responsables pour le pont-bascule, pour le paiement, pour l'entrée dans la pièce de terre. Un piquet de surveillance est mis en place en attendant le début de l'opération. — Où va-t-on, mais où va-t-on ? murmure M. Loobuyck. C'est un précédent extraordinaire : c'est le kolkhoïze que vous préparez. On veut un bon émissaire. Du foin il s'en vend partout à 1 000 ou 1 200 francs la tonne. C'est au niveau national de décider. — La solidarité, c'est la base qui la fait », lui est-il répondu. Le lendemain matin, deux ouvriers de gendarmerie boitent l'entrée du champ. Un huissier est également là à la demande de M. Loobuyck, qui veut renégocier le prix de la vente. Mais en vain. Pour que les tonnages chargés soient correctement recensés, les gendarmes exigent pour chaque véhicule un ticket de bascule indiquant le poids à vide de la remorque, non sans jeter aussi un œil scrupuleux sur l'équipement des attelages.

Bien qu'il y ait moins de bras le mardi pour charger le foin que le lundi pour le revendiquer, au cours de la journée plus d'une quarantaine de tracteurs tournent dans le piquet, emportent 57 tonnes pour les gars de la vallée de la Seine, une cinquantaine pour ceux de Caudebec, et une centaine pour ceux des environs d'Yvetot, soit un peu plus qu'il n'était prévu...

JACQUES GRALL.

Les pays voisins très inégalement touchés

Les agriculteurs français ne sont pas seuls à criser sous un ciel torride. La plupart des pays d'Europe occidentale sont touchés, bien qu'inégalement, par la sécheresse.

■ EN BELGIQUE, la situation désempare l'agriculture s'il ne pleut pas au lendemain du week-end », a expliqué M. Lavens, ministre de l'Agriculture, la semaine passée. Il a précisé que la situation est particulièrement inquiétante pour les producteurs de lait. L'alliance agricole a lancé un appel au gouvernement pour demander des mesures d'urgence, notamment l'approvisionnement des exploitations en fourrage et en eau, l'acoolation des paiements des primes pour les zones défavorisées, le soutien des prix du marché bovin et des facilités de crédits pour permettre aux agriculteurs de surmonter la catastrophe économique.

■ EN ALLEMAGNE FEDERATION, la Fédération des agriculteurs a lancé un ultimatum au gouvernement, lui demandant de venir en aide aux exploitants et de l'achèter le foin de chèvres et de moutons encore pendant une semaine. Les nouvelles les plus alarmantes viennent essentiellement de deux régions : la première comprend le bassin occidental du

De nos correspondants

Rhin, la région du Main et s'étend jusqu'en Sarre ; la seconde est la Franconie, au nord-ouest de la Bavière. Dans cette région, la récolte des betteraves à sucre s'annonce particulièrement mauvaise. La situation des éleveurs est également préoccupante : la récolte de foin a diminué de moitié et, faute de fourrage vert, certaines exploitations ont déjà dû brouter une partie de leur cheptel, ce qui a provoqué une légère baisse des cours de la viande.

Par contre, à l'échelon national, la production céréalière, bien qu'atteinte dans les deux régions critiques, ne devrait pas beaucoup diminuer, les pluies, en effet, ont été abondantes dans la Schleswig-Holstein, autre « grenier » de la R.F.A.

■ EN SUISSE, l'agriculture est particulièrement éprouvée. « Chaque jour de beau temps qui s'écoule est un pas vers la catastrophe », estime la division fédérale de l'agriculture. Les récoltes de foin ont diminué, selon les régions, de 30 % à 70 % par rapport à l'année dernière. Les récoltes de céréales sont également menacées. De nombreux paysans ont commencé à faire abattre une partie de leur bétail. Dans certaines régions, on tente d'envoyer des bêtes dans la

montagne où il est encore possible de les abreuver et de les nourrir. La baisse des prix du bétail provoque de vives critiques des agriculteurs vis-à-vis du gouvernement, auquel ils demandent d'arrêter les importations de viande et de déclarer certaines régions zones sinistrées. Diverses cultures sont également menacées, comme la pomme de terre, dont la récolte pourrait diminuer de moitié par rapport à une année normale.

■ EN ITALIE, les effets de la sécheresse commencent à se faire sentir dans la plus grande partie du pays. En Lombardie, l'association des éleveurs estime à un million le nombre de têtes de bétail actuellement menacées. Bien que les éleveurs soient difficiles, les agriculteurs s'attendent à une baisse de la production de céréales, de fourrage, de lait et de viande, qui entraînerait pour l'agriculture des pertes s'élevant à des dizaines de milliards de lires.

■ EN ESPAGNE, l'agriculture est gravement touchée. Dans la région de Salamanque (Léon), les récoltes de céréales sont détruites, les pertes étant évaluées à 18 milliards de pesetas (112 millions de francs). Dans la province de Tolède, les rivières et les puits sont à sec, de nombreuses cultures ont été détruites et les pertes sont évaluées à 4 milliards de pesetas (26 millions de francs).

■ EN GRANDE-BRETAGNE, enfin, le problème de ravitaillement en eau n'a pas encore atteint un seuil critique, bien que certaines régions connaissent actuellement quelques problèmes, en particulier le sud du Yorkshire, le Lincolnshire, le Northamptonshire, et partiellement le sud-ouest de l'Angleterre. Pour l'agriculture le problème reste localisé : les terres sablonneuses du sud de l'Angleterre sont plus touchées que les autres et certaines récoltes de céréales de printemps pourraient, si la sécheresse se maintient, être compromises. En revanche, les récoltes de céréales d'hiver, de betteraves, de pommes de terre et de légumes, devraient atteindre des niveaux exceptionnellement élevés.

UNE DURE JOURNÉE POUR E.D.F.

La journée du 30 juin risque d'être difficile pour E.D.F. Jusqu'à présent, l'établissement public a pu faire face à la demande, en réduisant la tension du courant distribué, en utilisant les retenues des lacs de montagne et en important du courant de l'étranger (1 000 mégawatts). Ces deux derniers jours étant fériés en Espagne et en Italie, cette opération a été facilitée. Mais le travail a repris ce 30 juin dans ces deux pays et les responsables d'E.D.F. s'inquiètent et n'excluent pas des coupures pendant cette journée.

À compter du 1^{er} juillet, la fermeture de certaines usines aidant, la situation devrait s'améliorer. On reste cependant prudent à E.D.F. Il suffirait, en effet, qu'un groupe de 800 mégawatts tombe en panne pour entraîner des coupures. L'entreprise nationale d'enlèvement des déchets n'envoie pas dans l'immédiat de rétroaction la tension du courant à son niveau antérieur. Ce relèvement pourrait intervenir autour du 15 juillet.

L'ANTI-CLUB

Nos petits groupes de 15 personnes maximum vous permettent de découvrir en profondeur

L'AFGHANISTAN

La vie des steppes 20j. 3.980F
Sur les pas des Kouchis 18j. 4.680F
La route du centre 22j. 4.970F
Du Khyber à l'Indus millénaire (Pakistan) 20j. 5.420F

AIR ALLIANCE

4, rue de la Chapelle 75001 Paris
3 bis, rue de Valenciennes 75005 Paris
Tél. 263.14.53 à 4.1.69 325.76.25
ou chez votre agent de voyages

Nom _____

Adresse _____

Code Postal _____

Ville _____

Veuillez recevoir gratuitement votre brochure. L.A. 744

UN NOUVEL HOTEL ★★★★★

A MARSEILLE MARIGNANE



sofitel
jacques borel

180 chambres climatisées et insonorisées, restaurants, piscine, sauna, tennis, salons de réunions et de réceptions équipés en matériel audiovisuel, à l'aéroport près des avions qui arrivent et près de ceux qui partent.

Sofitel Jacques Borel 13700 Marignane -
Tél (91) 89.91.02. Télax 401.980.

RESERVATION CENTRALE PARIS
TEL 657.11.43 TELEX 200.432.

Le Syndicat National des Représentants Négociateurs invite cordialement tous les négociateurs immobiliers à participer à son assemblée générale et réunion d'information qui aura lieu le **MARDI 6 JUILLET à 19 h.** au siège, 64, rue Talhouk, Paris (8^e), 4^e étage (U.C.T.).

LE ROY
carte V
104 CHAMPELISES
11 bd du Palais • 147 r. de Rennes

RUEIL MALMAISON
2 petits immeubles 19 rue Pierre Brassolette

Le calme
Les jardins
Le centre ville
Le RER

Il reste quelques beaux appartements de 2-3 et 4 pièces (chauffage individuel au gaz)
— Remise des clés: Été 1976
— Prix fermes et définitifs à la réservation

Appartement témoin ouvert sur place
TOUS LES JOURS (sauf mardi) de 14 h 30 à 18 h 30



PROMEX
65 rue Rennequin 75017 Paris. Tél. 755.82.10

Nos services étudieront avec vous tous les aspects de votre problème de financement.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

AGRICULTURE

M. MAFFRE-BAUGÉ DÉMISSIONNE DE LA PRÉSIDENCE DE LA FÉDÉRATION DES PRODUCTEURS DE VINS DE TABLE.

Les représentants des organisations de viticulteurs du Midi ont quitté l'Office interprofessionnel des vins de table lors de la réunion du mardi 29 juin, comme le leur avait conseillé le Comité d'action viticole du Midi (le *Mondia* du 30 juin). Ils entendent ainsi protester contre l'incapacité de cet organisme à régler la crise.

Les dirigeants viticoles avaient déjà menacé de quitter l'Office si les négociations n'apportaient pas leur engagement de stocker, de 4 à 5,5 millions d'hectolitres sur les 12,6 millions qui resteront dans les chais du Languedoc-Roussillon en fin de campagne.

« Malgré le départ des représentants de la viticulture, l'action de l'Office du vin sera poursuivie », affirme le ministre de l'Agriculture dans un communiqué. Ainsi, le retrait du marché de 4 millions d'hectolitres (par une distillation et par un stockage des négociants) sera-t-il organisé « aux conditions prévues ». Les autres opérations en cours de l'Office (versement de la prime de qualité aux viticulteurs par exemple) seront « menées à bien ».

MM. Emmanuel Maffre-Baugé et Jean-Baptiste Benet, deux des principaux dirigeants du Midi viticole, ont décidé de démissionner de leurs mandats nationaux de président et de secrétaire général de la Fédération nationale des producteurs de vins de table.

EMPLOI

LA RECONVERSION DU GROUPE BOUSSAC DANS LES VOSGES

Un optimisme retrouvé

De nos envoyés spéciaux

Epinal. — « Autrefois, la « tradition Boussac » voulait que notre société reste close que toutes ses affaires se traitent dans le secret, loin de la presse et des bruits de la ville. Aujourd'hui, les choses ont changé. Nous voulons que notre maison ouvre tout grand ses portes et ses fenêtres, et l'attente vos questions. »

Le regard gris mais vif, le sourire spontané mais souvent ironique, le geste aussi bref que la parole est coupante, M. Jean-Claude Boussac, qui a pris la succession de son oncle, « le roi du coton », a décidé de tout changer en quelques mois.

Alors qu'il passait, il n'y a guère encore, pour « un nouveau venu », un peu timide, même s'il s'occupait, depuis près d'un quart de siècle, du secteur des ventes de la société, et notamment des collections. M. Jean-Claude Boussac, qui recevait en début de semaine des journalistes dans les Vosges, est apparu brusquement comme un homme d'affaires sûr de lui et de sa réussite, proclamant haut et ferme que tout va pour le mieux dans l'industrie textile, à condition de faire preuve d'imagination.

Cette « opération sourire » se déroulait à Dinozé, dans la banlieue d'Epinal, dans une maison de retraite abritant une vingtaine de vieux travailleurs de l'entreprise, une des nombreuses réalisations sociales du groupe.

Celui que l'on appelle depuis plus d'un an « le dauphin du vieux Marcel » a présenté le plan de reconversion de la société comme « une réussite qu'il faut cependant apprécier avec prudence ». La reconversion vers quoi ? Essentiellement vers la fabrication de produits plus élaborés, « ce qui permettra, affirme-t-il, de prouver qu'il peut encore exister, contrairement à ce que semblent espérer certains, une véritable industrie textile française ».

Selon M. Jean-Claude Boussac, 70 millions de francs ont été accordés par les pouvoirs publics pour surmonter la crise conjoncturelle du textile : 30 millions ont été avancés par les banques et 150 millions proviennent des fonds personnels de M. Marcel Boussac.

Ainsi sera comblé le « trou » de 100 millions de francs — pour un chiffre d'affaires qui avoisinait 800 millions en 1974, — qui fut à l'origine des secousses subies par l'empire du roi du coton. Mais, pour le nouveau, beaucoup plus semble-t-il que pour son prédécesseur, il n'y a plus d'empire qui tiennent. « Quel grand patron », s'écrit-il, peut encore affirmer que la conjoncture lui permettra de réaliser tel chiffre d'affaires dans les mois qui viennent ? De nos

jours, la carnet de commandes est une notion quasi dépassée. Pour lutter contre la concurrence étrangère — les chemises importées à bas prix de Hongkong et de Macao, — il préconise « une politique nationale comme on en voit tant d'exemples dans d'autres secteurs de l'économie, qu'il s'agisse de l'aéronautique, de l'automobile ou de la viticulture ». Les problèmes d'emploi seront « progressivement résolus soit en cas de nouvelle crise ». Une gestion intelligente et une politique d'investissement importants pour la modernisation du matériel devraient faire le reste.

Contre ce qu'il a nommé à plusieurs reprises « le complot des banques », M. Jean-Claude Boussac ne craint pas de faire appel à des syndicats. Deux délégués du personnel aux comités d'entreprise de ses usines vosgiennes, MM. Sergent et Vauthier, l'un appartenant à la C.G.T., l'autre à la C.F.D.T., étaient invités à répondre, eux aussi, aux questions de la presse. Ils le firent de bonne grâce, se déclarant satisfaits de l'orientation actuelle de la stratégie du groupe, basée sur une revalorisation des productions textiles françaises. On ne pouvait rêver meilleur appui, même si les unions régionales et départementales des deux centrales observent encore quelques réticences à l'égard de cette « collaboration de classes ».

Pour peu que la conjoncture soit bonne

Première étape du périple vosgien, qui suivit cette rencontre avec la presse, le tissage de Senones installé dans une abbaye bénédictine fondée en l'an 800 et qui avait comme devise : le labeur. Dans ce bureau du groupe Boussac des années 1917-1918, deux cent soixante-douze métiers « Suizer », crépitaient. Aux murs de l'atelier, une affiche imprimée en français, en allemand et en italien : « Tous ensemble nous faisons de la qualité ». Dans l'ancienne bibliothèque des moines, cent femmes fabriquaient, à un rythme accéléré, des pyjamas avec de temps à autre un fond musical.

Un tissage, fermé depuis vingt ans, a été reconstruit en centre de formation pour une trentaine d'ouvrières de la filature des Enclos de Moyon-moutier, fermée comme prévu par le plan de restructuration annoncé en novembre.

Plus loin, dans la vallée de la moyenne Moselle qui s'étire de Charmes à Epinal, des unités de filature et de tissage sont en plein chantier. A Nomexy, on met à la casse les anciens métiers pour les remplacer par des « continus à filer » et des M.A.V. (machines à aiguilles volantes).

La première phase de la restructuration de Boussac dans les Vosges semble donc se dérouler sans gros problèmes. Les quatre cent trente-cinq personnes qui travaillaient à la filature des Enclos à Moyon-moutier et aux Tisseries de Golbey (fermée fin mai) ont été formées, reclassées ou mises en pré-retraite. Soixante d'entre elles qui ont refusé des postes ont été licenciées.

Le groupe textile dans les Vosges (sans la confection ni l'unité Lœdrecht à Rupt-en-Moselle) qui comptait statistiquement quatre mille huit cent quatre-vingt-cinq salariés en septembre dernier est passé à quatre mille cent quatre-vingt-trois : « Ce chiffre ne sera pas grandement modifié dans l'avenir, à 10 % près, sous réserve que la conjoncture soit bonne », déclare M. Strohl, secrétaire général du groupe pour les Vosges. L'introduction du matériel moderne va cependant modifier les caractéristiques de l'emploi. Il suppose un travail en 3 x 8, donc une politique d'embauche d'hommes pour les équipes de nuit, et une diminution de l'emploi des femmes.

C'est peut-être à Rupt-en-Moselle, dans l'étroite vallée entourée de sapins, que l'on constate le mieux l'effort de modernisation. L'usine reprise par Boussac en 1966, très vétuste, dans le style fin du siècle dernier, est entièrement bouleversée par les travaux ; les salles libérées accueillent l'arrivée de nouvelles machines à filer et à tisser qui serviront à confectionner les « jeans » sur place.

Les Vosgiens semblent moins sceptiques que l'an dernier. M. Vauthier (C.F.D.T.) estime que Jean-Claude Boussac peut gagner.

JEAN BENOIT
et CLAUDE LEVY.

SÉCURITÉ SOCIALE

L'ACCORD SUR LES HONORAIRES MÉDICAUX EST UN « COMPROMIS RAISONNABLE », déclare le docteur Belot (F.M.F.).

L'accord sur les honoraires médicaux, qui a été signé mardi 29 juin par les trois caisses nationales d'assurance-maladie (maladies, accidents, travailleurs indépendants) et l'un des deux organismes médicaux — la Fédération des médecins de France — (nos dernières éditions d'hier) est « un compromis raisonnable selon satisfaisant », a déclaré le docteur Belot, président de la F.M.F. Notre attitude, a-t-il ajouté en substance le docteur Belot, s'explique par un triple souci : tenir compte à la fois de la situation économique et de celle, plus difficile, de la Sécurité sociale, sauvegarder la médecine libérale et le paiement à l'acte.

Alors que la Confédération des syndicats médicaux français (C.S.M.F.), principale organisation de la profession, campée dans l'opposition et maintenant ses consignes en faveur de tarifs parfois plus élevés (notamment celui de la visite) dès le 1^{er} juillet, la F.M.F. affirme avoir choisi le chemin du bon sens. Cette organisation affirme aussi que son audience ne cesse de s'accroître. « L'adhésion récente de syndicats départementaux des Ardennes, des Pyrénées-Orientales, de l'Aisne et des Hauts-de-Seine a renforcé la F.M.F. qui représente 40 à 45 % du corps médical », affirme M. Belot.

L'accord, qui sera appliqué en deux temps (1^{er} juillet, 1^{er} novembre) et prévoit des études sur les indemnités de déplacement, les analyses biologiques et les actes de radiologie, devrait assurer, en un an, une augmentation de 5,33 % des revenus des médecins. Les différents types d'honoraires évolueront de la façon suivante :

• **POUR L'OMNIPRATICIEN.** — La consultation passe de 30 F à 32 F, la visite de 40 F en zone A (Paris) à 42 F, et de 38 F en zone B à 40 F. Une valeur nationale est prévue en novembre (44 F), alors que la C.S.M.F. propose ce chiffre dès juillet.

• **POUR LE SPÉCIALISTE.** — La consultation passe de 45 F à 48 F, la visite de 55 F en zone A à 57 F, et de 52 F en zone B à 55 F. Une valeur nationale est prévue en novembre (60 F), la C.S.M.F. en proposant l'application dès juillet. L'acte 2 passe de 5,70 F à 5,90 F et l'U.S.D. à Paris de 5 F à 10 F.

nous ne sommes ni les plus forts

* Ammoniac
Acide nitrique
Nitrate d'ammoniaque
Nitrate de calcium et d'ammoniaque
Nitrate ammoniac-magnésien
Nitrate de chaux
Urée
Acide sulfurique
Sulfate d'ammoniaque
Engrais complexes
Acide phosphorique
Phosphates d'ammoniaque
Superphosphates
Phénol
Cyclohexane
Cyclohexanone
Caprolactame
Acrylonitrile
Ferrocyanure de potassium
Ferrocyanoxyde de sodium
Cyanure de sodium
Ethyène
Propylène
Essence de craquelage
Fraction C4
Benzène
Butadiène
Polyéthylène hd
Polyéthylène ld
Caoutchouc EPDM, SBR et NBR
Plastiques AS et ABS
Chlorure de vinyle
Polypropylène
Méthanol
Formol
Mélanine
Résines urée-formol
Résines pour l'industrie du papier
Résines pour l'industrie de l'encre d'imprimerie
Résines polyester
Bioréacteurs
Argon
Hélium
Plastiques « ménagers »
Plastiques « emballages »
Briques pour murs intérieurs
Agréats et adjuvants du béton
Bétonnets et constructions
Vêtements prêts à porter

ni les plus malins

Nous sommes plus forts que nous

ne l'étions, c'est vrai. Nous avons poussé gentiment au fil des années. En 1972 nous nous trouvions au numéro 99 sur la liste de « Fortune », celle des plus grandes sociétés mondiales, États-Unis exceptés. En 1973 nous sommes parvenus en 84^e position. L'année dernière nous avons grimpé encore, jusqu'au numéro 71. Maintenant nous sommes principalement dans la chimie. Autrefois nous étions très engagés dans le charbon, d'où notre nom « Dutch State Mines ». Aujourd'hui, les mines de charbon sont fermées et

nous avons raccourci notre nom en DSM.

Notre principale activité consiste à transformer des matériaux de base tels que le pétrole ou le gaz naturel, en produits nécessaires aux besoins essentiels de l'homme, c'est-à-dire se nourrir, se vêtir, se loger. Ainsi nous sommes à fond dans les engrais, dans les matières premières pour le nylon et dans les plastiques. Tout dernièrement nous avons porté notre effort sur le bâtiment. Comme nous le disons, nous ne sommes ni les plus forts ni (sans doute) les plus malins. Néanmoins, beaucoup de choses se font chez nous.*

DSM
P.O. Box 65 Heerlen, Holland

DSM détient propriétés et savoir-faire concernant : caprolactame, urée, mélanine, engrais et polyéthylène hd et ld.

مكتبة الأمل

DUSSAC DANS LES VOSGES

retrouvé

Le conseil des ministres de ce mercredi 30 juin devait approuver le décret préparé par M. Michel d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la Recherche, fixant les autorisations de mise à la consommation des carburants (A 3) pour une période de trois ans. Par rapport à la situation antérieure, les raffineries enregistrent une augmentation moyenne de leurs quotas de 11 % et les importateurs indépendants de 35 %.

Dans le cadre de la loi de 1923, qui régit les activités des compagnies pétrolières en France, le marché des carburants est soumis à un strict contrôle de l'administration. Celle-ci délivre des autorisations de mise à la consommation (ou de distribution), définissant pour une période déterminée le volume maximum qu'une société peut écouler. Cet acte des « quotas » permet aux pouvoirs publics d'orienter la politique des compagnies opérant sur le territoire national. En 1971 (1), date du dernier renouvellement, on avait ainsi « serré la vis » des petits importateurs indépendants, au profit des grandes compagnies de raffinage, et plus spécialement des groupes français Total et Elf-Aquitaine. Cela n'avait pas été sans susciter de vives protestations, et même des plaintes en justice, de la part de certains « indépendants » (le Monde du 11 mai).

Pour fixer les nouvelles A 3, les experts de la direction des carburants ont tablé sur une hypothèse de croissance de la consommation des carburants en France d'environ 15,5 % en trois ans (5 % par an). Si l'on avait voulu maintenir les choses en l'état, il eût suffi d'accroître les volumes des A 3 d'un même pourcentage pour chacun des intéressés. Or les pouvoirs publics ont décidé de modifier cette augmentation.

Au nombre d'une centaine, les « indépendants » bénéficient d'un

croissement moyen de leurs autorisations de 35 %. Ce « geste » de l'administration répond essentiellement à deux objectifs : réguler le contentieux qui existe depuis 1971 et maintenir une certaine concurrence sur le marché des carburants. Du même coup, la part des « indépendants » dans le volume total des A 3 distribués va passer de 7,5 % à environ 10 %.

Pour les raffineries — en fait les grandes compagnies pétrolières — l'augmentation moyenne se situe autour de 11 %. Un peu plus pour les deux groupes français, C.F.P. et Elf, un peu moins pour Esso et Mobil, les différences étant fort minimes. La part des groupes français dans le total des A 3 devrait ainsi se maintenir autour de 51 % et celle des grandes compagnies étrangères avoisinerait 40 %.

Cette croissance quasi uniforme régit cependant, dans la réalité, des situations différentes. L'administration délève, en effet, un volume global d'A 3 supérieur à la consommation prévue (de 15 % environ). Or certaines compagnies utilisent déjà à plein leurs autorisations. C'est le cas notamment de Mobil. D'autres, comme Elf, disposent, au contraire, d'une marge de manœuvre importante, leurs ventes réelles étant inférieures à leurs quotas théoriques. Certaines filiales de groupes étrangers ne vont donc pas manquer de s'élever contre cette « limitation de leur croissance ».

Il reste que les décisions gouvernementales sont loin de constituer un bouleversement du marché des carburants. Certains auraient souhaité que l'on profite de l'occasion pour restreindre encore plus la marge de manœuvre des « étrangers ». On en a décidé autrement. « C'était inutile car les compagnies françaises n'ont pas les capacités de raffinage suffisantes », explique-t-on au ministère de l'Industrie. Une politique plus nationaliste risquerait également de pousser certains groupes étrangers à quitter la France, ce que, semble-t-il, on veut éviter à Paris. Enfin, une guerre avec les compagnies internationales aurait pu entraîner des représailles contre les groupes français dans le reste du monde. Cela aurait été pour le moins fâcheux au moment où le gouvernement veut faire du groupe Elf-Aquitaine un membre à part entière du « Club » des grandes compagnies pétrolières. — J.-M. Q.

Le moteur V8 a reçu quelques améliorations importantes, notamment l'allumage électronique, direction assistée à crémaillère, volant réglable, crans à disque à l'avant, et tambours à l'arrière. La suspension arrière est restée conventionnelle (pont rigide), ce qui laisse penser que Rover envisage surtout de conquérir le marché américain. Deux boîtes sont proposées : cinq rapports mécaniques ou Borg Warner automatique. La consommation moyenne est annoncée pour 11 litres aux 100 kilomètres, ce qui semble vraiment très optimiste. Le prix de la nouvelle Rover 3500 ne sera fixé qu'en septembre prochain.

* PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES : berline cinq portes à propulsion arrière. Moteur V8 de 3,5 litres, 200 CV, 2200 tours/minute. Couple max : 27,5 mkg à 2000 t/m. Longueur : 4,70 mètres ; largeur : 1,77 mètres ; hauteur : 1,34 mètres ; empattement : 2,81 mètres ; voies avant et arrière : 1,30 mètres ; poids à vide : 1,232 tonnes.

Plus que jamais, c'est le moment de bien faire vos comptes !

MATTEI

Le moins cher des grands loueurs

FIAT 131 "S"
SIMCA 1307 "S"

46F.80 par 24h.
+ 0F.39 le km

Comparez...

12^e - 205, Rue de Bercy 346.11.50 • 18^e - 102, Rue Ordener 076.32.90
12^e - 108, Bd Diderot 628.27.50 • 11^e - 82, Bd Voltaire 355.39.17

LYON 1761 72.83.85 • NICE 1931 87.14.30
MARSEILLE 6911 79.90.10

60 AGENCES EN FRANCE

AFFAIRES

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT
AUX P.T.T. CHOISIT
LE SYSTÈME METACONTA
DE LA C.G.C.T.

Le 13 mai, le gouvernement avait arrêté ses décisions en matière de politique industrielle des télécommunications : prise de contrôle par Thomson de L.M.T. C de la Française des téléphones (F.T.T.), adoption des centraux électroniques spatiaux Metaconta d'I.T.T. et de l'axe d'Éricsson. Il restait à décider de la variante du système Metaconta qui serait introduit dans le réseau français. Au cours d'une conférence de presse, le 29 juin, M. Segard, secrétaire d'État aux P.T.T., a indiqué qu'il avait retenu la technique du mini-sélecteur mise au point par la filiale française d'I.T.T., la C.G.C.T., qui est appelée « mini-sélecteur ». Le système Metaconta est et sera entièrement fabriqué en France pour les besoins français, a précisé M. Segard. Pour les logiciens (software), les pouvoirs publics devaient choisir entre le « 11 A » de C.G.C.T. et le « E 11 » de L.M.T., identiques par leur prix et leur principe de base, mais différents par leur capacité de traitement. M. Segard a demandé à la C.G.C.T. d'adapter le logiciel E 11 au mini-sélecteur selon une variante baptisée le 11 P, et qui sera le seul logiciel Metaconta introduit dans le réseau français.

Enfin, M. Théry, directeur général des télécommunications, a indiqué que les P.T.T. vont commander plusieurs centraux spatiaux : cinq Metaconta (trois pour la C.G.C.T., deux pour L.M.T.) pour Paris, Lyon et Marseille ; trois Ase pour Nantes, Orléans et Angoulême.

M. Genoyer propose le tiers du capital aux salariés

Incertitudes sur la reprise d'activité de Griffet

L'usine des grues Griffet, mise en réajustement judiciaire le 27 novembre 1974 et occupée par les salariés depuis février 1975, va-t-elle reprendre son activité le 1^{er} août ? De difficiles discussions sont en cours entre les pouvoirs publics et M. Maurice Genoyer, à la fois homme politique « régional » et industriel à Marseille, qui vient de compléter son plan par l'annonce de mesures sociales originales.

Homme dynamique et charismatique, M. Maurice Genoyer, qui a déjà reçu l'appui financier du conseil régional des Bouches-du-Rhône mais attend celui plus important des pouvoirs publics, a présenté, le même jour, mardi 29 juin à Paris, puis à Marseille, un plan détaillé de relance de l'usine Griffet. Déjà publié début juin (le Monde du 3 juin), le plan de M. Genoyer s'est depuis « enrichi » de trois mesures nouvelles.

La première consiste à créer une société à direction avec conseil de surveillance et surtout à mettre en place une « sorte de co-gestion » par le biais de la copropriété. M. Genoyer propose, en effet, aux futurs salariés (deux cents sur les quatre cents qu'employait l'entreprise avant sa déconfiture) le tiers du capital : l'industriel, dans un premier temps, apportera le million de francs nécessaire dans une association du type loi 1901 ; il créera une sorte de société de personnel à capital variable dans laquelle les salariés seraient actionnaires collectivement. Ces derniers au-

raient ainsi le tiers des sièges au conseil de surveillance.

La deuxième mesure nouvelle porte sur la création d'une commission de contrôle public dont le rôle serait de surveiller l'utilisation des deniers que l'État est invité à verser.

La troisième mesure est, en fait, un espoir, celui de voir la S.N.C.F., important client de l'industrie Griffet, confirmer une commande d'un prototype de grue mobile de 12 tonnes, qui devra cependant subir des essais et se révéler plus compétitive que celle en cours d'élaboration par un concurrent.

Mais le plus important reste encore à faire pour que l'usine Griffet tourne à nouveau. En effet, M. Genoyer compte sur une aide importante de l'État : un prêt de 6 millions de francs versé en deux fois par le F.D.R.S. et des primes à la création d'emploi d'environ 2 millions de francs, soit au total en deux ans une aide de 8 millions de francs pour un apport en capital de 3 millions de francs. Certes M. Genoyer insiste sur le rôle et l'aide essentiels de la région, sur le dynamisme des grévistes qui depuis des mois préservent l'outil de travail ainsi que sur la « conception hardie et novatrice de l'entreprise » qu'il propose. Et les pouvoirs publics admettent que ce projet est « intéressant ». Mais l'on s'interroge encore à Paris sur l'équilibre d'un plan de relance qui mise beaucoup sur l'aide de l'État et reste encore imprécis sur le plan de charge. Certains se demandent aussi si le dynamisme de M. Genoyer, défenseur de la politique régionale, n'est pas davantage d'ordre politique ou social surtout lorsqu'il répète « ne pas vouloir reprendre Griffet pour des raisons industrielles », encore que M. Genoyer insiste également sur son rôle de gestionnaire.

CONJONCTURE

LA DISTRIBUTION DES CRÉDITS
A SENSIBLEMENT AUGMENTÉ
EN AVRIL

La masse monétaire a augmenté de 2,1 % en avril après correction des facteurs saisonniers, après une quasi-stabilité en mars. Cette forte progression, qui s'applique néanmoins à une référence d'avril 1975 assez basse, correspond à une perte annuelle de 17 % pour les trois derniers mois, sensiblement moins accusée que durant le deuxième semestre de 1975 : l'augmentation des disponibilités monétaires (M 1) a été de 14 % (sur une base annuelle) pendant ces mêmes trois mois, et celle de la quasi-monnaie (M 2) a été de 22 %.

La distribution du crédit s'est accélérée, augmentant de 2 % en avril et de 25 % (toujours sur une base annuelle) pendant les trois derniers mois, contre 14 % en 1975 : il apparaît que les marges disponibles par rapport aux normes autorisées se sont nettement resserrées.

(Publicité)

Actionnaires
de la S.N.P.A. avant de
voter en Juillet la fusion
ELF-AQUITAINE
il faut lire :

**LE COMLOT
PÉTROLIER**

Par Philippe Simonnot,
Editions A. MOREAU,
dans toutes les librairies.

(Avis financier des sociétés)

Merrill Lynch & Co., Inc.
Bilan consolidé au 26 décembre 1975

ACTIF

Espèces et titres en dépôt	
Espèces (y compris dépôts à terme de \$ 47,930.000 en 1975 et \$ 39,144.000 en 1974)	\$ 762.333.000
Titres en dépôt, conformément aux prescriptions fédérales et autres	32.713.000
Titres en dépôt, conformément aux prescriptions fédérales et autres, à leur valeur boursière	124.540.000
	233.486.000
Effets à recevoir	
Agents de change et courtiers	138.745.000
Clients (moins réserve pour créances douteuses : \$ 14.813.000 en 1975 et \$ 15.651.000 en 1974)	1.672.122.000
Titres achetés moyennant convention de rachat	1.001.059.000
Divers	50.961.000
	2.863.887.000
Portefeuille de titres, à leur valeur boursière	
Acceptations bancaires, certificats de dépôt et effets commerciaux	612.159.000
Bons du gouvernement des États-Unis et du Canada	767.110.000
Emprunts des autorités et collectivités locales	94.711.000
Titres de sociétés	123.470.000
	1.597.449.000
Actifs divers	
Sièges en bourse, à leur valeur d'achat (valeur boursière : \$ 4.932.000 en 1975 et \$ 3.884.000 en 1974)	5.248.000
Titres de placement, principalement des obligations, après amortissements (valeur boursière : \$ 33.910.000 en 1975 et \$ 25.885.000 en 1974)	36.655.000
Emprunts et titres de placement (après amortissements : \$ 40.800.000 en 1975 et \$ 33.941.000 en 1974)	65.457.000
Coût d'acquisition différé de polices d'assurance	31.613.000
Autres actifs	45.207.000
	164.183.000
Total	\$4,879,012,000

PASSIF

Emprunts et effets à payer	\$1,078,085,000
Prêt bancaire garanti par des titres	178.727.000
Effets commerciaux	1,321.643.000
Titres vendus moyennant convention de rachat	261.707.000
Agents de change et courtiers	823.714.000
Clients	27.896.000
Polices d'assurance	74.749.000
Traites à payer	75.355.000
Divers	3,841.876.000
Engagements sur titres vendus mais non encore rachetés, à leur valeur boursière	
Bons du gouvernement des États-Unis et du Canada	216.337.000
Divers	18.621.000
	234.958.000
Passif exigible et comptes de régularisation	
Impôts sur le revenu	102.355.000
Rémunération et avantages sociaux des employés	69.676.000
Divers	62.730.000
	234.761.000

CAPITAL SOCIAL ET RÉSERVES

Actions ordinaires d'une valeur nominale de \$ 1,33 1/3 par titre	
60.000.000 d'actions autorisées ; émises : 36.140.179	48.187.000
Prime d'émission	87.418.000
Bénéfices non distribués	440.330.000
Total	575.935.000
Moins : actions ordinaires détenues par la Société, au cours d'achat - 571.904 actions en 1975 et 148.161 actions en 1974	851.800
Total du capital social et des réserves	\$61,417,000
Total	\$4,879,012,000

Merrill Lynch International Incorporated

Merrill Lynch International Incorporated est une des sociétés du groupe Merrill Lynch & Co., Inc.

Bureaux, succursales et sociétés affiliées :
Abu Dhabi, Amsterdam, Athènes, Barcelone, Beyrouth, Bruxelles, Buenos Aires, Copenhague, Caracas, Dubai, Düsseldorf, Francfort, Genève, Hambourg, Hong Kong, Koweït, Londres, Lugano, Madrid, Manille, Milan, Panama, Paris, Rome, Rotterdam, São Paulo, Séoul, Singapour, Taïpei, Tokyo, Vienne, Zurich.

Entreprises associées :
Hong Kong - Thien International Finance Limited, London - Merrill Lynch International Bank Limited, Télécom - Jean Financial Services Co.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BAIL ÉQUIPEMENT

L'assemblée générale des actionnaires s'est réunie le 25 juin 1976 sous la présidence de M. Emmanuel Bes de Berc, et a approuvé les comptes de l'exercice 1975.

Dans une conjoncture difficile, Bail Équipement et ses filiales ont réalisé des achats pour 603 millions de francs, en augmentation de 5,2 % sur 1974. Bail Équipement, pour sa part, a effectué pour 428 millions de francs d'achats, soit un montant équivalent à celui de 1974.

L'aide fiscale à l'investissement a limité de nombreuses entreprises à divers redressements fiscaux, en raison de la baisse du loyer de l'argent et d'une surveillance rigoureuse des frais généraux. Le résultat financier s'élève à 19,23 millions de francs, contre 8,12 millions de francs en 1974.

Au niveau du groupe, le résultat consolidé a atteint 20,58 millions de francs, contre 7,96 millions.

Après dotation complémentaire aux amortissements de matériel loué de 8,15 millions de francs, le bénéfice net s'élève à 6,72 millions.

L'assemblée a fixé le dividende net par action à 9,20 F, soit, avec l'impôt déjà versé au Trésor de 4,60 F, un revenu global de 13,80 F contre 12,20 F en 1974. Ce dividende sera mis en paiement à partir du 7 juillet 1976 contre remise du coupon n° 14.

AGENCE HAVAS

L'assemblée générale ordinaire, réunie le 25 juin 1976 sous la présidence de M. Jean Macé, a approuvé les comptes de l'exercice 1975. Le chiffre d'affaires hors taxes de l'agence, en augmentation de 7,2 %, s'est élevé à 629 millions de francs, contre 587 millions en 1974.

Ces chiffres concernent exclusivement la publicité. En effet, l'activité voyages qui figurait, en 1974, dans les comptes de l'Agence Havas, a été apportée à Havas Tourisme avec effet du 1^{er} janvier 1975.

Le bénéfice net de l'exercice 1975, après impôt, s'élève à 63 832 241 F, au lieu de 15 688 685 F en 1974.

Ces résultats exceptionnels s'expliquent par les plus-values réalisées grâce à la vente de l'immeuble de la rue de Richelieu et à la finalisation des voyages, alors que l'exploitation, tout en demeurant largement bénéficiaire, a subi l'évolution défavorable de la conjoncture.

Compte tenu de ces divers éléments, l'assemblée, sur la proposition du conseil d'administration, a fixé le dividende à 5 F, au lieu de 7,50 F au titre du précédent exercice, le rendement global de l'action ressortant à 12 F, au lieu de 11,25.

L'assemblée a pris acte de la nomination en qualité d'administrateur représentant l'Etat de M. Pierre Maillard, ambassadeur de France, et de M. André Vallé, inspecteur général des finances. Elle a renouvelé le mandat de M. Pierre Carré.

Une assemblée générale extraordinaire tenue le même jour a renouvelé au conseil d'administration l'autorisation qu'elle lui avait donnée pour deux ans, en 1974, afin de doubler le montant du capital social, le conseil n'ayant pas usé de cette faculté depuis 1971.

COMPAGNIE MÉTALLURGIQUE ET MINÈRE

L'assemblée générale, réunie le 22 juin 1976 sous la présidence de M. Roland Haas, a approuvé les comptes de l'exercice 1975 ainsi que les résolutions qui lui étaient présentées.

Dans son rapport, le conseil a souligné le fait que le développement de l'activité économique mondiale en 1975 avait été particulièrement sensible dans les industries auxquelles la société est associée, notamment sidérurgie et métallurgie des métaux non ferreux, créant ainsi une situation conjoncturelle très défavorable.

Le bénéfice net, après amortissements, avant impôt, s'élève à 323 633 F contre 3 507 728 F pour l'exercice 1974. Compte tenu de la répartition des réserves entre les pays où la société exerce ses activités et de l'imposition correspondante, le bénéfice net est de 219 269 F contre un bénéfice de 2 197 593 F en 1974.

L'assemblée a approuvé la proposition du conseil de mettre en distribution un dividende de 4 F par action, soit, avec un avoir fiscal de 2 F, un revenu global de 6 F par action, contre 5 F en 1974.

Le président a indiqué que les perspectives pour 1976 laissent envisager une conjoncture plus favorable que celle de 1975. Il a fait savoir, d'autre part, que la société réalisera des études avec la Compagnie métallurgique et minière de 12,84 % du capital, et qui exploite, dans les régions de l'Altiplano (Argentine), avait poursuivi les recherches en cours sur les extensions de gisement et a précisé que les résultats obtenus en début d'année 1976 permettaient d'espérer une exploitation des réserves exploitables.

L'assemblée a, enfin, ratifié la nomination, faite à titre provisoire par le conseil d'administration, aux fonctions d'administrateur de la Société de gestion d'intérêts particuliers (SOGIP), l'implantation de la Société Auton.

OMNIUM TECHNIQUE HOLDING

Groupe O.T.H.

Au cours de l'assemblée générale de la société O.T.H. Holding, tenue le 24 juin 1976, le président, M. Jean-Gérard Claudon, a notamment déclaré que la mise en place en 1973 de nouvelles structures avait porté les fruits escomptés. Le groupe O.T.H. est constitué, depuis cette date, d'une société holding contrôlant dix-huit filiales spécialisées techniquement ou géographiquement.

Le bénéfice net consolidé du groupe, après impôts, provisions et amortissements, pour l'exercice 1975 s'est élevé à 5 944 003 F en progression de 36,30 % sur le bénéfice de l'exercice 1974 (3 628 802 F).

Malgré la conjoncture actuelle, le groupe O.T.H. a réussi à maintenir au cours de 1975 la « clé » son chiffre d'affaires (213 millions de francs) et son carnet de commandes. L'année 1976 devrait être aussi satisfaisante que 1975, la part à l'étranger passant de 75 % à 80 %.

Certes les perspectives d'activité par secteur ne sont pas uniformes. Si le logement (public et privé) et l'urbanisme restent encore en 1976 des secteurs préoccupants, les autres activités se développent de façon soutenue.

Les succès techniques obtenus dans les constructions hospitalières et universitaires et dans les études de grandes infrastructures en particulier laissent augurer d'une activité en très nette progression tant en France qu'à l'étranger.

ROUSSELOT S.A.

8, rue Christophe-Colomb, Paris-8^e. Tél. : 723-55-25

L'assemblée ordinaire réunie le 25 juin 1976 sous la présidence de M. Guy Calton a approuvé toutes les résolutions proposées par le conseil d'administration.

En conséquence, le coupon n° 39 d'un montant de 16 F, qui, augmenté de l'avoir fiscal, correspond à un revenu global de 24 F, sera détachable le 1^{er} septembre 1976. Un acompte ayant été mis en paiement le 5 janvier dernier sous forme de coupon n° 39 pour 14 F assorti d'un avoir fiscal de 2 F, le coupon n° 39 correspond à un revenu global de 45 F.

Il est rappelé que le bénéfice de l'exercice 1975 s'est élevé à 39 900 633,33 F contre 34 319 308,54 F l'an passé. Le bénéfice net acquis après 40 622 972,39 F d'amortissements, 27 185 491 F d'impôt sur les sociétés et une provision de 8 995 000 F pour la participation des salariés aux fruits de l'expansion sur les résultats de l'exercice 1975. Cette addition de bénéfices consolidés est en baisse, provient de l'incapacité de la société-mère d'importantes dividendes de ses filiales françaises et étrangères.

La décision de la consolidation, les résultats en faveur de RousseLOT se situent à 39 900 633,33 F contre 34 319 308,54 F en 1974. Par action, le bénéfice consolidé est de 64,13 F pour les actionnaires de l'exercice 1975. Ce bénéfice est de 64,02 F en 1974 et 62,10 F en 1973.

Au cours de son allocution, le président a précisé notamment que, devant la poursuite de son développement, RousseLOT avait réalisé en 1975 un certain nombre d'opérations financières pour intensifier son développement : dès le début de janvier, RousseLOT GmbH, filiale allemande de distribution, est devenue opérationnelle à Düsseldorf ; en avril, la so-

ciété Arbrisseau-Sader est devenue filiale de RousseLOT S.A. qui prolonge ainsi ses activités dans les colles destinées au bâtiment et au grand public ; en mai, dans le domaine des problèmes animaux, RousseLOT a acquis un important fonds de commerce dans la région nantaise complétant et rationalisant ainsi son implantation dans l'est de la France.

Enfin, RousseLOT va procéder au rachat des intérêts minoritaires de sa filiale de collecte E.P.I.T. en Allemagne fédérale, pour en avoir le contrôle absolu.

Par ailleurs, M. Guy Calton a souligné que le conseil étudie actuellement l'implantation aux États-Unis d'une deuxième filiale qui aurait pour objet la fabrication de produits.

Le chiffre d'affaires au 31 mai 1976 est en hausse de 6,88 % par rapport à celui de l'an passé pour la même période : cette hausse illustre que partiellement celle des tonnages vendus. En effet, les évolutions de prix ont été opposées : hausse pour les produits animaux, baisse marquée pour les produits chimiques et plus accentuée pour les plastiques.

Le conseil, qui souhaite une rémunération du capital à la mesure du développement de RousseLOT et de sa capitalisation boursière — dispose d'une masse de manœuvres substantielle : le report à nouveau ouvrant droit à l'avoir fiscal dépasse 28 millions de francs après la distribution de 1975. Ainsi, tout en continuant de répondre à l'attente des actionnaires, la société pourrait procéder volontairement en 1976 à des amortissements très importants en raison de ses investissements de 1975.

Enfin, il a été précisé que l'échange des actions à partir du 1^{er} septembre 1976 est motivé par le fait que, après le détachement du coupon n° 39, certaines actions n'ont plus de coupon disponible pour les prochaines distributions.

PISTAL LE 1^{ER} INSECTICIDE 100% NON TOXIQUE! CERTAINS LE DISENT. PISTAL LE PROUVE!

Finis les blattes, moustiques, araignées et autres indésirables. PISTAL les extermine radicalement. Eux et leurs larves. Un insecticide à usage domestique qu'on utilise sans crainte dans la cuisine, la salle de bains ou la chambre de bébé. L'insecticide sans D.D.T., ni D.D.V.P., aux essences naturelles pour la santé de la maison (et de ses occupants) ! PISTAL est vendu en aérosol ou en bidon. Demandez PISTAL à votre droguiste ou à votre détaillant habituel, ou écrivez à : Laboratoires ALIO SPRAY 5, rue Nicolas-Chauquet - 75017 PARIS

*Rapport de la Société de Recherches Biologiques en date du 5.01.76 après 3 mois d'essai sur divers animaux à sang chaud.

Pistal

BUREAUX A LOUER HORIZON

A 300 m du Pont de Neuilly (métro et 14 lignes d'autobus), vous êtes face à la Seine et votre horizon, c'est Paris. Vous avez le choix entre des bureaux paysagers ou traditionnels. Vous disposez d'un standard très efficace (1100 postes, 110 lignes extérieures), d'un restaurant, d'une cafétéria et de parkings souterrains.

Dans la tour Horizon, 2000 m² sont actuellement disponibles par niveaux de 650 m².

Horizon. Un immeuble aux dimensions humaines. 52, Quai National à Puteaux.

pour tous renseignements : **522.12.00**

TRANSAS
27, rue de Rome
75008 Paris
522.52.72

DUMEZ

L'assemblée générale ordinaire de la société Dumez s'est réunie le 25 juin 1976 sous la présidence de M. André Chauvot.

L'assemblée a approuvé les comptes de l'exercice 1975 et a décidé le versement d'un dividende net de 12,00 F (dont une rémunération globale de 18,00 F, dont 6,00 F de la filiale française), ainsi bien que cinq cent mille actions anciennes qu'elle a créées. Le dividende sera mis en paiement le 15 juillet prochain.

Le conseil d'administration de l'assemblée des sociétés du groupe en 1975 est de 72 % par rapport à 1974. Le chiffre d'affaires est de 111 millions de francs contre 111 millions de francs en 1974, ce qui représente une progression de 81 % et représente 4,9 % du chiffre d'affaires.

Les amortissements et dépréciations sont de 170 millions de francs (17,0 %) contre 160 millions de francs (14,4 %) en 1974. Avec 222 millions de francs de bénéfices nets, le groupe Dumez se place dans les premières sociétés françaises de travaux publics de génie civil et de bâtiment de niveau international.

La dimension internationale du groupe est soulignée par le fait que les trois quarts du chiffre d'affaires ont été réalisés sur des chantiers situés à l'extérieur de la métropole.

Le carnet de commandes s'est renouvelé, puisé à fin juin 1976 il reste environ 5 milliards et demi de francs de travaux à exécuter. L'importance du carnet de commandes permet de prévoir une nouvelle croissance du chiffre d'affaires en 1976 et 1977.

Dans la conjoncture actuelle, les objectifs de développement demeurent orientés vers l'extension vers les exploitations à l'étranger. Les zones d'activité les plus importantes du groupe se situent dans des pays aux ressources naturelles présentant un intérêt sur les plans militaires ou énergétiques. Toutefois, le groupe Dumez poursuit une politique de diversification nouvelles tant sur le plan géographique (travaux au Moyen-Orient et prise de participation au Canada et au Brésil) que sur le plan des spécialités (prospection et forages miniers en France et à l'étranger).

GERLAND

L'assemblée ordinaire du 25 juin 1976 a approuvé les comptes de l'exercice 1975 faisant apparaître, après 16 483 914 F d'amortissements, un résultat d'exploitation de 10 millions 987 983 F et, au compte de pertes et profits, un résultat net après impôt de 4 985 038 F ; le résultat net de 1974 comprenait en dehors de plus-values s'élevant à 11 863 812 F, un résultat courant de 4 117 012 F.

Dans son allocution, M. Jean Courbier, président-directeur général, a confirmé la conclusion définitive de l'association de Gerland avec la société américaine Stone-Woodward sur les revêtements de cylindres et la réalisation en cours d'un accord avec le groupe anglais Tarmac sur la fabrication de maillots d'acier choit dans le cadre d'une filiale commune dont Gerland détient 51 % du capital. Les plus-values résultant de ces deux opérations, compte tenu des mises en réserve décidées par l'assemblée au 1^{er} janvier, porteront les fonds propres de la société de 61 à 79 millions de francs, soit à 450 F par action.

L'assemblée a décidé la mise en paiement le 15 juillet 1976 d'un dividende net de 13 F donnant, compte tenu de l'impôt payé d'avance (avoir fiscal) de 6 F, un dividende global de 19 F, contre 15 F en 1975.

LOCATION DE VOITURES

europcar
645.21.25

PEUGEOT S.A.

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires de Peugeot S.A. s'est réunie le 25 juin 1976 sous la présidence de M. Roland Peugeot, président du conseil de surveillance.

Toutes les résolutions ont été adoptées à l'unanimité par l'assemblée. Elle a approuvé notamment les comptes et le bilan de l'exercice 1975, qui font apparaître un bénéfice net de 112 000 181,76 F au lieu de 89 millions 713 878,58 F en 1974, et la distribution d'un dividende net unitaire de 10 F. Elle a, en outre, renouvelé les mandats de membres du conseil de surveillance de M. Pierre Jourdain, Benoit et Pierre Jourdain.

Le dividende sera mis en paiement à partir du 9 juillet 1976, contre remise du coupon numéro 15.

PUBLICIS S.A.

Le mardi 29 juin s'est réunie, présidée par M. Marcel Blumstein-Blanchet, l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de la société Publicis S.A. Elle a approuvé les comptes de l'exercice 1975, se soldant, rapprécies-le, par un bénéfice net de 3 431 614,04 F.

Le dividende ressortant à 5 F par action de 100 F nominal, avec un avoir fiscal de 2,50 F, sera mis en paiement à compter du 28 juillet 1976 sur présentation des certificats nominatifs ou contre remise du coupon n° 8.

L'assemblée générale, sur proposition du conseil d'administration, a nommé en qualité d'administrateur de la société Mme Michèle Blumstein-Blanchet et M. Roger Paragot.

BERTHERIE-SAVECO

L'assemblée générale ordinaire, réunie le 25 juin 1976 sous la présidence de M. Jean Haas, président-directeur général, a examiné les comptes de l'exercice et approuvé à l'unanimité les résolutions proposées.

Le chiffre d'affaires T.C. de l'exercice 1975 s'est élevé à 977,6 millions de francs et le bénéfice net à 88,82 F. Comme l'exercice précédent, un dividende global de 13 F par action, dont 5 F d'impôt déjà payé, sera distribué à partir du 1^{er} août (coupon n° 10).

Dans son allocution, le président, parlant de l'exercice en cours, a indiqué que, depuis l'assemblée du chiffre d'affaires de la société atteignant 23,8 % par rapport à l'exercice précédent, mais qu'il surpasse comparables il se situait à 5 %.

Il a confirmé d'autre part que dans le cadre de la restructuration du groupe, l'assemblée d'administrateurs, membre du groupe fondateur avec 40 % des parts, faisait appel à un certain nombre de cadres de la société M. de Saint-Amand-les-Bains.

PRICEL

Les actionnaires de la société, réunis le 24 juin 1976 en assemblée générale ordinaire sous la présidence de M. Jérôme Seydoux, ont approuvé les comptes de l'exercice 1975, qui se soldent par un bénéfice net de 2 282 721 F au lieu de 2 029 459 F en 1974.

Il a été décidé la répartition d'un dividende, payable le 2 juillet, de 5 F net par action correspondant à un revenu global, avoir fiscal compris, de 15,50 F.

Cette assemblée a ratifié la cooptation de M. Jérôme Seydoux comme administrateur et renouvelé les mandats d'administrateurs de M. Paul Baley, Amaury de l'Épine, Antoine-Riboud et Jérôme Seydoux.

Le président a indiqué que le montant total des revenus à percevoir en 1976 par Pricel sera inférieur à celui atteint en 1975, mais suffisant pour le maintien du dividende.

Les résultats d'exploitation à fin mai 1976 de Novacel et de Gilet-Thaon, qui sont les deux principales filiales industrielles de Pricel, montrent une certaine amélioration par rapport à la même période de 1975 ; les résultats de la Banque des Morts-Fous continuent à être satisfaisants.

CAISSE CENTRALE DE CRÉDIT COOPÉRATIF

L'assemblée générale ordinaire de la Caisse Centrale de Crédit Coopératif s'est réunie le 29 juin 1976 sous la présidence de M. Jacques Moreau.

Dans une allocution, dont nous donnons par ailleurs les principaux passages, Moreau a rappelé les conditions dans lesquelles, au cours de l'exercice 1975, ont été apurées, avec l'accord des pouvoirs publics, les pertes causées par quelques affaires à caractère exceptionnel.

L'assemblée générale a approuvé les comptes de l'exercice 1975. Elle a, en outre, renouvelé pour six ans, le mandat d'administrateur de M. Moreau et ratifié les cooptations de M. Rigle et Le Lay qui remplacent respectivement MM. Catala et Lacour au sein du conseil d'administration.

L'AVENIR DU CRÉDIT COOPÉRATIF

Dans l'allocution qu'il a prononcée devant l'assemblée générale de la Caisse Centrale de Crédit Coopératif, M. Moreau, nouveau président de cet établissement, a déclaré notamment :

« Je suis heureux de pouvoir dresser un bilan assaini qui prépare une véritable mutation devant l'Assemblée nationale. Il a rappelé les trois idées essentielles développées par M. Fourcade :

- l'assainissement de la situation du Crédit Coopératif ;
- la révision des textes régissant les conditions d'intervention et le champ d'action de l'institution avec le changement de la direction ;
- enfin le fait que l'examen de l'ensemble des risques permet d'assurer que le Crédit Coopératif pourra continuer sa mission.

Après un bref rappel des derniers échecs apparus au cours des cinq dernières années et ayant donné lieu à des pertes exceptionnelles maintenant apurées, le président a affirmé que « la Caisse Centrale de Crédit Coopératif s'interdit désormais toutes prises de participation et toute intervention dans la gestion des entreprises autres que financières et toute politique de commandite ».

Il a confirmé qu'il développera les procédures de concertation avec les usagers sociaux et indique que le groupe doit d'abord être « un outil au service des organisations d'entreprises coopératives, mutualistes ou associatives, qui ressentent la nécessité de s'appuyer sur un partenaire financier ». Mais il doit être aussi « un outil pour le développement de toutes les formes d'action en commun des entreprises ».

Le président a exposé les fondements des perspectives de croissance du groupe :

- en premier lieu, la diversité des secteurs d'intervention qui constituent un élément essentiel d'équilibre des risques. Cet aspect très positif, le groupe n'est pas nouveau ; l'existence de quelques douze dossiers portés sur un nombre d'affaires très limité a pu le faire oublier. Il reprend maintenant son importance ;
- ensuite, la qualité du financement fondé sur l'émission d'emprunts obligataires excluant le risque de transformation ;
- enfin, la nature de l'activité orientée naturellement dans trois domaines :

- a) secteur traditionnel de l'économie coopérative :
 - coopératives de consommateurs,
 - coopération commerciale,
 - coopératives d'habitation,
 - coopératives maritimes,
 - coopératives ouvrières de production, etc. ;
- b) équipements sociaux à but non lucratif dans le domaine de la santé, des loisirs, de la formation ;
- c) organismes regroupant les professions ou les entreprises ayant un but commun : professions médicales, groupements d'entreprises.

Et M. Moreau peut ainsi noter en conclusion que « ces orientations correspondent très exactement à certains des besoins fondamentaux de l'économie de la société française ».

MARCHES FIN

مكتبة الأصيل

UN JOUR DANS LE MONDE

- 2-3. EUROPE
— POLOGNE : des intellectuels demandent « l'élargissement des libertés démocratiques ».
- 3-4. DIPLOMATIE
— La réunion des Neuf à Luxembourg.
- 4-5. PROCHE-ORIENT
— Les ministres de l'O.U.A. dénoncent l'« occupation » de Moyette par la France.
5. AFRIQUE
— L'examen du VII^e Plan à l'Assemblée nationale.
- 6-7. POLITIQUE
— Révolution et la Gauche ouvrier vont fusionner.
8. SCIENCES
— L'Agence européenne spatiale un an après.
9. SOCIÉTÉ
— Correspondance : des prises de position sur l'affaire Bontang.
10. JUSTICE
— Plaintes autour de la société Olimpic.
11. SPORTS
— VOILE : Eric Tabarly avait sept heures d'avance sur Alain Colas.
— TENNIS : Jimmy Connors éliminé à Wimbledon.

LE MONDE DES ARTS ET DES LETTRES

- PAGES 11 A 18
- EXPOSITIONS : Les « tachistes » à Florence ; Tableau des expositions d'été à l'étranger.
- CINÉMA : Le Festival du court métrage à Grenoble ; Un Europe du cinéma militant à Stockholm.
- THÉÂTRE : Les Inconnus du Théâtre ouvert à Avignon.

24. CHASSE
24. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS
25-27. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
- La sécheresse et ses conséquences en Europe.
— Dans les Vosges, le groupe Bouscay un an après la crise.

LIRE ÉGALEMENT

- RADIO-TELEVISION (19)
— Années classées (21 à 24) : Aujourd'hui (19) ; Carnet (20) ; Journal officiel (19) ; Mots croisés (19) ; Bourne (19).

Le numéro du « Monde » daté 30 juin 1976 a été tiré à 527 343 exemplaires.

12345-99

Déjà, sur le marché des calculatrices électroniques, c'est FRANKLIN 2000 qui crée l'événement.

la HP21

480 F

FRANKLIN 2000 MICROPROCESSOR

FRANKLIN 2000 STYLUS

FRANKLIN 2000 STYLUS

FRANKLIN 2000 STYLUS

Soldes d'été BARNETT

QUELQUES PRIS :

COSTUMES LEGERS
Polyester et laine 590 F 398 F

ENSEMBLES
Pur coton 498 F 328 F

PANTALONS
Ultra-légers 198 F 118 F

BLAZERS
Poids plume 580 F 368 F

CHEMISES VOILE
100 % coton 2 L 125 F 89 F

CHEMISETTES
Pur coton 98 F 68 F

19, AV. VICTOR-HUGO
PARIS 16^e

A B C D F G H

Le détournement de l'Airbus d'Air France

- Une quarantaine d'otages sont libérés
• M. Sauvagnargues : la France ne cédera pas à « des pressions inadmissibles »

Les pirates de l'air de Kampala ont libéré, ce mercredi matin 30 juin, une quarantaine d'otages, pour la plupart des personnes âgées, des enfants et des malades. Ces libérations sont intervenues apparemment à la suite de la demande formulée mardi par le maréchal Amin. Toutefois, il semble qu'aucun ressortissant israélien ne figure parmi les personnes libérées. Le commando détient désormais deux cent dix-sept otages.

Cinq gouvernements sont visés par l'ultimatum formulé mardi 29 juin par le commando. Il s'agit d'Israël, de l'Allemagne, de la Suisse, de la France, des États de l'air, qui se réclament du Front populaire de libération de la Palestine (F.P.L.P.), demandant, en effet, la libération de cinquante-deux « combattants de la liberté » — pour la plupart des Palestiniens détenus dans ces pays. L'ultimatum indique que l'échange devrait avoir lieu sur l'aérodrome d'Entebbe et être achevé avant 12 heures jeudi (14 heures à Paris).

DE « L'ARMÉE ROUGE » A LA « BANDE A BADER » JAPONAISE

Les « combattants de la liberté », dont le commando palestinien demande la libération, sont détenus dans cinq pays et sont au nombre de cinquante-deux (et non pas de quatre-vingt-cinq comme il avait été annoncé précédemment). Trente-neuf d'entre eux sont ou seraient localisés en Israël ; il s'agit notamment du Japonais Kozo Okamoto, unique survivant de l'attaque lancée en mai 1973 par des terroristes de l'Armée rouge japonaise. Il y eut vingt-cinq morts et soixante-deux blessés, et qui, pour ces faits, fut condamné le 17 juillet 1973, à l'emprisonnement à vie ; de Mgr Elihu Caputo, vicaire patriarcal melchite de Jérusalem, condamné le 9 décembre 1974 à douze ans d'emprisonnement pour avoir transporté des armes et « collaboré avec des agents des pays ennemis ». Les trente-sept autres sont des Palestiniens, en grande majorité membres du Front populaire de libération de la Palestine (F.P.L.P.) de M. Georges Habbache.

Six des personnes dont la libération est demandée sont détenues en République fédérale d'Allemagne. Il s'agit notamment de M. Jan-Carl Raspe, un des adjoints d'Andreas Bader, arrêté comme lui le 1^{er} septembre 1972, et dont le procès est actuellement en cours. Les cinq autres sont liés, d'une manière ou d'une autre, au groupe terroriste Rader-Melchior.

Cinq seraient des Palestiniens détenus au Kenya, mais le gouvernement de Nairobi a démenti ce mardi la présence de ces personnes dans une prison kenyenne. « Des allégations selon lesquelles des Palestiniens sont emprisonnés au Kenya ont déjà été faites, dans le passé, par l'Ouganda », a déclaré un porte-parole officiel.

Une des personnes est incarcérée en Suisse. Il s'agit de Mme Petra Krause, arrêtée le 26 mars 1975 après une série d'attentats contre des locaux de consuls et de sociétés américaines, et qui, depuis le 19 juin, fait une grève de la faim pour protester contre les conditions de sa détention.

Enfin, une personne figurant sur la liste du commando, Mlle Amparo Silva Marmela, était en France, où elle avait été écrouée le 3 juillet 1975 pour détention d'armes et d'explosifs et complicité avec des agents d'une puissance étrangère — en fait Hillel Ramirez Sanchez, alias « Carlos », qu'elle avait hébergé aussitôt après qu'il eut tué deux inspecteurs de la D.S.T. Mais on rappelle, au ministre de l'Intérieur, que Mlle Marmela a bénéficié d'une mise en liberté de l'Etat à la fin de décembre 1975.

SOLDES D'ETE

ET VENTE SPECIALE PENDANT TRAVAUX

Pendant les travaux considérables effectués dans nos magasins, nouveaux locaux de vente, escaliers, aménagements

PRIX EXCEPTIONNELS

SUR DE TRES NOMBREUX

TISSUS D'AMEUBLEMENT

■ VELOURS, IMPRIMES, JACQUARDS, TOILES, DOUTONS, SATINS, ETC.

TISSUS "COUTURE"

■ SOIES, IMPRIMES, JERSEYS, COTONS, LAIAGES DE PRINTemps

RODIN

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

A LA VEILLE DE SA VISITE A ANGERS

M. Giscard d'Estaing demande à M. Chirac de prendre « de nouvelles mesures contre l'enlaidissement de la France »

A la veille de son voyage à Angers, où il doit clore, jeudi 1^{er} juillet, une « journée nationale du cadre de vie », M. Valéry Giscard d'Estaing a adressé, le 29 juin, une lettre à M. Jacques Chirac, premier ministre, sur l'action à mener contre l'enlaidissement de la France.

C'est à l'invitation de M. Jean Turc, maire d'Angers (R.I.), que le chef de l'Etat se rend au chef-lieu du Maine-et-Loire. Les manifestations qu'il présidera complè-

teront la rencontre nationale des agences d'urbanisme, qui est organisée le mercredi 30 juin. La visite du président de la République représente une sorte de consécration pour Angers, l'une des villes de France qui a beaucoup fait, depuis vingt-cinq ans, pour améliorer le cadre de vie de ses habitants.

Six ministres et secrétaires d'Etat seront présents à la Journée nationale du cadre de vie : M. Michel Fontana, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur ; M. Robert Galley, ministre de l'équipement ; M. André Fosset, ministre de la qualité de la vie ; M. Christian Bonnet, ministre de l'agriculture ; M. Paul Granet, secrétaire d'Etat à l'environnement ; et M. Michel Guy, secrétaire d'Etat à la culture. En outre, venant de Paris et de province, sept cents fonctionnaires appartenant à ces départements

ministériels participeront à des « carrefours » sur différents thèmes touchant au cadre de vie. De 16 heures à 17 h 30, le président de la République, entouré de ses ministres, répondra à leurs questions, puis prononcera un discours, auparavant, dans la matinée, M. Giscard d'Estaing fera un exposé sur la politique d'aménagement du territoire dans l'Ouest.

Cette importante manifestation tout à fait inhabituelle mettra pour la première fois en contact direct le président de la République et les fonctionnaires qui, « sur le terrain », ont une action sur le cadre de vie des Français. Elle représente en tout cas la suite logique des déclarations faites dans ce domaine par M. Giscard d'Estaing et l'indispensable complément des mesures prises jusqu'ici.

La lettre du président de la République

M. Valéry Giscard d'Estaing a adressé, le 29 juin, la lettre suivante à M. Jacques Chirac :

« Mon cher premier ministre, les progrès indéniables ont été faits depuis deux ans pour améliorer l'environnement quotidien des Français. Notre dispositif législatif et réglementaire en particulier s'est enrichi, ou s'enrichira sous peu, grâce à des textes comme celui de la réforme foncière, de la réforme de l'urbanisme ou de la protection de la nature.

Dans l'action que nous devons mener pour l'amélioration de l'environnement et, particulièrement, contre l'enlaidissement de la France, un nouveau pas nous semble pouvoir être maintenant franchi. C'est pourquoi je vous demande de mettre en œuvre les orientations suivantes :

« Un coup de frein a été, à juste titre, donné à la construction d'ensembles immobiliers trop importants. Je souhaite que la construction d'immeubles de hauteur excessive destinés à l'habitat soit abandonnée sur tout le territoire français. Cette orientation correspond à la fois aux vœux des familles françaises et au souci d'éviter des erreurs architecturales.

Des opérations de logement sont encore trop souvent

lancées sur des sites peu favorables, mal desservis, exposés au bruit ou à d'autres nuisances. Il convient de mettre un terme à cette situation, et, notamment, de réserver l'usage de l'Etat aux logements offerts à leurs habitants un bon environnement.

« Pour éviter la dégradation des paysages et l'enlaidissement des abords des villages et des petites villes par des constructions désordonnées, les dispositions découlant de la réglementation nationale pourraient être précisées et complétées.

« Réglementer ne suffit pas. Il est nécessaire de renforcer le rôle des hommes de l'art, urbanistes, architectes ou paysagistes. Leur participation à l'élaboration des projets d'aménagement et de construction est possible sans créer de nouvelles obligations réglementaires.

« Il m'apparaît, d'autre part, que le département est un cadre approprié pour protéger le patrimoine naturel et bâti. C'est à ce niveau qu'une meilleure coordination doit être recherchée entre les différentes administrations compétentes en matière d'environnement. Ainsi, l'administration civile de disperser ses efforts et répondre plus directement aux préoccupations des habitants.

« Veuillez agréer, mon cher premier ministre, l'expression de ma très cordiale considération. »

M. CLAUDE POPPER (P.C.) : une démarche politique du chef de la majorité.

An cours d'une conférence de presse, réunie à Angers, mardi 29 juin, M. Claude Popper, membre du bureau politique du P.C.F., qui supervise les fédérations communistes des pays de la Loire, a dénoncé dans la prochaine visite du chef de l'Etat « une démarche politique du chef de la majorité ».

M. Popper a regretté que le P.S. ne s'associe pas à la manifestation organisée devant la Bourse du travail. « Le refus de nos alliés socialistes et radicaux de gauche a-t-il dit, ne nous rebute pas, mais nous incite à faire plus et mieux. »

A compter du 1^{er} juillet

L'ALLOCATION-LOGEMENT SERA AUGMENTÉE

M. Barrot, secrétaire d'Etat au logement, a annoncé, le 29 juin, lors d'une interview à Europe 1, l'augmentation de l'allocation-logement, qui, pour les locataires modestes, va pratiquement couvrir la hausse des prix « des loyers qui a été autorisée au 1^{er} juillet.

En réponse à une question, M. Barrot a précisé que le relèvement de l'allocation-logement, qui interviendra, elle aussi, à compter du 1^{er} juillet, pourrait être de l'ordre de 5 à 10 %.

Le ministre du travail a annoncé, de son côté, qu'il allait saisir le conseil d'Etat pour l'augmentation des allocations familiales de ce projet. Les tranches de ressources servant au calcul de l'allocation-logement, sont majorées de 9,5 %.

DAIM style
spécialiste créateur du
vêtement de peau H.F. et Enl.
REMISE 10 %
sur tous vêtements d'hiver
reparé, transformé, nettoyage
5, pl. des Victoires - Paris - 250 95 13

ECOLE DE DIRECTION D'ENTREPRISES DE PARIS
Etablissement privé d'enseignement technique supérieur
PRÉPARATION AUX DIPLOMES D'ÉTAT
GESTION - COMPTABILITÉ - MARKETING

admission sur titre pour les bacheliers
admission sur examen pour les non bacheliers

EXAMEN D'ENTRÉE
4 SESSIONS
5 juillet et 15 juillet
9 septembre et 23 septembre

130, rue de Clignancourt, 75018 PARIS
252.27.27 Documentation gratuite sur demande

Vacances Club à Calvi à Prix choc



© SITUATION Unique, à Calvi en Corse, au pied des montagnes et sur l'un des plus beaux golfes du monde. © NATURE Magnifique, pinède de 10 hectares en bordure de 5 km de plage. © HABITATIONS Remarquables, tous à proximité de la mer. © AMBIANCE Amicale, sans obligation. © REPAS Abondants et de qualité, restaurant sous les palmiers. © ANIMATION Orchestre, jeux, sports. © PRIX Extrêmement compétitifs, pour 2 semaines depuis 990 F de Nice ou 1390 F de Paris par avion.

Demande de documentation
Nom
Adresse
Code postal

CLUB OLYMPIQUE 3 rue de l'Échelle 75001 Paris 260 31 62

« Les étonnantes possibilités de la mémoire. Comment vaincre la timidité ? À chacun sa réussite »

Les lois éternelles du succès

tout le monde devrait avoir lu ce petit livre gratuit

Surprenantes révélations sur une méthode très simple pour guérir votre timidité, développer votre mémoire et réussir dans la vie. Ce n'est pas juste : vous valez 10 fois mieux que tel de vos amis qui « n'a pas inventé la poudre », et pourtant gagne beaucoup d'argent sans se tuer à la tâche ; que tel autre, assez insignifiant, qui cependant jouit d'une inexplicable considération de la part de tous ceux qui l'entourent.

« Qui faut-il accuser ? La société dans laquelle nous vivons ? Ou vous-même qui ne savez pas tirer parti des dons cachés que vous avez en vous ?

Vous le savez : la plupart d'entre nous n'utilisent que le centième de leurs facultés. Nous ne savons pas nous servir de notre mémoire. Ou bien nous sommes paralysés par une timidité qui nous condamne à végéter. Et nous nous enfonçons dans nos tabous,

nos habitudes de pensée désuètes, nos complexes aberrants, notre manque de confiance en nous. Alors, qui que vous soyez, homme ou femme, si vous en avez assez de faire du surplace, si vous voulez savoir comment acquiescer la maîtrise de vous-même, une mémoire étonnante, un esprit juste et pénétrant, une volonté robuste, une imagination fertile, une personnalité forte qui dégage de la sympathie et un ascendant irrésistible sur ceux qui vous entourent, demandez à recevoir le petit livre de Borg : « Les lois éternelles du succès ».

Absolument gratuit, il est envoyé à qui en fait la demande et constitue une remarquable introduction à la méthode mise au point par le célèbre psychologue C.F. Borg dans le but d'aider les milliers de personnes de tout âge et de toute condition qui recherchent le moyen de se réaliser et de parvenir au bonheur.

BON GRATUIT

pour recevoir « LES LOIS ÉTERNELLES DU SUCCÈS »
Découpez ou recopiez ce bon et envoyez-le à :
C.F. BORG, chez AUBANEL, 6, place, St-Pierre, 84028 Avignon
Vous recevrez le livre sous pli fermé et sans aucun engagement d'aucune sorte.

NOM PRENOM
N° RUE
CODE POSTAL VILLE
AGE PROFESSION

كتاب النحل